

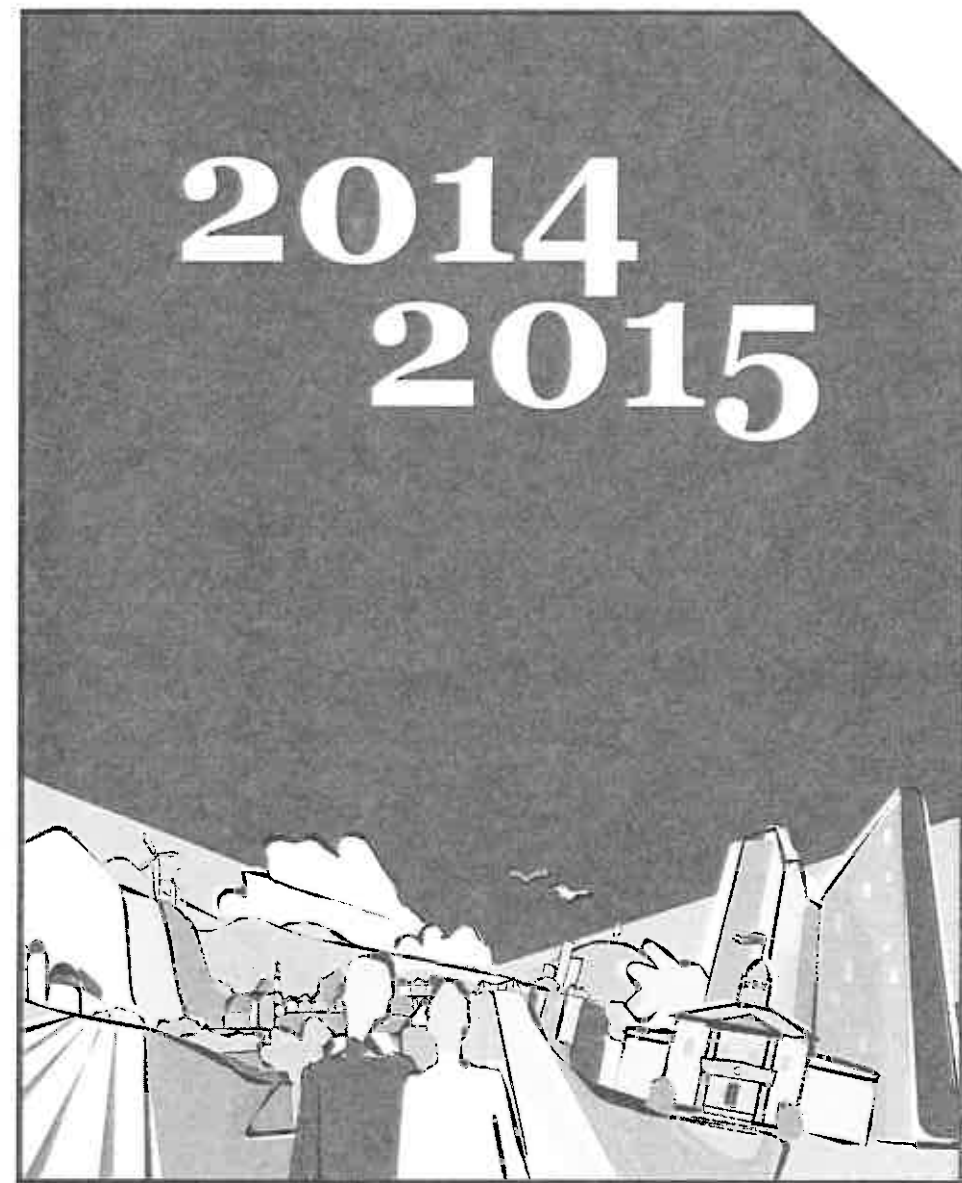
Étude des crédits

Demande de renseignements particuliers

VOLUME 5

DEMANDES 53 À 80
SHQ 31 ET SHQ 32

Juin 2014



*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #53

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

1. Réunions pour la conclusion d'une nouvelle entente Québec-municipalités (renouvellement de l'Entente de partenariat 2007-2013)

• **Réunion de la table de négociation plénière du 2 mai 2013 tenue à Québec**

Participants : Bernard Généreux (FQM), Richard Lehoux (FQM), Ann Bourget (FQM), Éric Forest (UMQ), Peggy Bachman (UMQ), Michel Bissonnet (Ville de Montréal), Robert Lamontagne (Ville de Montréal), François Picard (Ville de Québec), Alain Marcoux (Ville de Québec), Jérôme Unterberg (MAMROT), Marc Grandisson (MFEQ)

Observateurs : Nicolas Fleury (FQM), Jasmin Savard (UMQ), Yves Courchesne (Ville de Québec), Jean Mignault (Ville de Québec), Sylvain Gouin (Ville de Montréal), Jacques Lauzon (Ville de Montréal), André Lavallée (SRM), Josée Tremblay (SCN), André Meloche (MTQ), Anne-Marie Leclerc (MTQ), Evangéline Lévesque (MTQ), Caroline Beauregard (MFEQ), Bernard Guay (MAMROT), Margaux St-Georges (SRM), André Aubuchon (MAMROT), Sylvie Panneton, secrétaire (MAMROT)

Sujets abordés : Présentation du contexte financier gouvernemental, présentation d'une proposition gouvernementale initiale et discussion sur les travaux à réaliser jusqu'en juin.

Ordre du jour joint en annexe (Annexe 1.1)

Compte-rendu n'ayant pas été adopté, non joint

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #53

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

1. Réunions pour la conclusion d'une nouvelle entente Québec-municipalités (renouvellement de l'Entente de partenariat 2007-2013) (suite)

• **Réunion du groupe de travail technique élargi (GTTE) du 7 mai 2013 tenue à Montréal**

Participants : Peggy Bachman (UMQ), Jasmin Savard (UMQ), Joël Bélanger (UMQ), Ann Bourget (FQM), Nicolas Fleury (FQM), Jean Perron (FQM), Sylvain Gouin (Ville de Montréal), Jean Labrecque (Ville de Montréal), Alain Marcoux (Ville de Québec), Yves Courchesne (Ville de Québec), Jean-Pierre Théberge (Ville de Québec), Marc Grandisson (MFEQ), Caroline Beauregard (MFEQ), Érika Desjardins-Dufresne (MFEQ), André Lavallée (SRM), Josée Tremblay (SCN), Jérôme Unterberg (MAMROT), Bernard Guay (MAMROT), Sylvie Panneton (MAMROT), André Aubuchon(MAMROT), Évangéline Lévesque (MTQ)

Sujets abordés : Retour sur la réunion de la table de négociation du 2 mai 2013;

Examen des mesures de transfert reconduites de l'entente 2007-2013 :

- Clarification des montants inclus dans l'entente
- Remboursement de la TVQ
- Subvention au titre de retombées de l'exploitation des ressources naturelles
- Compensation tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics et TGT pondéré
- Compensations tenant lieu de taxes pour les terres publiques
- Péréquation
- Programme d'aide aux MRC
- Aide aux équipements métropolitains de la CMM
- Subvention à la Capitale-Nationale

Compte-rendu n'ayant pas été adopté, non joint

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #53

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

1. Réunions pour la conclusion d'une nouvelle entente Québec-municipalités (renouvellement de l'Entente de partenariat 2007-2013) (suite)

• Réunion du groupe de travail technique élargi (GTTE) du 14 mai 2013 tenue à Montréal

Participants : Peggy Bachman (UMQ), Jasmin Savard (UMQ), Joël Bélanger (UMQ), Ann Bourget (FQM), Nicolas Fleury (FQM), Jean Perron (FQM), Sylvain Gouin (Ville de Montréal), Jean Labrecque (Ville de Montréal), Stéphanie Rault (Ville de Montréal), Alain Marcoux (Ville de Québec), Yves Courchesne (Ville de Québec), Jean-Pierre Théberge (Ville de Québec), Marc Grandisson (MFEQ), Caroline Beauregard (MFEQ), Érika Desjardins-Dufresne (MFEQ), André Lavallée (SRM), Margaux St-Georges (SRM), Jérôme Unterberg (MAMROT), Bernard Guay (MAMROT), Sylvie Panneton (MAMROT), André Aubuchon (MAMROT), Évangéline Lévesque (MTQ)

Sujets abordés : Chantier sur les sources de revenus et les outils fiscaux :

- Assouplissement et élargissement des sources actuelles de revenus
- Accès à de nouvelles sources et de nouveaux outils (dont la fiscalité d'agglomération)
- Politique de tarification

Compte-rendu n'ayant pas été adopté, non joint

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #53

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

1. Réunions pour la conclusion d'une nouvelle entente Québec-municipalités (renouvellement de l'Entente de partenariat 2007-2013) (suite)

• **Réunion du groupe de travail technique élargi (GTTE) du 21 mai 2013 tenue à Québec**

Participants : Peggy Bachman (UMQ), Jasmin Savard (UMQ), Joël Bélanger (UMQ), Ann Bourget (FQM), Nicolas Fleury (FQM), Jean Perron (FQM), Sylvain Gouin (Ville de Montréal), Jean Labrecque (Ville de Montréal), Alain Marcoux (Ville de Québec), Yves Courchesne (Ville de Québec), Jean Mignault (Ville de Québec), Marc Grandisson (MFEQ), Caroline Beauregard (MFEQ), Érika Desjardins-Dufresne (MFEQ), Jean-François Létourneau (MFEQ), André Lavallée (SRM), Margaux St-Georges (SRM), Jérôme Unterberg (MAMROT), Bernard Guay (MAMROT), Sylvie Panneton (MAMROT), André Aubuchon (MAMROT), André Meloche (MTQ), Anne-Marie Leclerc (MTQ), Éric Breton (MTQ), Évangéline Lévesque (MTQ)

Sujets abordés : Les infrastructures : présentation du PQI et modalités de l'engagement de prévisibilité proposé par le gouvernement
Le chantier sur le financement du transport : état de situation de la voirie locale et du transport collectif
Examen des sources de revenus susceptibles d'être octroyées aux municipalités et des modalités d'accès

Compte-rendu n'ayant pas été adopté, non joint

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #53

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

1. Réunions pour la conclusion d'une nouvelle entente Québec-municipalités (renouvellement de l'Entente de partenariat 2007-2013) (suite)

• Réunion de la table de négociation plénière du 7 juin 2013 tenue à Québec

Participants : Bernard Généreux (FQM), Richard Lehoux (FQM), Ann Bourget (FQM), Éric Forest (UMQ), Suzanne Roy (UMQ), Peggy Bachman (UMQ), Michael Applebaum (Ville de Montréal), Robert Lamontagne (Ville de Montréal), Agop Evereklian (Ville de Montréal), Régis Labeaume (Ville de Québec), François Picard (Ville de Québec), Alain Marcoux (Ville de Québec), Sylvain Gaudreault (MAMROT-MTQ), Nicolas Marceau (MFEQ), Sylvain Boucher (MAMROT), Jean-François Lisée (SRM), Jérôme Unterberg (MAMROT), Luc Monty (MFEQ), Marc Grandisson (MFEQ)

Observateurs : Nicolas Fleury (FQM), Jean Perron (FQM), Jasmin Savard (UMQ), Yves Courchesne (Ville de Québec), Jean Mignault (Ville de Québec), Sylvain Gouin (Ville de Montréal), Jacques Lauzon (Ville de Montréal), Jacques Martineau (Ville de Montréal), Claude Bellefeuille (MAMROT), Mario St-Laurent (MTQ), Jean-François Gibeault (MFEQ), François Ferland (SRM), André Lavallée (SRM), André Meloche (MTQ), Anne-Marie Leclerc (MTQ), Évangéline Lévesque (MTQ), Caroline Beauregard (MFEQ), Érika Desjardins Dufresne (MFEQ), Margaux St-Georges (SRM), Bernard Guay (MAMROT), André Aubuchon (MAMROT), Sylvie Panneton, secrétaire (MAMROT)

Sujets abordés : Présentation d'une proposition gouvernementale bonifiée de nouvelle entente Québec-municipalités et discussion avec les représentants municipaux.

Compte-rendu n'ayant pas été adopté, non joint

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #53

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

1. Réunions pour la conclusion d'une nouvelle entente Québec-municipalités (renouvellement de l'Entente de partenariat 2007-2013) (suite)

• **Rencontres bilatérales pour une reprise des négociations**

Le 4 février 2014 (AM), rencontre tenue à Québec avec les représentants de la Fédération québécoise des municipalités

Participants : Ann Bourget (FQM), Jean Perron (FQM), Sylvain Boucher (MAMROT), Jérôme Unterberg (MAMROT), Bernard Guay (MAMROT)

Le 4 février 2014 (PM), rencontre tenue à Québec avec les représentants de la ville de Québec

Participants : André Legault (Ville de Québec), Yves Courchesne (Ville de Québec), Sylvain Boucher (MAMROT), Jérôme Unterberg (MAMROT), Bernard Guay (MAMROT)

Le 7 février 2014 (AM), rencontre tenue à Montréal avec les représentants de l'Union des municipalités du Québec

Participants : Jasmin Savard (UMQ), Joël Bélanger (UMQ), Sylvain Boucher (MAMROT), Jérôme Unterberg (MAMROT), Bernard Guay (MAMROT)

Le 7 février 2014 (PM), rencontre tenue à Montréal avec les représentants de la Ville de Montréal

Participants : Alain Marcoux (Ville de Montréal), Peggy Bachman (Ville de Montréal), Sylvain Gouin (Ville de Montréal), Sylvain Boucher (MAMROT), Jérôme Unterberg (MAMROT), Bernard Guay (MAMROT), André Lavallée (SRM), Margaux St-Georges (SRM)

Sujets abordés : Discuter avec les représentants municipaux des perspectives d'une reprise de la négociation.

Ordre du jour et compte-rendu : aucun

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #53

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

2. Réunions sur les régimes de retraite municipaux

• **Forum du secteur municipal « Vers des régimes de retraite équitables et durables » : réunion du 21 janvier 2014, tenue à Québec**

Participants : Ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et du Travail, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, sous-ministres du MAMROT et du MTRAV et président de la RRQ, représentants des associations municipales (UMQ et FQM) et des Villes de Québec et de Montréal, représentants d'organisations syndicales (FTQ, SCFP, CSN, CSD, FISA, FPMQ, SPPQ et RAPQ).

Autres participants municipaux et syndicaux.

Observateurs du gouvernement : Louise Laplante (RRQ), Pierre Bégin (RRQ), André Lorquet (RRQ), François Godin (RRQ), Julie Lavoie (RRQ), Bernard Guay (MAMROT), Frédéric Allard (MAMROT), Steeve Audet (MTRAV), Antoine Houde (MTRAV), Érika Desjardins-Dufresne (MFEQ)

Sujets abordés : Règles de financement à privilégier pour les régimes de retraite municipaux et paramètres servant à encadrer les négociations sur la restructuration de ces régimes.

Ordre du jour : Voir le document à l'annexe 2.1

Compte-rendu n'ayant pas été adopté, non joint

• **1^{re} rencontre du groupe de travail sur les régimes de retraite municipaux : réunion du 30 janvier 2014, tenue à Québec**

Participants : Représentants de la RRQ, du MTRAV, du MAMROT pour le gouvernement, représentants des Villes de Québec et de Montréal, de l'UMQ et de la FQM pour la partie patronale, représentants des organisations syndicales (FTQ, SCFP, CSN, CSD, FISA, FPMQ, SPPQ et RAPQ) et d'associations de cadres municipaux et un représentant de la FADOQ. (Voir les noms à l'annexe 2.4)

Sujets abordés : Approfondir les sujets abordés au forum municipal en vue de la rédaction du projet de loi sur la restructuration des régimes de retraite municipaux, en particulier les objectifs de la restructuration et la démarche de négociation à prévoir.

Aucun compte-rendu n'a été rédigé

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #53

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

2. Réunions sur les régimes de retraite municipaux (suite)

• **2^e rencontre du groupe de travail sur les régimes de retraite municipaux : réunion du 6 février 2014, tenue à Montréal**

Participants : Représentants de la RRQ, du MTRAV, du MAMROT pour le gouvernement, représentants des Villes de Québec et de Montréal, de l'UMQ et de la FQM pour la partie patronale, représentants des organisations syndicales (FTQ, SCFP, CSN, CSD, FISA, FPMQ, SPPQ et RAPQ) et d'associations de cadres municipaux et un représentant de la FADOQ et un de Force jeunesse. (Voir les noms à l'annexe 2.5)

Sujets abordés : Approfondir les sujets abordés au forum municipal en vue de la rédaction du projet de loi sur la restructuration des régimes de retraite municipaux, en particulier le domaine de la restructuration (éléments visés par une restructuration) et la méthode de financement.

Aucun compte-rendu n'a été rédigé

3. Rencontre sur la révision du taux de la taxe municipale pour le service d'appel d'urgence 9-1-1

• **Réunion du 7 novembre 2013, tenue à Québec**

Participants : Bernard Guay et Marc-André Groleau (MAMROT), Serge Allen et Éric Leclerc (Agence 9-1-1), Pierre Foucault (Ville de Montréal), Joël Bélanger (UMQ), Jean-Christian Roy (FQM)

Sujets abordés : Révision éventuelle du taux mensuel de la taxe municipale pour le service d'appel d'urgence 9-1-1 pour la période débutant le 1^{er} janvier 2015.

Aucun ordre du jour, ni compte-rendu n'ont été rédigés.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #53

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

4. Réunions de travail sur la taxation foncière des roulottes

- **Réunion du 4 novembre 2013, tenue à Québec**

Participants : Jean Perron (FQM), Joël Bélanger (UMQ), Simon Tessier et Karine Dionne (Camping Québec), Steeve Martel (Tourisme Québec), Bernard Guay et Robin Hémond (MAMROT)

Sujets abordés : Modifications possibles aux règles de taxation foncière des roulottes.

Aucun ordre du jour, ni compte-rendu n'ont été rédigés

- **Réunion du 31 janvier 2014, tenue à Québec**

Participants : Jean Perron (FQM), Simon Tessier, Natacha Bouchard, Bruno Labbé, Aimé Melix et Karine Dionne (Camping Québec), Bernard Guay et Robin Hémond (MAMROT)

Sujets abordés : Modifications possibles aux règles de taxation foncière des roulottes.

Aucun ordre du jour, ni compte-rendu n'ont été rédigés

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #53

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

5. Rencontres du Comité consultatif sur l'implantation de la modernisation de l'évaluation foncière

• Réunion du 7 mai 2013, tenue à Québec

Participants : Sonya Auclair (Ville de Trois-Rivières), Nicolas Bouchard (MAMROT), Nathalie Bourassa (MAMROT), Mario Boyer (ADMQ), André Chagnon (Collège Montmorency), Guy DeBellefeuille (ACCEO Solutions), Diane Dufresne (COMAQ), Martine Durand (Ville de Montréal), Pierre Genest (ADGMQ), Normand Godbout (Campus Notre-Dame-de-Foy), Christiane Guimond, Ordre des évaluateurs agréés du Québec (OEAQ), Stecy Gravel (Ville de Laval), Alain Kilgour, Association des techniciens en évaluation foncière du Québec (ATEFQ), Sabin Larouche (ADGMRCQ), Jacques Lemieux (COMAQ), Michèle Leroux (Leroux, Beaudry, Picard et associés), Arnaud Lion (SMI Informatique), Audrey Munger (SMI Informatique), Serge Paquin (MAMROT), Guy Quévillon (MRC Antoine-Labelle), Alain Raby (MAMROT), Stephan Roy (Servitech inc.), Régis Savard, Association des évaluateurs municipaux du Québec (AEMQ), Chantal St-Pierre (PG Solutions).

Note : Bien que membre de ce comité, la FQM et l'UMQ étaient absents lors de cette réunion.

Sujets abordés : Les participants ont poursuivi la mission de « table d'échanges » du Comité, en s'assurant que chacun puisse y faire état de ses difficultés et de ses propositions de solutions. Ils ont également procédé au suivi et à la révision d'actions concertées pour 2013-2014, orientées sur la réussite de la modernisation réglementaire de l'évaluation foncière instaurée en 2010.

Ordre du jour joint en annexe (Annexe 5.1)

Compte-rendu joint en annexe (Annexe 5.2)

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #53

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

5. Rencontres du Comité consultatif sur l'implantation de la modernisation de l'évaluation foncière (suite)

• **Réunion du 24 octobre 2013, tenue à Québec**

Participants : Sonya Auclair (Ville de Trois-Rivières), Nicolas Bouchard (MAMROT), Nathalie Bourassa (MAMROT), Mario Boyer (ADMQ), Guy DeBellefeuille (ACCEO Solutions), Diane Dufresne (COMAQ), Martine Durand (Ville de Montréal), Pierre Genest (ADGMQ), Julie Gagnon (PG Solutions), Louis Garant (Aviso), Normand Godbout (Campus Notre-Dame-de-Foy), Bernard Guay (MAMROT), Christiane Guimond, Ordre des évaluateurs agréés du Québec (OEAQ), Stecy Gravel (Ville de Laval), Alain Kilgour, Association des techniciens en évaluation foncière du Québec (ATEFQ), Sabin Larouche (ADGMRCQ), Gilles Lecours (Collège Montmorency), Michèle Leroux (Leroux, Beaudry, Picard et associés), Arnaud Lion (SMI Informatique), Audrey Munger (SMI Informatique), Serge Paquin (MAMROT), Jean Perron (FQM), Guy Quévillon (MRC Antoine-Labelle), Stephan Roy (Servitech inc.), Régis Savard, Association des évaluateurs municipaux du Québec (AEMQ), Chantal St-Pierre (PG Solutions).

Sujets abordés : Les participants ont poursuivi la mission de « table d'échanges » du Comité, en s'assurant que chacun puisse y faire état de ses difficultés et de ses propositions de solutions. Ils ont également procédé au suivi et à la révision d'actions concertées pour 2012-2013, orientées sur la réussite de la modernisation réglementaire de l'évaluation foncière instaurée en 2010.

Ordre u jour joint en annexe (Annexe 5.3)

Compte-rendu n'ayant pas été adopté, non joint

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #53

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

6. Rencontre du Sous-comité en matière de communication et de formation en évaluation foncière destinées aux élus et aux gestionnaires municipaux

• Réunion du 12 mars 2014, tenue par conférence téléphonique

Participants : Joël Bélanger (UMQ), Mélanie Belzile (ADMQ), Nicolas Bouchard (MAMROT), Nathalie Bourassa (MAMROT), Antony Dulude (COMAQ), Julie Faucher (COMAQ), Marc Laflamme (ADMQ), Sabin Larouche (ADGMRCQ), Martine Lévesque (ADGMQ), Charles Normand (FQM).

Sujets abordés : Les participants ont convenu du mandat du sous-comité, lequel consiste à servir de lieu d'échange quant aux actions à privilégier pour sensibiliser les élus et les gestionnaires municipaux en la nécessité de la modernisation de l'évaluation foncière ainsi que du rôle de l'évaluation foncière dans le régime fiscal municipal. Ils se sont également concertés sur les actions à mettre en œuvre pour en assurer.

Ordre du jour joint en annexe (Annexe 6.1)

Compte-rendu n'ayant pas été adopté, non joint

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #53

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

7. Rencontres du Comité consultatif sur le financement politique

• **Réunion du 2 mai 2013, tenue à Québec (dernière rencontre du comité)**

Participants : Jean-Christian Roy (FQM), Anne-Louise Chauvette (UMQ), Véronique Belpair (Ville de Montréal), Nathalie Prud'homme (Ville de Québec), Martin Morin (DGEQ), Stéphane Bouchard (MAMROT), Patrick Champagne (MAMROT).

Sujets abordés : Bilan des consultations publiques et présentation de l'état d'avancement des travaux du Ministère.

Aucun ordre du jour n'a été rédigé

Compte rendu n'ayant pas été rédigé, non joint

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #53

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

8. Rencontres du Comité de travail sur les avis publics

• **Réunion du 25 septembre 2013, tenue à Québec**

Participants : UMQ, FQM, COMAQ, ADMQ, ADGMQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, MAMROT.

Sujets abordés :

- Présentation du mandat du comité.
- Discussion sur le mode de fonctionnement.
- Le Ministère a recueilli les commentaires et suggestions des participants sur l'approche à privilégier, l'encadrement à envisager et les situations de publication d'avis particulières.
- Présentation des documents de travail.

Ordre du jour joint en annexe (Annexe 8.1)

Compte rendu joint en annexe (Annexe 8.2)

• **Réunion du 20 février 2014, tenue à Québec**

Participants : UMQ, FQM, COMAQ, ADGMQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, MAMROT.

Sujets abordés :

- Le sujet principal de la rencontre a été la publication sur Internet des avis publics.
- La rencontre n'avait pas pour but de discuter de la pertinence et du contenu des avis eux-mêmes.
- Le Ministère ne s'est pas prononcé sur les solutions à mettre en place pour améliorer l'information aux citoyens.

Ordre du jour joint en annexe (Annexe 8.3)

Faits saillants non adopté, non joint

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #53

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

9. Rencontre de la Table Québec-municipalités

Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers numéro 35.

10. Rencontre de la Table jeunes et démocratie municipale

• **Rencontre du 6 septembre 2013, tenue à Québec**

Participants : SAJ, DGE, FQM, UMQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec, Place aux jeunes en région, MAMROT

Sujets abordés :

- Actions spécifiques aux jeunes prévues par les membres pour les élections municipales de novembre 2013

Ordre du jour joint en annexe (Annexe 10.1)

Compte rendu joint en annexe (Annexe 10.2)

• **Rencontre du 11 mars 2014, tenue à Québec**

Participants : SAJ, DGE, FQM, UMQ, Ville de Montréal, Ville de Québec, Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec, Place aux jeunes en région, MAMROT

Sujets abordés :

- Bilan des actions spécifiques aux jeunes réalisées par les membres pour les élections municipales de novembre 2013

Ordre du jour joint en annexe (Annexe 10.3)

Compte rendu n'ayant pas encore été approuvé par les membres, non joint

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #53

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2013-2014.

11. Table des partenaires Femmes et politique municipale

- **La Table s'est réunie à trois reprises en 2013-2014, soit le 4 avril 2013, le 23 octobre 2013 et le 13 février 2014.**

Participants : SCF, CSF, CRÉ de Montréal, Conseil des Montréalaises, DGEQ, FQM, Groupe Femmes, Politique et Démocratie, Réseau des élues municipales de la Montérégie Est, UMQ, Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec, Ville de Québec, MAMROT.

Sujets abordés :

- Ces réunions ont permis d'échanger sur les actions envisagées afin de promouvoir la participation des femmes à la politique municipale.

Ordres du jour joints en annexe (Annexe 11.1.1, 11.1.2, 11.1.3)

Comptes rendus joints en annexe des rencontres du 4 avril 2013 et 23 octobre 2013 (Annexe 11.2.1, 11.2.2)

Compte rendu de la rencontre du 13 février 2014 n'ayant pas été adopté, non joint

12. Rencontre sur les orientations gouvernementales pour l'atténuation des risques de glissement de terrain dans les dépôts meubles avec le MSP, le MTQ et les partenaires municipaux (Union des municipalités du Québec et Fédération québécoise des municipalités)

Réunion : Québec, le 12 novembre 2013 au MAMROT

Participants : Dominic Deslauriers (MAMROT), Jean-Philippe Côté (MAMROT), Mélissa Renaud (MAMROT), Marc Morin (MSP), Amélie Genois (MSP), Chantal Bilodeau (MSP), Denis Demers (MTQ), Janelle Potvin (MTQ), Jean-Philippe Boucher (UMQ) et Jean-Christian Roy (FQM).

Sujets abordés : Document d'orientations gouvernementales sur les glissements de terrain, modalités de la consultation des associations municipales, prochaines étapes du projet.

Ordre du jour joint en annexe (Annexe 12.1)

Compte rendu n'ayant pas été adopté, non joint

RENOUVELLEMENT DE L'ENTENTE QUÉBEC - MUNICIPALITÉS

1^{ère} RÉUNION DE LA TABLE DE NÉGOCIATION

Date :	Le jeudi 2 mai 2013
Heure	12h00
Lieu :	Ministère des Affaires municipales et des Régions Québec, salle RC-09

ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue et lecture de l'ordre du jour
2. Présentation de la proposition gouvernementale
3. Échanges entre les participants
4. Cheminement à prévoir jusqu'à la conclusion de l'entente
5. Varia.

VERS DES RÉGIMES DE RETRAITE ÉQUITABLES ET DURABLES
FORUM - SECTEUR MUNICIPAL
ORDRE DU JOUR

DATE : Le 21 janvier 2014 De 9 h 30 à 17 h 10	ENDROIT : Centre des Congrès de Québec 880, avenue Honoré-Mercier, salle 206 AB Québec
---	---

Annexe 2.1

	Responsables	Heure	Durée (min)
Première partie (en présence des ministres)			
1. Accueil et présentation des participants	M. Sylvain Boucher Sous-ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et président du Forum	9 h 30	5
2. Mot des ministres	M ^{me} Agnès Maltais Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale M. Sylvain Gaudreault Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	9 h 35	20
3. Période d'échanges	M. Boucher	9 h 55	45
Pause		10 h 40	10
Deuxième partie			
4. Reprise des travaux	M. Boucher	10 h 50	5
5. Présentation du document de travail	M ^{me} Manuelle Oudar Sous-ministre du Travail M. Denys Jean Président-directeur général Régie des rentes du Québec	10 h 55	10
6. Période d'échanges	M. Boucher M ^{me} Oudar et M. Jean	11 h 5	55
- Objectifs poursuivis - Mesures à court terme - Le processus de restructuration - Le domaine de restructuration - Le financement 50/50 - Mesures à moyen terme - Autres recommandations du Comité d'experts			
Dîner		12 h	60
7. Période d'échanges (suite) incluant une pause	M. Boucher M ^{me} Oudar et M. Jean	13 h	240
8. Prochaines étapes	M. Boucher	17 h	10
9. Fin de la rencontre		17 h 10	

Annexe 2.4

**OBJET : Liste des participants au comité de travail
 du 30 janvier 2014
 Local du MAMROT (RC-09), Québec**

Étaient présents :

Denys Jean (RRQ)	Steeve Audet (MTRAV)
Julie Lavoie (RRQ)	Antoine Houde (MTRAV)
Louise Laplante (RRQ)	David Galarneau (MTRAV)
Pierre Bégin (RRQ)	Marie-Ève Beaulieu (MTRAV)
François Godin (RRQ)	Jean-Martin Poisson (MTRAV)
Bernard Guay (MAMROT)	
Frédéric Allard (MAMROT)	Maude Pépin-Hallée (CSN)
	Denis Marcoux (CSN)
Gino Girard (UMQ)	Nathalie Joncas (CSN)
Yves Létourneau (UMQ)	Sophie Fontaine (CSN)
	Richard Fortin (CSN)
Jacques Marleau (Ville de Montréal)	Jean Belleville (SCFP)
Jean-Yves Hinse (Ville de Montréal)	Marc Ranger (SCFP)
Alain Marcoux (Ville de Montréal)	Denis Bolduc (SCFP)
	Marie-Josée Naud (SCFP)
Benoît Richer (Ville de Québec)	Charles St-Aubin (RAPQ)
André Legault (Ville de Québec)	Claude Leblanc (RAPQ)
Chantalé Giguère (Ville de Québec)	Ronald Martin (RAPQ)
	Yves Francoeur (FPPM)
Jean Perron (FQM)	Louis Morissette (FPPM)
Chyslain Nadeau (FQM)	Laurent Roy (FPPM)
Maurice Dupont (FADOQ)	

Jean Gagnon (FISA)
Denis Côté (FPMQ)
Pierre Bergeron (FISA et FPMQ)
François Vaudreuil (CSD)
Daniel Pépin (SPPQ)
Jean Bernier (cadres municipaux)
JP Bouchard (cadres municipaux)
Marc-André Fournier (cadres municipaux)

Anne 2.5

**OBJET : Liste des participants au comité de travail du
6 février 2014
Montréal**

Étaient présents :

Denys Jean (RRQ)
Julie Lavoie (RRQ)
Louise Laplante (RRQ)
Pierre Bégin (RRQ)
François Godin (RRQ)
Bernard Guay (MAMROT)
Frédéric Allard (MAMROT)

Gino Girard (UMQ)
Yves Létourneau (UMQ)

Jacques Marleau (Ville de Montréal)
Jean-Yves Hinse (Ville de Montréal)
Alain Marcoux (Ville de Montréal)

Benoît Richer (Ville de Québec)
André Legault (Ville de Québec)
Chantale Giguère (Ville de Québec)

Jean Perron (FQM)
Ghyslain Nadeau (FQM)

Maurice Dupont (FADQO)

M. Mercier-Roy (Force Jeunesse)

Steeve Audet (MTRAV)
Antoine Houde (MTRAV)
David Galarneau (MTRAV)
Marie-Ève Beaulieu (MTRAV)
Jean-Martin Poisson (MTRAV)

Maude Pépin-Hallée (CSN)
Denis Marcoux (CSN)
Nathalie Joncas (CSN)
Sophie Fontaine (CSN)
Richard Fortin (CSN)

Jean Belleville (SCFP)
Marc Ranger (SCFP)
Denis Bolduc (SCFP)
Marie-Josée Naud (SCFP)

Charles St-Aubin (RAPQ)
Claude Leblanc (RAPQ)
Ronald Martin (RAPQ)

Yves Francoeur (FPPM)
Louis Morissette (FPPM)
Laurent Roy (FPPM)

Jean Gagnon (FISA)
Denis Côté (FPMQ)
Pierre Bergeron (FISA et FPMQ)

François Vaudreuil (CSD)

Daniel Pépin (SPPQ)

Jean Bernier (cadres municipaux)
JP Bouchard (cadres municipaux)
Marc-André Fournier (cadres municipaux)

ANNEXE 5.1

Comité consultatif sur l'implantation de la modernisation de l'évaluation foncière

Cinquième réunion – 7 mai 2013

ORDRE DU JOUR ADOPTÉ

- 1. Présentation et adoption de l'ordre du jour**
- 2. Objectifs de la rencontre**
 - Poursuivre la mission de «table d'échanges» du Comité consultatif
 - Effectuer le suivi de la réalisation des actions retenues pour favoriser l'implantation de la modernisation
- 3. Révision et adoption du sommaire de la réunion du 25 octobre 2012**
- 4. Suivi/révision quant à l'adaptation des pratiques d'évaluation foncière**
 - 4.1 Résultats préliminaires du suivi 2013 sur l'implantation de la modernisation
 - 4.2 Segmentation des dossiers non résidentiels selon leur niveau de difficulté
 - 4.3 Difficultés découlant de l'implantation de la modernisation «dans la vraie vie»
 - 4.4 Création d'un sous-comité technique sur l'adaptation des pratiques d'évaluation
 - 4.5 Nouveaux facteurs de rajustement applicables aux immeubles non résidentiels
- 5. Suivi/révision quant à l'adaptation des applications informatiques d'évaluation foncière**
 - 5.1 État de situation quant à la modernisation des matrices graphiques en SIG conformes au MEFQ 2012
 - 5.2 Implantation du projet de format unique des renseignements « annexables » au rôle et au certificat
 - 5.3 Transmission des données 2014 au MAMROT
- 6. Suivi/révision quant à l'adaptation de la formation des ressources humaines**
 - 6.1 État de situation quant à la formation de transition (programme en 5 modules)
 - 6.2 État de situation actualisé relatif à la formation académique (5 institutions)
- 7. Suivi/révision des interventions de communication auprès des élus et dirigeants municipaux**
 - 7.1 Planification des activités de communication à venir pour 2013
- 8. Modèle d'appel d'offres de services professionnels en évaluation foncière**
 - 8.1 Objectifs et contenu du document projeté
 - 8.2 Modalités projetées de diffusion du modèle d'appel d'offres
- 9. Bilan, à ce jour, des travaux retenus par le Comité (terminés, en cours, abandonnés, etc.)**
- 10. Autres problématiques et solutions afférentes**
 - 10.1 Ventes de données d'évaluation foncière
- 11. Date de la prochaine réunion du Comité consultatif**

ADOPTÉ PAR LE COMITÉ
Annexe 5.2

Comité consultatif sur l'implantation de la modernisation de l'évaluation foncière

Cinquième réunion du Comité – 7 mai 2013

Ont participé aux discussions lors de cette réunion :

- Mme Sonya Auclair, É.A., évaluateur de la Ville de Trois-Rivières;
- M. Nicolas Bouchard, É.A., de la Direction de l'évaluation foncière du MAMROT;
- Mme Nathalie Bourassa, É.A., de la Direction de l'évaluation foncière du MAMROT;
- M. Mario Boyer, représentant de l'Association des directeurs municipaux du Québec;
- M. André Chagnon, représentant du Collège Montmorency;
- M. Guy DeBellevue, représentant de la firme ACCEO Solutions;
- Mme Diane Dufresne, représentante de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec;
- Mme Martine Durand, É.A., évaluateur pour la Ville de Montréal;
- M. Pierre Genest, représentant de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec;
- M. Normand Godbout, É.A., représentant du Campus Notre-Dame-de-Foy;
- Mme Christiane Guimond, É.A., représentante de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec;
- M. Stecy Gravel, É.A., évaluateur pour la Ville de Laval;
- M. Alain Kilgour, représentant de l'Association des techniciens en évaluation foncière du Québec;
- M. Sabin Larouche, représentant de l'Association des directeurs généraux des MRC du Québec;
- M. Jacques Lemieux, représentant de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec;
- Mme Michèle Leroux, É.A., évaluateur pour la firme Leroux, Beaudry, Picard et associés;
- M. Arnaud Lion, représentant de la firme SMI Informatique;
- Mme Audrey Munger, représentante de la firme SMI Informatique;
- M. Serge Paquin, de la Direction de l'évaluation foncière du MAMROT, secrétaire du Comité;
- M. Guy Quévillon, représentant de la MRC d'Antoine-Labellie;
- M. Alain Raby, É.A., de la Direction de l'évaluation foncière du MAMROT, président du Comité;
- M. Stephan Roy, É.A., évaluateur pour la firme Servitech inc.;
- M. Régis Savard, É.A., représentant de l'Association des évaluateurs municipaux du Québec;
- Mme Chantal St-Pierre, représentante de la firme PG Solutions;

Bien qu'étant membres du Comité, n'étaient pas représentés à cette réunion :

- La Fédération québécoise des municipalités;
- le Service de l'évaluation de la MRC de Bellechasse;
- la Société GRICS;
- l'Union des municipalités du Québec;
- l'Université Laval.

SOMMAIRE DES DISCUSSIONS TENUES

1. Présentation et adoption de l'ordre du jour

- M. Raby présente l'ordre du jour préalablement transmis aux membres du Comité, lesquels conviennent d'y ajouter le point « 10.1 – Vente de données d'évaluation foncière » et de l'adopter sans autre changement.

2. Objectifs de la rencontre

- Les membres du Comité acquiescent aux objectifs énoncés, à l'effet que la rencontre vise à :
 - poursuivre la mission de « table d'échanges » du Comité, en s'assurant que chacun puisse y faire état de ses difficultés et de ses propositions de solutions;
 - assurer le suivi et la révision de la réalisation d'actions retenues pour favoriser l'implantation de la modernisation réglementaire instaurée en 2010.

3. Révision et adoption du sommaire de la réunion du 25 octobre 2012

- Un projet de compte rendu de la réunion précédente, tenue le 25 octobre 2012, a été transmis aux membres du Comité le 15 novembre. Après examen par l'ensemble des membres présents, il est convenu que ce document reflète bien la teneur des échanges ayant alors eu lieu. Il est donc adopté tel que rédigé.

- À titre de suivi aux recommandations formulées le 25 octobre 2012, M. Raby souligne qu'en outre de celles concernant les sujets prévus à l'ordre du jour courant :
 - le contenu du document de support sur l'élaboration des contrats de services professionnels a été modifié, avant sa publication, pour tenir compte des recommandations formulées lors de cette réunion, ainsi que de celles transmises ultérieurement;
 - les documents à être transmis aux membres du Comité l'ont été les 26 octobre (Jugement CQ) et le 15 novembre (référence au MRNF);
 - les communications convenues quant aux fiches hybrides ont eu lieu entre M. Lelièvre et les intervenants concernés.

4.1 Résultats préliminaires du suivi 2013 sur l'implantation de la modernisation

- M. Bouchard rappelle aux membres du Comité que huit indicateurs ont été développés en 2012 pour assurer un suivi annuel de l'implantation de la modernisation et que les premiers résultats ont été présentés au congrès de l'AEQM en mai 2012. Il souligne que des résultats préliminaires pour 2013 ont été compilés et qu'ils devraient être définitifs d'ici la fin mai.
- À l'aide d'un diaporama préparé à cette fin (et dont une copie sera transmise aux participants à la suite de la réunion), Mme Bourassa présente les résultats préliminaires 2013 de cinq indicateurs concernant le suivi de la modernisation, à savoir : l'état d'avancement de la modernisation des dossiers de propriété et celle des unités de voisinage, la conformité de la transmission de certains fichiers en format XML, celle de l'application des règles de présentation des rôles d'évaluation sur les sites Web des municipalités et celle des clés d'accès aux données du rôle.
- Au fil des échanges à ce sujet, les membres du Comité formulent des commentaires ou recommandations à l'effet que :
 - ▶ le pourcentage de modernisation des dossiers de propriété résidentiels apparaissant élevé (32 %), il y aurait lieu de vérifier la clarté de la question posée à ce sujet ou du moins de la présenter avec l'indicateur;
 - ▶ un indicateur supplémentaire pourrait dénombrer les unités d'évaluation dont la description modernisée a permis de déposer un rôle pour la catégorie de bâtiments concernée;
 - ▶ étant donné le fort pourcentage de municipalités qui ne respectent pas les six règles de la présentation publique du rôle, il faudrait les informer de cette non-conformité;
 - ▶ une capsule d'information devrait être diffusée pour informer les municipalités des règles de présentation publique qu'il faut respecter;
 - ▶ il serait plus efficace que les fournisseurs de services informatiques soumettent à l'approbation du MAMROT un spécimen de leur présentation publique du rôle, ce qui ne serait pas une lourde tâche étant donné le nombre peu élevé de fournisseurs.

4.2 Segmentation des dossiers non résidentiels selon leur niveau de difficulté

- M. Raby présente et commente une compilation de données provenant de 8 services d'évaluation publics et privés, concernant la modernisation des dossiers non résidentiels et réparties selon trois niveaux de difficulté (facile, réalisable, difficile). Il souligne les conclusions à l'effet que :
 - l'examen de situation permettant d'évaluer le niveau de difficulté est encore à venir pour plusieurs organisations (5 des 13 contactées);
 - les dossiers non résidentiels apparaissant faciles à moderniser représentent 40,2% du total, mais correspondent à seulement 20% des valeurs;
 - la modernisation apparaît difficile pour 10,8 % des dossiers non résidentiels, cela représente 35,3 % des valeurs de cette catégorie;
 - les immeubles institutionnels présentent le plus fort pourcentage de difficulté (18,2 %), suivis de l'industriel (12,9 %) et ensuite du commercial (8,0 %).
- Au fil des échanges sur ces sujets, les membres du Comité indiquent notamment que :
 - ▶ il faut nuancer la proportion de dossiers qualifiée de « facile », étant donné le volume du travail à faire;
 - ▶ les applications informatiques relatives aux bâtiments non résidentiels ne sont pas encore disponibles, ce qui augmente beaucoup les inquiétudes quant à la réussite dans les délais prescrits;

- ▶ le nombre de dossiers n'est pas révélateur du nombre réel de bâtiments à traiter. Les dossiers comportant plusieurs bâtiments devraient être considérés comme difficiles, ce qui donnerait un portrait statistique différent et encore plus inquiétant;
- ▶ les délais imposés par les dispositions de la LFM sur les immeubles à vocation unique (art. 18.1 et 18.2) rendent l'échéance de 2016 pratiquement inapplicable pour ce type d'immeubles;
- ▶ les difficultés appréhendées et l'existence des autres charges de travail justifieraient que le délai de la modernisation pour les dossiers non résidentiels soit prolongé de trois ans;
- ▶ pour éviter d'accroître la charge de travail, il faudrait éviter de modifier le barème de coûts unitaires pendant la période allouée pour moderniser les dossiers de propriété.

4.3 Difficultés découlant de l'implantation de la modernisation « dans la vraie vie »

- M. Paquin indique que plusieurs difficultés découlant de l'implantation de la modernisation ont été signalées par différents intervenants, à savoir :
 - les aires finies des sous-sols seraient déterminées selon des critères trop exigeants;
 - la détermination systématique de la classe et l'application des facteurs afférents provoqueraient des effets de seuil indésirables au niveau de la valeur;
 - le calcul systématique de l'âge apparent générerait des effets indésirables en utilisant l'année originale de bâtiments anciens et en ne considérant pas le remplacement de composantes de longue durée;
 - la dépréciation de certains murs de soutènement et stationnements, basée seulement sur leur état, serait difficilement applicable.
- Il invite les membres du Comité à signaler par écrit au MAMROT toute autre difficulté technique découlant de la modernisation en cours d'implantation et à en documenter la nature et les enjeux (exemples, ampleur, statistiques, solutions possibles, etc).
- Au fil des échanges sur ces sujets, les membres du Comité formulent des commentaires et recommandations à l'effet que :
 - ▶ des moyens doivent être mis en place pour optimiser la résolution des difficultés techniques au fur et à mesure et pour informer rapidement tous les intervenants concernés des solutions retenues;
 - ▶ il faut se concentrer à résoudre les irritants, tout en évitant de « moderniser la modernisation »;
 - ▶ il faudrait se limiter, à ce moment-ci, aux seules difficultés reliées à l'implantation des descriptions.

4.4 Création d'un sous-comité technique sur l'adaptation des pratiques d'évaluation

- M. Paquin annonce qu'un sous-comité technique sera créé pour se pencher sur l'adaptation des pratiques d'évaluation en matière de modernisation des rôles d'évaluation foncière. Il indique que son mandat sera d'élaborer les solutions optimales pour résoudre les problématiques d'ordre technique ou professionnelle et qu'à cet effet, il devra :
 - approfondir la connaissance et les enjeux de chaque problématique et partager les expériences déjà vécues;
 - documenter toute proposition de solution et faire part des conclusions retenues au Comité consultatif à l'aide d'une fiche synthèse sur chaque problématique analysée.
- Il ajoute notamment que ce comité, sous la responsabilité du MAMROT, sera composé de 5 à 8 praticiens actuellement engagés dans l'implantation de la modernisation et que ses réunions n'auront pas de fréquence définie.
- Au fil des échanges sur ces sujets, les membres du Comité soulignent que :
 - ▶ la création de ce sous-comité est appropriée pour réduire les délais de règlement des difficultés;
 - ▶ le MAMROT devrait recruter lui-même les membres de ce sous-comité, auprès des organisations dont l'expérience de modernisation est suffisante et pertinente;
 - ▶ les participants à ce sous-comité pourraient varier selon les sujets traités.

4.5 Nouveaux facteurs de rajustement applicables aux immeubles non résidentiels

- Monsieur Paquin présente aux participants les facteurs de rajustement applicables au coût de base des bâtiments non résidentiels et référant au 1^{er} juillet 2012. Il indique notamment que :
 - ces facteurs se retrouvent sur le site Web du MAMROT à l'adresse : <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/evaluation-fonciere/manuel-devaluation-fonciere-du-quebec/facteurs-de-rajustement/>;

- les facteurs d'envergure et de classe ont été entièrement révisés, à la suite de l'analyse comparative du coût réel de nombreuses constructions récentes et du calcul réalisé avec le barème «modernisé»;
- un article dans le DEFexpress du 8 février 2013 a été diffusé sur ce sujet (il est possible de le consulter à l'adresse suivante : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/DEFexpress/DEFexpress_06.pdf).
- Au fil des échanges sur ces sujets, les membres du Comité soulignent que :
 - ▶ le bulletin annuel des facteurs de rajustement référant au 1^{er} juillet 2013 et à la version 2006 du MEFQ, sera le dernier de cette version. Seul le bulletin modernisé sera produit par la suite;
 - ▶ il sera possible d'établir les facteurs selon l'ancienne version en effectuant les adaptations nécessaires, s'il advenait qu'un évaluateur en ait besoin. Il devra alors effectuer les adaptations lui-même.

5.1 État de situation quant à la modernisation des matrices graphiques en SIG conforme au MEFQ 2012

- M. Paquin présente aux membres du Comité les résultats préliminaires de l'indicateur prévu à cet effet. Il indique que le niveau d'avancement des travaux pour les municipalités dont le SIG est modernisé à plus de 50 % est passé de 2% en 2012 à 16,8 % en 2013.
- Il ajoute que, malgré cet accroissement, plusieurs problématiques ont été signalées par différents intervenants en matière de gestion du SIG, plus particulièrement à l'effet que :
 - l'exigence de synchronisation entre le SIG et la tenue à jour, de même que lors du dépôt du rôle serait indûment contraignante;
 - les données cadastrales reçues du MRNF nécessiteraient une adaptation pour les intégrer au SIG;
 - la modernisation du SIG exigée avant une rénovation cadastrale imminente du territoire concerné serait inutilement coûteuse.
- Il annonce qu'une consultation de spécialistes du SIG aura lieu en septembre 2013, afin d'inventorier les problématiques rencontrées et de proposer les avenues de solution les plus appropriées. Il est prévu que les intervenants (environ 40) qui avaient participé à la consultation de 2011 sur le contenu de la partie 2B du MEFQ seront à nouveau invités à celle projetée.
- Au fil des échanges sur ce sujet, les membres du Comité indiquent que :
 - ▶ ce projet de consultation est tout à fait pertinent pour résoudre les difficultés soulevées;
 - ▶ toute autre problématique connue relative à l'implantation du SIG devrait être signalée au MAMROT, avant cette consultation.

5.2 Implantation du projet de format unique des renseignements « annexables » au rôle et au certificat

- M. Paquin rappelle qu'un répertoire de renseignements annexables a été développé en juillet 2012 sous le leadership de l'AEMQ, ce qui a permis de déterminer 21 renseignements « annexables ». Il précise que :
 - des tests ont été suggérés avec des données fournies par le responsable de ce répertoire, afin de s'assurer que ces données respectent les gabarits de validation du MAMROT;
 - à cette fin, les différents gabarits relatifs au certificat ont été modifiés par le MAMROT, de même que les consignes du MEFQ autorisant l'ajout de renseignements annexables à la section des données générales du certificat.
- Au terme des échanges sur ce sujet, les membres du Comité retiennent que :
 - ▶ la date de prise d'effet des nouvelles consignes au MEFQ quant aux renseignements annexables devrait être précisée;
 - ▶ les fournisseurs de services informatiques membres de ce Comité transmettront au MAMROT les données permettant d'effectuer les tests projetés et seront ensuite avisés des résultats obtenus;
 - ▶ l'AEMQ demeurera l'unique responsable de la mise à jour ultérieure des données annexables.

5.3 Transmission des données 2014 au MAMROT

- M. Paquin informe les membres du Comité que trois des quatre répertoires de renseignements prescrits, que doivent transmettre les évaluateurs au MAMROT pour l'exercice financier 2014, ont fait l'objet de quelques modifications mineures. Il précise notamment que :

- des modifications ont été apportées au rôle d'évaluation, au certificat, ainsi qu'à la proportion médiane;
- ces répertoires modifiés sont actuellement en ligne sur le site du MAMROT, alors que les structures et gabarits à utiliser seront incessamment mis en ligne sur ce site;
- la prise d'effet en vigueur des changements au certificat sera fixée au 15 août 2013, afin de synchroniser les changements aux rôles et aux certificats.
- Il indique également que la transmission de tous ces renseignements pour l'exercice financier 2014 pourrait se faire via le PGAMR. Des tests sont actuellement en cours et une décision sera prise d'ici la fin du mois de mai. Le site WebDav du MAMROT demeure toutefois la solution alternative.
- Il ajoute que les règles de validation du rôle d'évaluation appliquées par le MAMROT ont été récemment publiées sur son site web et précise à ce sujet que :
 - ce guide en format Excel est destiné aux praticiens du domaine de l'évaluation foncière et permet de valider la cohérence de certains renseignements prescrits au rôle;
 - il comporte 25 validations visant 5 groupes de renseignements;
 - il est possible de consulter ce guide à l'adresse suivante : <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/evaluation-fonciere/autres-documents-et-guides>.
- Au fil des échanges sur ce sujet, les membres du Comité formulent des commentaires ou recommandations à l'effet que :
 - il est important de rendre les gabarits disponibles le plus rapidement possible pour permettre les modifications des fichiers sous leur responsabilité à temps pour leur transmission;
 - le guide apparaît comme un outil qui améliorera l'exactitude du contenu des rôles et des certificats;
 - il y aurait lieu de faire une communication aux municipalités concernant les bâtiments dits inactifs, à l'effet qu'on ne peut transmettre les renseignements les concernant en même temps que ceux du rôle et des certificats, puisque la LFM (art. 34 et 35) écarte cette possibilité, ce qui n'empêche pas d'informer le propriétaire de l'immeuble sur la répartition des valeurs qui le compose.

6.1 État de situation actualisé relatif à la formation académique (résultats préliminaires)

- M. Bouchard présente les résultats de l'indicateur relatif à l'implantation de la modernisation dans la formation académique. Il indique à ce sujet que :
 - au Québec, cinq institutions d'enseignement de niveau collégial offrent un programme technique en évaluation foncière et qu'au total, 33 cours traitent majoritairement d'évaluation foncière municipale;
 - de ce nombre, douze cours ont été adaptés aux nouvelles dispositions réglementaires et normatives instaurées en 2010, ce qui porte le résultat de cet indicateur à 36 %.
- les membres du Comité se disent satisfaits de ce résultat et reconnaissent que les institutions d'enseignement ne peuvent aller plus vite que les développements des nouveaux logiciels.

6.2 État de situation relatif à la formation de transition (résultats préliminaires)

- M. Bouchard rappelle que le programme de formation de transition sur la modernisation est développé et diffusé par l'OEAG, en collaboration avec le MAMROT et l'AEMQ et qu'il est accessible à toute personne qui œuvre déjà dans le domaine de l'évaluation foncière municipale. À titre d'état de situation à ce sujet, il précise que :
 - ce programme comporte dorénavant cinq modules qui ont tous été donnés plusieurs fois, à ce jour, au 1er avril 2013, ce programme de formation avait généré 846 inscriptions, dont 330 pour le module 2 (donné 11 fois) et 288 pour le module 1 (donné 9 fois);
 - la diffusion de chacun des modules sera récurrente jusqu'en 2016, selon la demande qui s'exprimera.
- Au fil des échanges sur ce sujet, les membres du Comité formulent des commentaires ou recommandations à l'effet que :
 - il serait difficile d'obtenir une place lors de l'inscription à ces cours, compte tenu de la forte demande et des groupes limités à 30 personnes;
 - étant donné les développements urgents en cours, les mandataires en informatique pourraient être priorités pour la formation sur les immeubles non résidentiels;
 - l'ADGMRCQ devrait être avisée des dates et des lieux de diffusion de chacun des modules, afin de pouvoir relayer l'information à ses membres;

- ▶ une liste d'attente devrait être constituée pour que tout demandeur ne soit pas oublié lorsqu'une formation est à nouveau disponible;
- ▶ les participants aux sessions initiales devraient avoir accès aux mises à jour qui ont été apportées ultérieurement aux contenus de cours;
- ▶ la limite de 30 participants par groupe favorise une meilleure formation et devrait demeurer;
- ▶ il importe de signaler tout nouveau besoin éventuel afin d'en évaluer la pertinence et de les prévoir au programme de formation.

7. Suivi/révision des interventions de communication auprès des élus et dirigeants municipaux

- M. Raby indique aux membres du Comité que :
 - quatre communications écrites du MAMROT ont été publiées sous forme de communiqués électroniques ou d'articles à l'intention des élus et dirigeants municipaux, afin de les sensibiliser à la modernisation et à l'importance d'agir pour la réaliser;
 - deux communications verbales du MAMROT ont été également présentées en 2012 à ce sujet, soit au congrès de la COMAQ et à celui de la FQM;
 - la Direction de l'évaluation foncière sera présente au kiosque du MAMROT, lors des prochains congrès de la COMAQ (22-23-24 mai) et de l'ADMQ (12-13 juin);
 - il y aurait lieu de planifier les communications à venir envers cette clientèle et d'identifier les sujets qui seraient prioritaires.
- Au fil des échanges à ce sujet, les membres du Comité formulent des commentaires ou recommandations à l'effet que :
 - ▶ les communications passées ont atteint leur objectif, soit celui de sensibiliser les décideurs municipaux à l'existence de la modernisation réglementaire et à la nécessité de s'y conformer;
 - ▶ les communications à venir devraient notamment :
 - traiter des coûts réels à encourir et les justifier notamment par la nécessité d'assurer la pérennité du système d'imposition foncière, par les gains d'efficacité à venir, etc. Il serait intéressant de faire connaître les résultats de l'enquête en cours par la FQM à ce sujet;
 - préciser les enjeux à considérer par les municipalités : mise aux normes obligatoire, changements aux façons de faire, coûts de transferts, gains d'efficacité, etc.;
 - viser à désamorcer les sources d'inquiétudes déjà exprimées (réinspections obligatoires, réouverture des contrats, coûts de la modernisation, utilisation du format XML, etc.);
 - éviter d'utiliser des statistiques uniformes qui ne tiennent pas compte des réalités propres à chaque OMRÉ;
 - faire connaître les expériences d'implantation vécues, à ce jour, par des villes ou MRC.

8. Modèle d'appel d'offres de services professionnels en évaluation foncière

- À l'aide d'un diaporama préparé à cette fin (dont une copie sera transmise aux participants après la réunion), M. Jacques Lemieux présente et commente les grandes lignes d'un document réalisé sous la responsabilité de la COMAQ, concernant un modèle d'appel d'offres pour des services professionnels d'évaluation foncière. Il indique notamment que :
 - d'abord recommandé par le présent Comité, ce document de référence résulte de la collaboration de 7 organismes (COMAQ, ADGMRQC, ADGMQ, UMQ, FMQ, OEAQ et MAMROT);
 - il a comme objectif principal de soutenir les officiers municipaux des villes et des MRC pour la préparation d'un appel d'offres de services professionnels en évaluation foncière;
 - outre les notes, réserves et annexes appropriées, il comporte les 8 sections suivantes :
 1. Renseignements généraux
 2. Renseignements, directives et présentation de l'appel d'offres
 3. Description des services
 4. Modalités d'évaluation des offres et d'attribution des points
 5. Critères d'évaluation et de sélection des offres
 6. Conditions applicables à l'adjudicataire du mandat
 7. Cession, abandon et résiliation
 8. Règlement des différends
- la section 3 décrit le détail des services d'évaluation foncière possibles et distingue ceux qui sont «optionnels», de même que ceux requis par la modernisation;

- la section 5 propose des critères qualitatifs et quantitatifs propres aux réalités de l'évaluation foncière actuelle;
- le document sera rendu disponible en mai 2013 et fera, à l'automne 2013, l'objet d'une formation destinée aux officiers municipaux.
- Au fil des échanges sur ce sujet, les membres du Comité indiquent notamment que :
 - bien que n'étant pas disponible dans sa version finale, le modèle d'appel d'offres présenté semble répondre adéquatement aux besoins du milieu municipal;
 - le modèle d'appel d'offres devrait énoncer les règles qui régiront la prise de possession des données existantes par l'adjudicataire;
 - la formation projetée devrait être accessible aussi aux évaluateurs susceptibles de soumissionner.

9. Bilan, à ce jour, des travaux retenus par le Comité (terminés, en cours, abandonnés, etc.)

- À l'aide d'un tableau récapitulatif (dont un exemplaire est remis à chaque participant), M. Raby passe en revue chacun des 25 éléments formant le bilan des travaux retenus, à ce jour, par le Comité. Outre les sujets déjà traités précédemment au cours de la réunion, il apporte les précisions suivantes quant aux travaux non encore complétés :
 - élément 1C : le diaporama destiné aux gestionnaires municipaux reste à faire étant donné que de nouveaux éléments précis sont apparus;
 - élément 6A : les collègues feront, au besoin, les démarches pour obtenir les autorisations d'utiliser les documents de formation auprès de l'OEAQ;
 - élément 7 : l'analyse de faisabilité de capsules web est abandonnée, compte tenu des autres mandats et des ressources disponibles au MAMROT;
 - élément 9B : la problématique opérationnelle engendrée par la signature numérique des certificats est toujours sous étude au MAMROT, qui doit en évaluer les enjeux;
 - élément 10 : la documentation des écarts de valeur découlant de la modernisation est abandonnée, car une telle mesure n'est pas objectivement réalisable;
 - élément 14 : l'analyse des enjeux de l'actualisation des barèmes de coûts unitaires est amorcée au MAMROT et des conclusions sont attendues pour l'automne 2013;
 - élément 16 : l'analyse de faisabilité sur la commercialisation des données d'évaluation foncière demeure à faire, mais ne sera pas réalisée par le MAMROT, ce qui suppose sa prise en charge par d'autres intervenants;
 - élément 17 : l'idée de dresser l'inventaire des possibilités de subventions relatives à la formation de la main d'œuvre est abandonnée, ce qui n'exclut toutefois pas que le Comité serve à partager de l'information à ce sujet.
- Au fil des échanges sur ce sujet, les membres du Comité indiquent notamment que :
 - le nombre et l'utilité des réalisations de ce comité sont très satisfaisants;
 - l'utilisation de diaporamas est une solution qui doit être appuyée par un présentateur (élément 1c);
 - il y a urgence de régler le problème de la signature numérique de certificats (élément 9b);
 - il est possible d'obtenir des subventions en passant par un centre d'emploi local (CLE) pour le cas de nombreuses formations de la main-d'œuvre (élément 17);
 - il y a lieu de maintenir le tableau récapitulatif à jour quant aux éléments projetés, en cours ou récemment terminés.

10.1 Vente de données d'évaluation foncière

- Il est convenu que les discussions tenues quant à l'élément 16 du point 9., concernant la commercialisation des données d'évaluation foncière, couvrent ce sujet pour l'instant.

12. Date et contenu de la prochaine réunion du Comité consultatif

Les membres du Comité conviennent de tenir la prochaine réunion le jeudi 24 octobre 2013, aux bureaux du MAMROT, à Québec. Elle portera notamment sur le suivi des différents travaux entrepris. Une convocation sera transmise une semaine avant la réunion.

Rédigé le 22 mai 2013

Serge Paquin / Alain Raby

Annexe 503

**Comité consultatif sur l'implantation de la modernisation
de l'évaluation foncière**

Sixième réunion – 24 octobre 2013

ORDRE DU JOUR ADOPTÉ

1. Mot de bienvenue du Directeur
2. Présentation et adoption de l'ordre du jour
3. Objectifs de la rencontre
4. Révision et adoption du sommaire de la réunion du 7 mai 2013
5. Bilan sommaire de la transmission des données 2014 au MAMROT
6. Bilan des actions de la DGFEF pour résoudre les difficultés découlant de l'implantation de la modernisation
 - 6.1 Mise sur pied d'un groupe de soutien sur la modernisation de l'évaluation foncière
 - 6.2 Signature par l'évaluateur du certificat de tenue à jour
7. État de situation relativement aux travaux du sous-comité technique sur l'adaptation des pratiques d'évaluation
 - 7.1 Mandat, composition et modalité de fonctionnement du sous-comité
 - 7.2 Problématiques résolues n'entraînant aucune modification au MEFQ
 - 7.3 Solutions proposées quant aux principales problématiques soulevées
8. Rapport sur l'atelier concernant les problématiques reliées à l'implantation d'un SIG
 - 8.1 Principales problématiques rencontrées lors de l'implantation d'un SIG « modernisé »
 - 8.2 Solutions retenues pour contrer les principales problématiques
9. Suivi/révision des interventions de communication auprès des élus et dirigeants municipaux
 - 9.1 Planification des activités de communication à venir pour 2014
 - 9.2 Présentation publique du rôle d'évaluation
10. Autres problématiques et solutions afférentes
 - 10.1 Commercialisation des données d'évaluation foncière ...
 - 10.2 Actualisation des barèmes de coûts
11. Date de la prochaine réunion du Comité consultatif

Annexe 6.1

Sous-comité en matière de communication et de formation en évaluation foncière destinées aux élus et aux gestionnaires municipaux

Première réunion – 12 mars 2014

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

1. **Présentation et adoption de l'ordre du jour**
2. **Objectifs de la rencontre**
 - Convenir du mandat du sous-comité
 - Se concerter sur les actions à mettre en oeuvre
3. **Mandat et fonctionnement du sous-comité**
 - 3.1 Raisons d'être et mandat du sous-comité
 - 3.2 Composition et modalités de fonctionnement
4. **Élaboration d'un plan de communication sur la modernisation de l'évaluation foncière**
 - 4.1 Identification de la clientèle cible et des objectifs de communication
 - 4.2 Activités de communication pour 2014-2015
5. **Développement d'une formation de base sur le système québécois d'évaluation foncière**
 - 5.1 Descriptif de la formation : clientèle visée, objectifs et contenu de la formation
 - 5.2 Responsabilités de la DGFEF et modalités de fonctionnement sur la tenue de la formation
6. **Autres sujets**
 - 6.1 ...
 - 6.2 ...
7. **Date de la prochaine réunion du sous-comité**

COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES AVIS PUBLICS ET LES AVIS SIGNIFIÉS

AVIS DE CONVOCATION

Date : Mercredi, le 25 septembre 2013
Heure : 13 h 30 à 15 h 30
Endroit : Ministère des Affaires municipales, des Régions et de
l'Occupation du territoire
Aile Chauveau, 3^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3

ORDRE DU JOUR

1. Accueil - Mot de bienvenue
2. Présentation des participants
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Présentation du mandat du Comité, des principes associés au mandat et discussion sur le mode de fonctionnement du Comité
5. Présentation des documents de travail préparés par la Direction générale des politiques
6. Date de la prochaine rencontre

COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES AVIS PUBLICS ET LES AVIS SIGNIFIÉS
Compte rendu adopté le 20 février 2014

Réunion du 25 septembre 2013, 13h : 30 à 15h : 30
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, Québec

MEMBRES PRÉSENTS

M. Farid Harouni, Fédération québécoise des municipalités (FQM)
M^e Yuri Tremblay, Union des municipalités du Québec (UMQ)
M^{me} Nicole Richard, Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)
M. Pierre Genest, Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ)
M^e Marie-Pier Lamarche, Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ)
M. Sylvain Ouellet, Ville de Québec
M. Martin Lefebvre, Ville de Montréal
M^{me} Sylvie Régimbald, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
M. Jocelyn Savoie (MAMROT)

MEMBRE ABSENT

M^{me} Diane Simard, Union des municipalités du Québec (UMQ)
M^{me} Jocelyne Laliberté, Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)
M^e Jocelyne L'Anglais, Ville de Montréal

Ordre du jour	Description et synthèse des échanges	Décisions/suivi à apporter
1. Lecture et adoption de l'ordre du jour	❖ Accueil et présentation des participants. ❖ Un document intitulé « Lignes directrices » avait été remis par courriel aux participants. ❖ Il est indiqué que la création du Comité résulte d'une discussion tenue sur le sujet lors de la réunion du Comité conjoint sur la démocratie municipale du 4 octobre 2 012.	
2. Présentation du mandat, des principes associés et du mode de fonctionnement du Comité de travail sur les avis municipaux	❖ Le mandat du comité et les principes associés sont rappelés, tels que formulés dans le document transmis. ❖ Une discussion générale est ensuite tenue sur ces sujets.	
3. Présentation des documents de travail préparés par la Direction générale des politiques	❖ Un document intitulé « Fiche : Problématiques et avantages des modes de publication » est remis aux participants afin de susciter la discussion sur les motivations à l'origine de la demande de révision des avis publics et la prise de conscience des avantages et inconvénients relatifs à Internet comme mode de publication des avis publics. ❖ Un document intitulé « Explications des documents de travail concernant la publication des avis publics sur Internet » est remis aux participants. ❖ Quatre autres documents leur sont remis : 1. « Répertoire des articles de loi qui prévoient la publication des avis municipaux »; 2. « Situations et suggestions quant aux modes de publication des avis publics »; 3. « Premier critère d'évaluation de l'importance d'un avis public »; ❖ « Modes de publications des avis publics selon leur objet (incluant les avis par affichage et le projet LADTU »	M^{me} Sylvie Régimbald s'engage à transmettre par courriel les documents remis au cours de la réunion. - Fait le 25 septembre 2013 Tous les participants sont tenus, pour la prochaine rencontre, d'avoir lu et acquis une compréhension certaine des documents soumis afin d'être en mesure de proposer des critères pour la publication des avis publics ou de soutenir ceux proposés ainsi que de débattre sur les modes de publication proposés en fonction de l'objet des avis.

Ordre du jour	Description et synthèse des échanges	Décisions/suivi à apporter
4. Discussions	En résumé, le comité a discuté : - de la fréquence de l'utilisation d'Internet par différents groupes d'âge; - de l'impact sur les médias locaux du mode de publication par Internet des avis municipaux; - de la nécessité de créer une même plate-forme de publication des avis municipaux; - de la conservation, pour le moment, du mode de publication des avis publics par affichage sur le territoire des municipalités concernées. <u>Concernant l'utilisation d'Internet par différents groupes d'âge</u> Il a été mentionné que la majorité des personnes âgées de 65 ans et plus n'utilisait pas ou très peu Internet, raison pour laquelle la publication dans les journaux de certains avis devait être maintenue. <u>Concernant l'impact sur les médias locaux des avis par Internet</u> Quelques participants ont suggéré de continuer la publication dans les journaux. Toutefois, l'article ainsi publié doit être succinct et il doit référer les lecteurs au site Internet de la municipalité pour plus de détails sur le sujet. L'idée de publier dans les journaux une synthèse des avis apparus dans le site Internet d'une municipalité a aussi été émise.	M^{me} Sylvie Régimbald s'engage à transmettre par courriel des données statistiques concernant l'utilisation d'Internet. - Fait le 30 septembre 2013

Ordre du jour	Description et synthèse des échanges	Décisions/suivi à apporter
	<u>Concernant une même plate-forme de publication des avis municipaux</u> Il a été évoqué que les avis publics devraient éventuellement être au même endroit sur les pages d'accueil des sites Internet des municipalités, et ce, afin d'être le plus visible et accessible possibles pour les citoyens. <u>Concernant la conservation de la publication des avis publics par affichage sur le territoire des municipalités</u> Il a été mentionné que le projet de la publication des avis publics dans le site Internet des municipalités devait être présenté avec prudence, pour éviter que plusieurs municipalités refusent d'y adhérer. En effet, les municipalités régies par le Code municipal du Québec procèdent par affichage, un mode de publication simple et peu coûteux. Il n'est pas certain que ces municipalités accueillent favorablement le projet de publication par Internet. Aussi, dans l'immédiat, l'option de l'affichage devrait être conservée. La publication obligatoire par Internet ne devrait concerner que certains objets d'avis publics.	M. Farid Harouni, de la FQM, devrait s'informer auprès de ses membres de leur intérêt pour la publication des avis publics par Internet.
5. Date de la prochaine rencontre	<u>Calendrier :</u> Il est décidé que la prochaine réunion se tiendra dans la première semaine de décembre 2013.	

2013-09-27

COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES AVIS PUBLICS

AVIS DE CONVOCATION

Date : Jeudi, le 20 février 2014
Heure : 14 h 30 à 16 h 30
Endroit : Ministère des Affaires municipales, des Régions et de
l'Occupation du territoire
Aile Chauveau, 3^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3

ORDRE DU JOUR

1. Lecture et adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du compte rendu du 25 septembre 2013
3. Discussion sur les documents de travail présentés par la Direction générale des politiques lors de la réunion du 25 septembre 2013
4. Autres sujets
5. Date de la prochaine rencontre

Table jeunes et démocratie municipale
Rencontre du 6 septembre 2013 de 9 h à 12 h

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, salle 3-108, Québec

Ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Adoption de l'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 1er février 2013
3. Tour de table des partenaires sur les actions en cours en vue des élections municipales 2013
4. Date de la prochaine rencontre

Table jeunes et démocratie municipale

Compte rendu de la rencontre du 6 septembre 2013

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, salle RC-09, Québec
9 h à 12 h

Présences :

Jessie Bilodeau	Place aux jeunes en région
Stéphane Bouchard	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Frédéric Giroux	Secrétariat à la jeunesse (SAJ)
Stéphanie Houde	MAMROT
Michel Leclerc	Directeur général des élections du Québec (DGEQ)
Sylvain Ouellet	Ville de Québec
Sylvie Pigeon	Union des municipalités du Québec (UMQ)
Marie-Pierre Rouette	Ville de Montréal
Jean-Christian Roy	Fédération québécoise des municipalités (FQM)
Emmanuel Tani-Moore	Ville de Montréal
François Talbot	Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec (TCFJRQ)

1. Mot de bienvenue

Stéphane Bouchard souhaite la bienvenue à tous et indique que cette rencontre arrive à point nommé, à moins de deux mois des élections municipales.

Frédéric Giroux, du SAJ, informe que Claude Drapeau a quitté ses fonctions au SAJ et qu'il sera le seul représentant de cette organisation pour le moment.

2. Adoption de l'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 1^{er} février 2013

L'ordre du jour de la rencontre et le compte rendu de la rencontre du 1^{er} février 2013 sont adoptés à l'unanimité.

3. Tour de table des partenaires sur les actions en cours en vue des élections municipales 2013

Emmanuel Tani-Moore et Marie-Pierre Rouette, de la Ville de Montréal, présentent différents moyens développés pour rejoindre les jeunes, notamment le site jevotepourmonville.ca. Également, une campagne de publicité sera diffusée dès le 7 octobre à travers la ville incitant les gens à voter. De plus, la Ville a développé deux partenariats, le premier avec le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) pour que le message de celui-ci soit adapté à Montréal lorsque diffusé sur son territoire, et le deuxième avec les fédérations étudiantes universitaires pour la tenue de commissions de révision sur les campus. Enfin, la Ville de Montréal participe à deux projets pilotes, soit le vote au bureau du président d'élection et le vote à domicile, et fera le post mortem de ces projets par la suite.

Jessie Bilodeau, nouvelle représentante de Place aux jeunes en région, informe les membres de la Table que cet organisme ne réalise aucune action spécifique pour les élections, mais que leur réseau, très développé, peut être utilisé par la Table ou l'un des membres de celle-ci, pour diffuser de l'information.

Michel Leclerc, du DGEQ, indique que cette organisation a développé une campagne nationale de publicité sur l'exercice du vote. Elle vise tous les électeurs et non spécifiquement les jeunes. Le DGEQ continue d'alimenter son site pourquojevote.qc.ca. De plus, le DGEQ a soutenu financièrement des organismes, comme la Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec.

François Talbot nous informe que la Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec et les forums jeunesse ont plusieurs actions en cours. L'une d'entre elles est le *Vote camp*, qui est une activité sur une journée, le 5 octobre prochain, axée sur les médias sociaux, concernant le vote des jeunes aux élections municipales et des solutions face à la démobilisation croissante de ces jeunes. Les villes de Québec et de Montréal ont accepté que l'événement se tienne dans la salle du conseil. L'événement sera transmis en direct sur le Web. À la suite des questionnements des partenaires, il est bien assuré par la Table de concertation

que l'évènement ne sera pas partisan et que des mesures seront prises pour assurer cette disposition. Une rencontre entre la Table de concertation, le DGEQ et les villes de Montréal et Québec sera planifiée afin que tous soient d'accord avec ces mesures. Par ailleurs, la Table de concertation développe présentement une application Web permettant aux jeunes de créer leur conseil municipal, de se créer un profil et d'ajouter des idées pour le développement de leur municipalité et de partager les idées des autres, faisant gagner des points à ceux-ci. Il est à noter que les candidats ne pourront utiliser cette plateforme. La Table a également créé une *Charte électorale*, soit une gomme dans un emballage de carton où sera présentée une blague sur le thème des élections municipales. Plus précisément, elle touchera la problématique des jeunes allant voter aux élections fédérales et provinciales mais non à celles municipales. Il est convenu que monsieur Talbot transmettra aux membres une étude sur ce sujet.

Jean-Christian Roy indique que, lors du congrès prochain de la FQM, dans le cadre du jumelage entre élus et jeunes, des ateliers seront organisés, notamment sur l'enjeu de la conciliation travail-famille-engagement municipal. Il nous fera un rapport à la prochaine rencontre. De plus, lors de ce congrès, un travail sera fait sur le dialogue intergénérationnel.

Le greffier et président d'élection de la Ville de Québec, Sylvain Ouellet, participe au *Vote camp* du forum jeunesse, et prévoit des interventions à l'Université Laval et dans les cégeps de la ville pour les inscriptions des jeunes à la liste électorale. La campagne publicitaire de Québec mettra de l'avant que le vote est le geste le plus important que peut faire le citoyen et que les électeurs votent pour 21 conseillers en plus du maire (et non que pour celui-ci). Elle sera diffusée à la télévision, à la radio, sur les autobus et sur les édifices municipaux. Il mentionne que plusieurs jeunes sont venus chercher le cahier d'informations pour les candidatures.

Sylvie Pigeon, de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), informe les membres que les vidéos de l'UMQ seront diffusées plus intensément dans les prochains jours, avant le début de la campagne.

Pour sa part, Stéphanie Houde, du MAMROT, mentionne que la cinquième et dernière des capsules vidéos réalisées dans le cadre des élections traite du vote et sera disponible dans les prochains jours. De plus, le placement média des publicités pour inciter les citoyens à déposer leur candidature sera augmenté.

Frédéric Giroux nous informe que le SAJ travaille davantage sur l'angle de la concertation entre les différents partenaires. Il collabore notamment à l'édition municipale d'*Électeurs en herbe*.

Enfin, Il est convenu par tous les membres de la Table que le projet de déclaration commune des autorités, comme prévu dans le plan d'action 2011-2015, ne pourra être réalisé cette année étant donné la difficulté de rédiger un texte qui répondra aux particularités de tous.

4. Date de la prochaine rencontre

Il est proposé que la prochaine rencontre se tienne entre la mi-février et la fin du mois de mars.

Stéphanie Houde, secrétaire du comité, fera parvenir aux membres un sondage Doodle à cet effet.

1er novembre 2013

Table jeunes et démocratie municipale
Rencontre du 11 mars 2014 de 10 h à 15 h

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, salle 3-108, Québec

Ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Adoption de l'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 6 septembre 2013
3. Présentation statistique de la participation des jeunes aux élections municipales de 2013 (MAMROT)
4. Présentation des résultats du programme Électeurs en herbe pour ces élections (SAJ)
5. Tour de table des partenaires sur leur bilan de ces élections
6. Livre blanc, implication citoyenne et politique municipale (SAJ)
7. Prochaines actions
8. Date de la prochaine rencontre

Ancienne
11, 11

Table des partenaires Femmes et politique municipale

Rencontre du 4 avril 2013 – 10 h à 15 h
Hôtel de ville de Drummondville, 415 rue Lindsay, salle du comité

Ordre du jour

1. Mots d'ouverture des coprésidents
2. Mot de bienvenue de la mairesse de Drummondville, madame Francine Ruest Jutras
3. Adoption de l'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 21 juin 2012
4. Retour sur le colloque « Mairesse ou conseillère, pourquoi pas vous? »
5. Présentation des stratégies de communication des membres de la Table en lien avec les élections municipales de 2013 (conférence téléphonique avec les responsables des communications)
 - 5.1 Campagne de mobilisation des élus de la ministre Maltais
 - 5.2 Campagne du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
 - 5.3 Tour de table pour présenter les stratégies de communication des membres
6. Évaluation de la possibilité de tenir une rencontre élargie de la Table des partenaires Femmes et politique municipale au printemps 2014
7. Autres sujets
 - 7.1 Suivi du sondage auprès des élus municipales au regard de situations problématiques vécues dans le cadre de leurs fonctions
 - 7.2 Finalistes et Lauréat catégorie Pouvoir et Régions, Prix Égalité 2013
8. Date de la prochaine rencontre

Table des partenaires Femmes et politique municipale

Rencontre du 23 octobre 2013 – 10 h à 15 h
Tour de la Bourse, 800 rue du Square Victoria, Montréal
Salle Cartier-Champlain, 29^e étage

Ordre du jour

1. Mots de bienvenue des coprésidentes
2. Adoption de l'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 4 avril 2013
3. Suivi du sondage réalisé auprès d'élues municipales au regard de situations problématiques vécues dans le cadre de leurs fonctions
 - 3.1 Présentation des résultats de ce sondage par Mme Gina Morency, Secrétaire à la condition féminine
 - 3.2 Solutions mises en œuvre
 - 3.3 Présentation du Plan de lutte contre l'intimidation des élus par M. Gilles Martel, de la Sûreté du Québec
4. Tour de table des actions menées par les partenaires dans le cadre des élections municipales du 3 novembre 2013
5. Élections municipales du 3 novembre 2013 : point d'information
 - 5.1 Résultats du sondage réalisé par le Secrétaire à la condition féminine auprès des participantes au colloque « Mairesse ou conseillère, pourquoi pas vous? »
 - 5.2 Statistiques préliminaires : candidates et élues sans opposition aux élections municipales de 2013
6. Bilan de la mise en œuvre des engagements prévus au plan d'action 2010-2013 de la Table des partenaires Femmes et politique municipale
 - 6.1 Bilan de mise en œuvre du plan d'action
 - 6.2 Processus de renouvellement du plan d'action et vision des membres de la Table
7. Organisation d'une rencontre élargie de la Table des partenaires Femmes et politique municipale au printemps 2014
 - 7.1 Scénarios envisagés par le MAMROT et le SCF
 - 7.2 Tour de table pour obtenir les commentaires et les avis des membres
8. Varia
9. Date de la prochaine rencontre

Annexe
11.13

Table des partenaires Femmes et politique municipale

Rencontre du 13 février 2014 – 10 h à 15 h
Direction régionale de la Mauricie du MAMROT
100, rue Lavolette, Trois-Rivières, salle 219

Ordre du jour

1. Mots de bienvenue des coprésidentes
2. Adoption de l'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 23 octobre 2013
 - 2.1 Suivi concernant le sondage réalisé auprès d'élues municipales au regard de situations problématiques vécues dans le cadre de leurs fonctions
3. Organisation de la rencontre de la Table élargie, 25 mars 2014
 - 3.1 Point d'information
 - 3.1.1 Éléments logistiques
 - 3.1.2 Invitations
 - 3.1.3 Déroulement de la journée
 - 3.2 Réalisation d'un bilan des actions menées dans le cadre des élections municipales du 3 novembre 2013 par les membres de la Table pour fin de diffusion avant la rencontre élargie
4. Discussions portant sur l'ébauche d'un prochain plan d'action de la Table des partenaires Femmes et politique municipale 2014-2017
 - 4.1 Présentation des actions proposées par les membres de la Table
5. Varia
6. Date de la prochaine rencontre

ADOPTÉ PAR LA TABLE

Annexe II.2.1

Table des partenaires Femmes et politique municipale

Rencontre du 4 avril 2013 au 415 rue Lindsay, hôtel de ville de Drummondville,
salle du comité, de 10 h à 15 h

Présences :

Véronique Baril	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Stéphane Bouchard	MAMROT
Claude Bourbeau	Directeur général des élections du Québec (DGEQ)
Micheline Bowen	Conseil du statut de la femme (CSF)
Linda Crevier	Réseau des élues municipales de la Montérégie Est (RÉMME)
Sharon Hackett	Conseil des Montréalaises
Esther Lapointe	Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD)
Christiane Lussier	Secrétariat à la condition féminine (SCF)
Gina Morency	SCF
Sylvie Pagès	Ma place en politique, relève municipale de l'Estrie
Blanche Paradis	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec
Marie-France René	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal

Absences :

Sylvie Fournier	Ville de Québec
Josée-Maryse Sauvageau	Union des municipalités du Québec (UMQ)
Jean-Christian Roy	Fédération québécoise des municipalités (FQMQ)

Invités :

Sébastien Bédard	SCF
Johanne Dumont	SCF

1. Mot de bienvenue

Les deux co-présidents de la Table, M^{me} Gina Morency, directrice de la coordination et de l'administration au SCF, et M. Stéphane Bouchard, directeur général adjoint aux politiques du MAMROT, souhaitent la bienvenue aux membres présents. Deux nouveaux membres de

la Table des partenaires Femmes et politique municipale se sont aussi joints depuis la dernière rencontre en juin 2012, soit M^{me} Sylvie Pagès, représentante de l'organisme Ma place en politique, relève municipale de l'Estrie, et M^{me} Sharon Hackett, représentant le Conseil des Montréalaises. M^{me} Morency présente aussi M^{me} Johanne Dumont, sous-ministre adjointe récemment entrée en poste au SCF, et M. Sébastien Bédard, conseiller régional en égalité, du SCF.

2. Mot de bienvenue de la mairesse de Drummondville, madame Francine Ruest Jutras

M^{me} Francine Ruest Jutras accueille les membres de la Table et leur souhaite la bienvenue à Drummondville. M^{me} Jutras insiste par ailleurs sur l'importance de l'implication des femmes dans la sphère politique municipale. Les co-présidents de la Table en profitent pour souligner l'apport remarquable de M^{me} Jutras à la vie politique municipale québécoise, après plus d'un quart de siècle à la mairie de Drummondville.

3. Adoption de l'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 21 juin 2012

L'ordre du jour et le compte rendu de la rencontre du 21 juin 2012 ont été transmis aux membres une semaine avant la rencontre.

M^{me} Christiane Lussier précise que le point 4 de l'ordre du jour (retour sur le colloque « Maïresse ou conseiller, pourquoi pas vous ? ») pourra être couvert à l'intérieur du point 5 (présentation des stratégies de communication des membres de la Table en lien avec les élections municipales de 2013). L'ordre du jour est adopté à l'unanimité, avec cette modification.

M. Stéphane Bouchard demande aux membres de la Table s'ils ont des modifications à apporter au compte rendu de la réunion du 21 juin 2012. Il précise qu'un segment d'une phrase a été retiré du projet de compte rendu acheminé la semaine précédente, à la p. 2. Ce segment de phrase touche la participation du MAMROT à une campagne de communication s'élevant contre toute forme de violence en milieu municipal de l'Association des directeurs municipaux du Québec. Le MAMROT ne participera pas à cette campagne, bien que cela avait été prévu en juin 2012 (retrait de « à laquelle le MAMROT s'est associé »).

Le compte rendu de la rencontre du 21 juin 2012 est adopté sans aucune autre modification.

4. Présentation des stratégies de communication des membres de la Table en lien avec les élections municipales de 2013 (conférence téléphonique avec les responsables des communications)

Les responsables des communications de certains membres de la Table sont présents pour ce point, via une conférence téléphonique. Ces responsables sont :

- M^{me} Julie Champagne, conseillère en communication au CSF;
- M. Jean Frenette, conseiller en communication au SCF;
- M^{me} Josiane Gagnon, agente de communication au Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec;
- M^{me} Dominique Lavoie, conseillère en communication au SCF;
- M^{me} Nathalie Lavoie, responsable des communications au GFPD;
- M. David O'Brien, conseiller en communications à la Ville de Québec;
- M. Dany Rousseau, directeur des communications à la FQM;
- M^{me} Mélodie Verreault, conseillère en communication au MAMROT.

4.1 Campagne de mobilisation des élus de la ministre Maltais

D'entrée de jeu, M^{me} Gina Morency présente un point d'information concernant le colloque « Mairesse ou conseiller, pourquoi pas vous? », qui s'est déroulé le 30 janvier 2013 à l'hôtel Clarion, à Québec. M^{me} Morency souligne qu'il y a eu 141 inscriptions, dix personnes n'ayant pu se présenter à l'événement, le total a été de 131 participantes. La cible fixée par le Secrétariat à la condition féminine était de 150 inscriptions. Ces participantes provenaient de toutes les régions administratives du Québec, excluant les régions de la Côte-Nord, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de l'Abitibi-Témiscamingue.

M^{me} Morency précise que le SCF a recueilli 110 formulaires d'évaluation complétés par les participantes au colloque. Cette évaluation révèle que celles-ci ont grandement apprécié les présentations des conférencières. Certaines participantes ont indiqué qu'elles auraient également apprécié obtenir des formations liées à la politique municipale alors que d'autres auraient préféré que ces conférences soient offertes sur deux jours, avec un déploiement possible en région. Parmi ces 110 participantes, 24 ont confirmé faire le saut en politique aux élections municipales de 2013, alors que 59 participantes y songeraient sérieusement. Le SCF procédera également à l'envoi d'un sondage de suivi, possiblement en mai 2013, auprès de l'ensemble des participantes pour vérifier à quel stade d'implication en politique municipale elles en sont rendues. La tenue éventuelle d'une 3^e édition de ce colloque dépendra notamment des disponibilités financières en 2017 et des résultats obtenus suite au sondage. Par ailleurs, il est proposé que les coordonnées pour rejoindre certains organismes membres de la Table soient intégrées à ce formulaire de sondage, fournissant des ressources supplémentaires aux éventuelles candidates.

Par la suite, M. Sébastien Bédard présente la campagne de mobilisation des élus de la ministre M^{me} Agnès Maltais, lancée à l'occasion du colloque du 30 janvier 2013. M. Bédard appuie ses propos à l'aide d'une présentation PowerPoint, également disponible pour les personnes présentes par conférence téléphonique. Il explique que l'objectif de cette campagne consiste à assurer la promotion, auprès de toutes les personnes élues, de l'importance de la présence des femmes et de leur apport sur les conseils municipaux, dans le but de recruter davantage de candidates en politique municipale. Cette campagne de mobilisation se terminera en juin 2013 et prévoit la nomination de personnes agissant à titre de porte-parole régional auprès des personnes élues afin d'encourager un plus grand nombre de femmes à se porter candidate en politique municipale aux élections de 2013. Divers outils développés par le SCF sont à la disposition de ces ambassadeurs et ambassadrices, tels qu'une trousse d'information, un signet promotionnel et un communiqué de presse adaptable selon chaque région.

D'autres activités de communication sont aussi prévues dans le cadre de cette campagne de mobilisation, avec notamment l'envoi d'une lettre aux présidents et présidentes des CRÉ, l'envoi d'un infolettre aux préfets et préfètes des municipalités régionales de comté (MRC), ainsi que des entrevues de la ministre aux différents journaux et magazines (dont QUORUM de la FQM et URBA de l'UMQ).

4.2 Campagne du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

M^{me} Mélodie Verreault présente les faits saillants de la campagne de communication du MAMROT, en lien avec les élections municipales de 2013. À cet effet, un document est remis à l'ensemble des membres de la Table et a été préalablement acheminé aux responsables des communications présents via la conférence téléphonique. M^{me} Verreault souligne que le MAMROT s'occupe du volet « mise en candidatures » des élections municipales, tandis que le DGEQ est responsable du volet relié au vote. M^{me} Verreault indique aussi qu'un comité réunissant les responsables des communications de plusieurs organisations a récemment été créé, afin de faciliter l'échange d'information et assurer une meilleure concertation des divers intervenants impliqués.

M^{me} Mélodie Verreault informe les membres de la Table des différents outils développés par le MAMROT afin d'accroître le nombre de candidatures aux élections municipales de 2013. Cette stratégie de communication s'adresse à toute la population québécoise, tout en visant spécifiquement les femmes, les jeunes et les personnes issues des communautés culturelles. Parmi ces outils, on retrouve la mise à jour du site Internet electionsmunicipales.gouv.qc.ca (incluant deux capsules web déjà en ligne et trois autres qui suivront prochainement), la diffusion de publicités « Pourquoi pas vous ? » dans divers sites Web, la distribution de feuillets d'information par l'entremise des directions régionales du MAMROT et d'autres partenaires tant nationaux que régionaux, l'utilisation des médias sociaux ainsi que la mise à jour du guide « Mairesse ou maire, conseiller ou conseiller, pourquoi pas vous ? ». De plus, M^{me} Verreault mentionne que le MAMROT assurera une présence à la plupart des salons d'exposition des associations municipales qui

auront lieu d'ici au 3 novembre 2013. Des affiches paraposts ont aussi été créées par le MAMROT, sous le visuel « Pourquoi pas vous ? », afin d'être utilisées à divers événements de réseautage en lien avec la politique municipale un peu partout au Québec. Un soutien financier a également été octroyé au Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec pour soutenir les actions de cet organisme visant à hausser les candidatures féminines en novembre 2013.

4.3 Tour de table pour présenter les stratégies de communication des membres

M. Claude Bourbeau souligne que le climat actuel de perte de confiance envers les élus municipaux représente un contexte particulier pour inciter la population québécoise âgée de 18 ans et plus à voter aux élections municipales de novembre 2013. L'objectif de la campagne de communication du DGEQ visera donc à susciter l'intérêt de la population québécoise envers la politique municipale en rappelant que le droit de vote représente un levier important pour exercer un contrôle sur ce palier décisionnel. Une campagne médiatique diffusée sur les ondes télévisuelles et dans Internet sera disponible à l'automne 2013.

M^{me} Blanche Paradis indique que le Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec a mis à jour le guide « Parcours de la candidate », visant à informer les futures candidates des étapes à franchir afin de déposer leur candidature aux élections municipales. Cet outil est disponible autant en format numérique qu'en format papier. De plus, M^{me} Paradis mentionne que le Réseau a procédé, en février 2013, au lancement de sa campagne « Aux élections municipales 2013, Je me lance ! ». Cette campagne, ancrée dans toutes les régions du Québec, invite les femmes à se présenter en grand nombre aux prochaines élections municipales et inclut notamment la diffusion de capsules Web destinées à sensibiliser les femmes et la population en général à cette question. M^{me} Paradis souligne aussi la présence du Réseau sur divers médias sociaux ainsi que l'existence d'un bandeau web permettant d'adresser un courriel préalablement rédigé, que l'on peut personnaliser, encourageant une femme à se lancer en politique municipale aux élections de novembre 2013. Finalement, elle dépose un document intitulé « Un aperçu des activités récentes des tables régionales en lien avec la présence des femmes en politique municipale ».

M^{me} Esther Lapointe informe les membres de la Table des activités récentes du GFPD en lien avec les élections municipales 2013. M^{me} Lapointe souligne la tenue d'une « École Femmes et Démocratie », s'étant déroulée du 21 au 25 février 2013, à Shawinigan. Cette session de formation et d'accompagnement s'adresse aux femmes intéressées par l'engagement politique et a réuni 29 aspirantes candidates aux élections de 2013. La prochaine « École Femmes et Démocratie » se déroulera en mai 2013, à Québec, sous le thème « Mairesse, ça m'intéresse ! ». Par ailleurs, M^{me} Lapointe rappelle la tenue imminente des formations « *SimuACTIONS* », à la fin avril 2013 à Magog, ainsi qu'à la mi-juin 2013 à Drummondville. Ce projet créé par le GFPD vise à démystifier les procédures liées au fonctionnement d'un conseil municipal grâce à la simulation de séances d'un conseil municipal étoffée d'une séance de formation préalable obligatoire de deux jours.

M^{me} Nathalie Lavoie, présente par conférence téléphonique, mentionne par ailleurs que le GFPD effectue du 2 au 12 avril 2013 une « tournée provinciale de formation » au Bas-Saint-Laurent, s'intitulant « L'école citoyenne, un atout pour une démocratie égalitaire ! », projet réalisé avec le soutien de neuf collaborateurs, dont le DGEQ et le SCF. Mme Lavoie indique aussi que le GFPD publie un bulletin « Tiens, voilà les femmes ! », disponible sur le site Web de l'organisme. Des informations relatives aux activités du GFPD sont également transmises grâce à divers médias sociaux (« Facebook » et « Twitter »).

Les responsables des communications ne pouvant se joindre aux discussions au début de l'après-midi, M. Stéphane Bouchard les remercie et la conférence téléphonique se termine à ce moment.

M^{me} Sylvie Pagès, représentant l'organisme Ma place en politique, relève municipale de l'Estrie (auparavant connu sous le nom de Femmes et politique municipale de l'Estrie), avise les membres de la Table que M. David Goudreault, poète, slameur et écrivain, a accepté de composer un slam pour Ma place en politique intitulé « À ta place ». M^{me} Pagès mentionne qu'une édition de l'Agora d'Hypatie, prévue à l'automne 2012, n'a pu avoir lieu en raison du nombre insuffisant d'inscriptions. M^{me} Pagès indique que des activités de formation (réalisées en collaboration avec l'Université de Sherbrooke), de même qu'un programme de mentorat ainsi qu'une saison d'improvisation intra et inter MRC font partie des projets menés de front par l'organisme depuis novembre 2012.

M^{me} Micheline Bowen informe les membres de la Table, qu'en collaboration avec le CSF, une section spéciale du journal Le Devoir a été consacrée à la place des femmes en politique lors de la Journée internationale de la femme, soit le 8 mars 2013. Par la suite, M^{me} Bowen précise que le CSF a récemment procédé à la publication de deux documents, soit « La sous-représentation des femmes dans les municipalités aux conseils municipaux et dans les mairies » et « Au cœur du pouvoir : 25 lieux décisionnels à découvrir », tous deux disponibles via le site Web du CSF. En outre, M^{me} Bowen indique que sa collègue M^{me} Christine Chabot, responsable régionale au CSF, a réalisé une capsule Web interpellant l'implication des femmes en politique municipale, dans le cadre de la diffusion d'une série de 12 capsules « *Osez l'expérience !* » du Programme de mentorat en politique municipale de l'organisme Récif 02 (Table de concertation des groupes de femmes du Saguenay–Lac-Saint-Jean). Pour conclure, M^{me} Bowen mentionne qu'elle a réalisé un résumé de l'ensemble des présentations du colloque « Mairesse ou conseillère, pourquoi pas vous ? », le 30 janvier 2013, et pourra transmettre ce compte rendu par courriel aux membres de la Table pour leur information.

M^{me} Sharon Hackett spécifie que le Conseil des Montréalaises a publié en octobre 2012 un document intitulé « À l'heure des enjeux municipaux pour les Montréalaises », disponible dans leur site Internet. Une version anglaise de ce document suivra sous peu. M^{me} Hackett mentionne que les 15 membres du Conseil des Montréalaises agissent régulièrement à titre d'ambassadrices dans le cadre de diverses activités en lien avec l'implication politique féminine aux élections municipales de 2013, et ce, dans la région de Montréal.

M^{me} Linda Crevier dénote que le 14^e colloque annuel du RÉMME, sous le nom « *La passion, la confiance et le pouvoir de faire une différence ! Prenez position, osez et participez à la vie politique municipale !* », se déroulera les 11 et 12 avril 2013, à Sorel-Tracy. M^{me} Crevier annonce que plus de 100 personnes se sont déjà inscrites à ce colloque. Il y est notamment prévu des présentations de M^{me} Monique Jérôme-Forget, ancienne ministre des Finances du Québec, ainsi que de M^{me} Marie Malavoy, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministre responsable de la région de la Montérégie, de même que de M^{me} Éline Zakai, députée de Richelieu et ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec.

M^{me} Marie-France René souligne que le projet « Cravates roses » de la CRÉ de Montréal est maintenant beaucoup mieux implanté que lors de la dernière participation de M^{me} René à la Table des partenaires Femmes et politique municipale. Ce projet vise à accroître la présence des femmes au sein des conseils d'administration de la région de Montréal et prévoit atteindre cet objectif notamment avec la mise en place d'une banque de candidatures pour les administratrices qualifiées, de même que la tenue d'activités de réseautage et de formation. De plus, un guide portant sur la promotion de la gouvernance paritaire est présentement en cours d'élaboration et on prévoit sa publication à l'automne 2013. M^{me} René fait aussi ressortir l'importance de l'utilisation des médias sociaux, dont « LinkedIn », permettant d'assurer un réseautage efficace et une bonne diffusion des informations.

5. Évaluation de la possibilité de tenir une rencontre élargie de la Table des partenaires Femmes et politique municipale au printemps 2014

M. Stéphane Bouchard interpelle les membres de la Table quant à la pertinence d'organiser une rencontre élargie de la Table des partenaires Femmes et politique municipale au cours du printemps 2014. Cette rencontre viserait à effectuer un bilan des résultats obtenus suite aux élections de novembre 2013 et pourrait permettre de dégager des propositions d'actions futures pour améliorer la représentativité des femmes en politique municipale dans le cadre des élections de 2017. Considérant que le présent plan d'action de la Table se termine en 2013, cette rencontre élargie aurait comme objectif de jeter les bases d'un prochain plan d'action.

Les membres de la Table conviennent de la pertinence d'organiser une telle rencontre au cours du printemps 2014.

M^{me} Gina Morency mentionne qu'il sera important d'obtenir, préalablement à cette rencontre élargie, une analyse détaillée des statistiques obtenues suite aux élections du 3 novembre 2013. Cette analyse sera fournie par le MAMROT et M. Bouchard s'engage à fournir les données avant la tenue de cette réunion élargie.

M^{me} Gina Morency précise qu’une autre rencontre élargie pourrait aussi être prévue en 2016, en préparation des actions menées par les membres de la Table en vue des élections municipales de 2017.

6. Autres sujets

6.1 Suivi du sondage auprès des élues municipales au regard de situations problématiques vécues dans le cadre de leurs fonctions

M^{me} Gina Morency rappelle que le SCF, en collaboration avec le DGEQ, le MAMROT, la FQM et l’UMQ, a réalisé au cours de l’été 2012 un sondage auprès de l’ensemble des élues municipales québécoises, autant conseillères municipales que mairesses, pour vérifier l’existence de situations problématiques vécues dans le cadre de leurs fonctions.

M^{me} Morency indique que le SCF, le MAMROT, le DGEQ, la FQM et l’UMQ ont obtenu les résultats de ce sondage et qu’il existe un pourcentage d’élues municipales québécoises qui sont confrontées à de telles situations problématiques (par exemple : discrimination, harcèlement, vandalisme, etc.). Le SCF et ses quatre collaborateurs œuvrent présentement à l’élaboration de solutions pour contrer ou prévenir ces situations. M^{me} Morency précise que les résultats du sondage seront rendus publics au cours de l’hiver 2014, ce qui permettra aux partenaires gouvernementaux et municipaux d’élaborer des solutions appropriées.

M. Stéphane Bouchard souligne qu’il n’y a pas de données similaires pour les hommes vivant de telles difficultés en politique municipale, mais que les solutions proposées s’adresseront autant aux hommes qu’aux femmes.

6.2 Finalistes et lauréat catégorie Pouvoir et Régions, Prix Égalité 2013

M^{me} Gina Morency informe les membres de la Table que le Prix Égalité 2013 s’est déroulé le 14 mars dernier, à l’occasion d’une soirée qui a eu lieu au Grand Théâtre de Québec.

Le lauréat du Prix « Pouvoir et régions » est la Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent, pour son projet de soutien aux municipalités – politiques d’égalité.

Par ailleurs, M. Stéphane Bouchard profite de cette occasion pour souligner la création par l’UMQ du Prix Francine Ruest Jutras visant à reconnaître l’excellence et le leadership des femmes sur la scène politique municipale et dans la gouvernance locale.

7. Date de la prochaine rencontre

La date de la prochaine rencontre de la Table des partenaires Femmes et politique municipale est fixée au 23 octobre 2013, à Montréal.

Québec
Le 15 avril 2013
Adopté le 23 octobre 2013

Table des partenaires Femmes et politique municipale

Rencontre du 23 octobre 2013 au 800 rue du Square Victoria, Montréal
Salle Cartier-Champlain, 29^e étage, de 10 h à 15 h

Présences :

Véronique Baril	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Stéphane Bouchard	MAMROT
Claude Bourbeau	Directeur général des élections du Québec (DGEQ)
Micheline Bowen	Conseil du statut de la femme (CSF)
Linda Crevier	Réseau des élues municipales de la Montérégie Est (RÉMME)
Michèle Grenier	Secrétariat à la condition féminine (SCF)
Sharon Hackett	Conseil des Montréalaises
Esther Lapointe	Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD)
Danielle Nadeau	SCF
Sylvie Pagès	Ma place en politique, relève municipale de l'Estrie
Blanche Paradis	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec
Guyline Poirier	Conseil des Montréalaises
Marie-France René	Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal
Jean-Christian Roy	Fédération québécoise des municipalités (FQM)
Josée-Maryse Sauvageau	Union des municipalités du Québec (UMQ)

Absences :

Sylvie Fournier Ville de Québec

Invités :

Gilles Martel Sûreté du Québec
Gina Morency SCF

1. Mot de bienvenue

Les deux co-présidents de la Table, M^{me} Michèle Grenier, directrice de la régionalisation au SCF, et M. Stéphane Bouchard, directeur général adjoint aux politiques du MAMROT, souhaitent la bienvenue aux membres présents. M. Bouchard informe les membres que

M^{me} Michèle Grenier remplace M^{me} Gina Morency, directrice de la coordination et de l'administration du SCF, à titre de co-présidente de la Table, suite à des modifications organisationnelles au sein du SCF. De même, M^{me} Danielle Nadeau remplace M^{me} Christiane Lussier à titre de professionnelle responsable de ce dossier au SCF.

2. Adoption de l'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 4 avril 2013

L'ordre du jour et le compte rendu de la rencontre du 4 avril 2013 ont été transmis aux membres une semaine avant la rencontre. Ceux-ci sont adoptés sans aucune modification.

M. Stéphane Bouchard mentionne que des professionnels des directions régionales du MAMROT ont exprimé le souhait de recevoir les comptes rendus de la Table plus rapidement qu'auparavant. Les comptes rendus étaient envoyés aux directions régionales une fois approuvés par l'ensemble des membres de la Table, soit lors de la rencontre subséquente. Les membres de la Table conviennent de transmettre, par courriel, leurs modifications au projet de compte rendu dès qu'il leur sera acheminé, ce qui permettra aux membres de faire parvenir celui-ci aux personnes intéressées plus rapidement. Il est convenu de rédiger le compte-rendu sous un mode plus exécutif pour en faciliter la diffusion, le cas échéant.

3. Suivi du sondage réalisé auprès d'élus municipales au regard de situations problématiques vécues dans le cadre de leurs fonctions

3.1 Présentation des résultats de ce sondage par Mme Gina Morency, Secrétariat à la condition féminine

M^{me} Gina Morency présente les faits saillants d'un sondage réalisé entre le 16 mai et le 2 juin 2012, transmis à l'ensemble des élus municipales (soit 178 mairesses et 2 043 conseillères), dont l'objectif consistait à dresser un portrait réaliste de l'ensemble des problématiques vécues par les élus municipales dans le cadre de leurs fonctions. Au total, 538 élus municipales ont complété ce sondage, dont le mandat de réalisation a été confié à la firme Léger Marketing.

La réalisation de ce sondage s'inscrit dans le cadre de la mesure 94 du plan d'action gouvernemental *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* 2011-2015, soit de « recenser les besoins particuliers des élus municipales au regard de situations problématiques que pourraient vivre certaines d'entre elles et mettre en place, le cas échéant, des mesures appropriées ». Le SCF était appuyé par des représentants du MAMROT, du DGEQ, de la FQM et de l'UMQ pour l'élaboration des questions à ce sondage, ainsi que des solutions mises en œuvre suite aux résultats obtenus.

En réponse à la demande des membres de la Table qui souhaitent obtenir une copie du document PowerPoint accompagnant la présentation, M^{me} Morency souhaite d'abord

vérifier auprès des autorités du SCF et consulter le comité de travail avant de procéder à la diffusion de ces informations.

3.2 Solutions mises en œuvre

Suite à une recension des ressources déjà disponibles pour les élus municipales confrontées à ces situations problématiques, certains outils ont été adaptés ou bonifiés par les membres du groupe de travail (SCF, MAMROT, DGEQ, FQM, UMQ).

M. Stéphane Bouchard mentionne à cet effet que le MAMROT a procédé à l'intégration, dans le cadre d'une mise à jour du « Guide d'accueil et de référence pour les élus municipaux », d'une section traitant de l'intimidation et de la violence à l'encontre d'élus municipaux. Ce guide sera disponible en ligne, sur le site electionsmunicipales.gouv.qc.ca, avant les élections du 3 novembre 2013. De plus, les codes d'éthique et de déontologie représentent des outils précieux pour assurer un environnement démocratique sain et inclusif. De fait, certains mécanismes d'application et de contrôle peuvent s'appliquer lorsqu'un membre du conseil d'une municipalité commet un manquement à une règle prévue à ce code d'éthique et de déontologie.

Les représentants de l'UMQ et de la FQM affirment, quant à eux, que les formations développées par ceux-ci pour les élus municipaux, notamment des formations offertes sur le Web, couvriront ce thème. De plus, une diffusion d'articles à ce sujet est prévue dans les magazines URBA et QUORUM. En outre, l'UMQ et la FQM contribueront à la promotion du « Guide d'accueil et de référence pour les élus municipaux ». Une initiative en provenance de la Sûreté du Québec, qui fera l'objet de la prochaine présentation, s'inscrit également comme une solution à la problématique soulevée.

3.3 Présentation du Plan de lutte contre l'intimidation des élus par M. Gilles Martel, de la Sûreté du Québec

M. Gilles Martel, chef du Service du développement et de l'implantation des programmes de la Sûreté du Québec, présente aux membres le *Plan de lutte contre l'intimidation des élus* (PLI-Élus). Le « PLI-Élus » a comme objectif d'inciter les élus, les gestionnaires et les autres employés des municipalités desservies par la Sûreté du Québec à dénoncer les actes de violence et d'intimidation dont ils peuvent être victimes dans l'exercice de leurs fonctions, et ce, dans le but de les sécuriser dans leur travail et de les protéger.

4. Tour de table des actions menées par les partenaires dans le cadre des élections municipales du 3 novembre 2013

M. Claude Bourbeau mentionne qu'une campagne médiatique radiophonique sera ajoutée aux présentes campagnes télévisuelles et Internet en cours du DGEQ, incitant la population québécoise âgée de 18 ans et plus à aller voter aux élections municipales. Cette campagne médiatique a reçu un appui globalement positif de la part du public.

M^{me} Guylaine Poirier indique que le Conseil des Montréalaises a produit le document « À l'heure des enjeux municipaux pour les Montréalaises », ainsi qu'un outil « guide de l'électeur ». De plus, la Ville de Montréal a créé un site Web « Je vote pour ma ville » (www.jevotepourmonville.ca) afin de fournir toute information pertinente aux électeurs.

M^{me} Sharon Hackett avise les membres que l'Observatoire sur le développement régional et l'analyse différenciée selon les sexes, en collaboration avec le Réseau québécois en études féministes, le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine et l'Université du Québec en Outaouais, invite les intervenantes de groupes de femmes et les chercheuses à participer à un séminaire en ligne, le 3 décembre 2013, intitulé « Démocratie locale : quelles avancées pour les femmes ? ».

M^{me} Blanche Paradis souligne que le Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec a collaboré à la diffusion du « Petit guide pour mieux comprendre l'impact de la politique municipale dans nos vies », une réalisation du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec. De plus, elle indique que le Réseau des tables, en concertation avec les 17 tables régionales de groupes de femmes, a réalisé une campagne médiatique nationale afin de sensibiliser la population à la sous-représentation des femmes en politique municipale et inciter le plus grand nombre de femmes à poser leur candidature aux élections municipales de novembre 2013.

M^{me} Marie-France René informe les membres que la CRÉ de Montréal a offert, le 18 septembre 2013, une formation intitulée « Femmes, participation citoyenne et vie démocratique ». Ayant réuni environ 75 personnes, cet atelier visait à favoriser la participation citoyenne et l'accès des femmes aux différents lieux décisionnels sur l'île de Montréal, par le partage d'expériences vécues sur le terrain et d'outils pratiques.

M. Jean-Christian Roy précise que, lors des Assises annuelles de la FQM qui se sont déroulées en septembre 2013, l'atelier « Candidates : le sprint final avant les élections » était destiné aux femmes candidates ou élues actives en politique municipale. De plus, la FQM a récemment procédé à la publication d'articles dans la revue QUORUM, mettant en lumière le rôle de femmes impliquées en politique municipale.

M^{me} Josée-Maryse Sauvageau rappelle que, dans le cadre du plan d'action du Comité Femmes et gouvernance locale, l'UMQ a mis en œuvre plusieurs engagements dont : la publication d'un dossier spécial dans le magazine URBA, la diffusion de capsules vidéo promotionnelles, la tenue d'un événement spécial dans le cadre des Assises annuelles de l'UMQ en mai 2013 ainsi que la création d'un prix Femmes et gouvernance locale (« Prix Francine Ruest-Jutras »).

M^{me} Esther Lapointe affirme que le GFPD a collaboré avec le Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec dans le cadre de certaines formations. M^{me} Lapointe mentionne également que le GFPD assure un accompagnement des élues, notamment grâce au Cercle de codéveloppement des élues municipales du Centre de développement femmes et gouvernance.

M^{me} Linda Crevier indique qu'elle a apprécié son expérience à titre d'ambassadrice régionale pour la région de la Montérégie dans le cadre de la campagne de mobilisation auprès des personnes élues « Mairesse ou conseillère, pourquoi pas vous? », du SCF.

M^{me} Sylvie Pagès stipule que Ma place en politique, relève municipale de l'Estrie collabore avec le DGEQ dans le cadre de certaines activités de formation offertes tant aux futur(e)s candidat(e)s qu'aux élu(e)s.

M^{me} Micheline Bowen mentionne que le Conseil du statut de la femme procède à la documentation statistique de la place des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs. En outre, le Conseil assure un rôle de relais de l'information, via son site Web des régions, pour toute activité ou information pertinente en lien avec la politique municipale des femmes dans les régions.

M. Stéphane Bouchard indique que le site Internet electionsmunicipales.gouv.qc.ca a connu un succès significatif depuis sa mise en ligne, puisqu'il a enregistré environ le double de visiteurs comparativement à la même période en 2009. Par ailleurs, M. Bouchard mentionne que le MAMROT sera en mesure de fournir aux membres de la Table des statistiques relatives au nombre d'élues, mairesses et conseillères municipales, quelques jours après les élections du 3 novembre 2013.

5. Élections municipales du 3 novembre 2013 : point d'information

5.1 Résultats du sondage réalisé par le Secrétariat à la condition féminine auprès des participantes au colloque « Mairesse ou conseillère, pourquoi pas vous? »

M^{me} Michèle Grenier rappelle aux membres que le SCF a procédé, en mai 2013, à l'envoi d'un sondage de suivi auprès des quelque 131 participantes au colloque « Mairesse ou conseillère, pourquoi pas vous? », qui s'est déroulé le 30 janvier 2013 à Québec, pour vérifier à quel stade d'implication en politique municipale elles en étaient rendues.

Ce sondage a révélé que 21 personnes ont affirmé vouloir se présenter lors des élections municipales générales de 2013 sur les 49 personnes qui ont répondu à ce sondage. Suite à une vérification du SCF après la fin de la période de mise en candidatures, 18 d'entre elles se sont effectivement présentées à titre de candidate.

5.2 Statistiques préliminaires : candidates et élues sans opposition aux élections municipales de 2013

M. Stéphane Bouchard indique que les femmes représentent 28,8 % de l'ensemble des candidats aux élections municipales de 2013. Elles sont ainsi 3 823 à briguer un siège au sein du conseil municipal de leur collectivité, soit une hausse de 430 candidatures par rapport aux élections municipales générales de 2009. M. Bouchard mentionne aussi que les femmes forment 30 % des élues sans opposition et que 54,3 % des postes électifs ont été

comblés sans opposition. Il attire l'attention sur le fait que près de 40 % des candidats âgés de 18 à 34 ans sont des femmes, ce qui permet d'envisager une tendance vers la parité à moyen terme.

6. Bilan de la mise en oeuvre des engagements prévus au plan d'action 2010-2013 de la Table des partenaires Femmes et politique municipale

6.1 Bilan de mise en oeuvre du plan d'action

Un tableau résumant l'état de réalisation des 14 engagements du plan d'action 2010-2013 de la Table des partenaires Femmes et politique municipale a été préalablement transmis par courriel aux membres de la Table. Ceux-ci conviennent de l'exactitude des informations indiquées dans celui-ci.

6.2 Processus de renouvellement du plan d'action et vision des membres de la Table

Les membres de la Table manifestent leur intérêt et conviennent de la pertinence d'entamer un processus de renouvellement du présent plan d'action afin d'élaborer un plan d'action 2014-2017 de la Table.

7. Organisation d'une rencontre élargie de la Table des partenaires Femmes et politique municipale au printemps 2014

7.1 Scénarios envisagés par le MAMROT et le SCF

M^{me} Michèle Grenier informe les membres que le SCF organisera un deuxième « Rendez-vous national des régions » prévu au printemps 2014, réunissant divers partenaires régionaux. Il est mentionné que la rencontre de la table élargie pourrait être intégrée à ce Rendez-vous, afin d'optimiser les déplacements régionaux. Les membres de la Table appuient cette proposition.

7.2 Tour de table pour obtenir les commentaires et les avis des membres

Les membres conviennent de l'intérêt de planifier un nouveau plan d'action tenant compte de visées plus larges que celles relatives uniquement au mode électif, afin de couvrir les différentes sphères et enjeux de la gouvernance municipale au féminin dans un contexte plus large (notamment la conciliation travail/famille, la participation citoyenne, les politiques d'égalité municipales, etc.). L'élaboration de ce plan d'action implique d'effectuer préalablement une analyse et une évaluation « post-mortem » des résultats obtenus lors des élections municipales du 3 novembre 2013.

Il est proposé la création d'un sous-comité pour veiller à l'élaboration d'une ébauche d'un plan d'action 2014-2017, qui sera ensuite soumis à la Table des partenaires lors de la prochaine réunion prévue en février 2014. Lors de cette même réunion, il sera question de

l'organisation d'une table élargie, qui aurait comme thème principal de faire un « post-mortem » des résultats obtenus lors des élections du 3 novembre, afin d'évaluer les moyens mis en place par les différents partenaires pour susciter une plus grande présence des femmes et dégager des perspectives pour l'avenir.

8. Varia

M^{me} Danielle Nadeau souligne le lancement des mises en candidature du Prix Égalité 2014. Les organisations ont jusqu'au 8 novembre 2013 pour soumettre leur projet. Le dévoilement officiel des projets lauréats se fera le 12 mars 2014, lors d'un gala réunissant tous les finalistes du concours et de nombreux partenaires.

9. Date de la prochaine rencontre

La date de la prochaine rencontre de la Table des partenaires Femmes et politique municipale est fixée au 13 février 2014, à Trois-Rivières.

Québec

Le 28 octobre 2013

Adopté le 13 février 2014

Ordre du jour

CONSULTATION DES PARTENAIRES MUNICIPAUX

ÉLABORATION D'ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES POUR L'ATTÉNUATION DES RISQUES DE GLISSEMENTS DE TERRAIN DANS LES DÉPÔTS MEUBLES

Mardi le 12 novembre 2013
13h30 à 16h00

Ministère des Affaires municipales, des Régions
et de l'Occupation du territoire
10, rue Pierre-Olivier Chauveau, salle 1-308
Québec

1. Lecture de l'ordre du jour
2. Présentation des participants;
3. Mise en contexte du renouvellement des orientations gouvernementales en aménagement du territoire;
4. Présentation du processus ayant mené à la préparation d'orientations pour l'atténuation des risques de glissements de terrain dans les dépôts meubles;
5. Examen du document d'orientations;
6. Question et commentaires sur le document d'orientation préliminaire;
7. Varia.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #54

Dates, lieux et nombre de rencontres du comité sur les régimes de pension des municipalités. Indiquer la liste des membres et leur rémunération. Joindre copie des ordres du jour, des procès-verbaux ainsi que tout autre document produits par le comité depuis le début de son mandat.

Le groupe de travail sur les régimes municipaux, composé de représentants du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), de la Régie des rentes du Québec (RRQ), des municipalités et des syndicats, a commencé à se réunir en octobre 2011 et a tenu sa dernière réunion (la quatrième) le 2 novembre 2012. Il a alors donné son aval à l'introduction dans le Règlement sur le financement des régimes de retraite des secteurs municipal et universitaire de quatre mesures facultatives de partage du coût du service futur des régimes municipaux. Les modifications règlementaires ainsi recommandées ont été édictées le 4 décembre 2013, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012. Le groupe de travail n'a pas siégé en 2013-2014.

Cependant, un autre groupe de travail, d'une composition similaire, a été mandaté par le Forum sur les régimes de retraite municipaux du 21 janvier 2014 pour se pencher sur les éléments à prévoir dans le projet de loi sur la restructuration des régimes municipaux. Ce groupe de travail s'est réuni le 30 janvier et le 6 février 2014. Le projet de loi sur la restructuration (PL n° 79) a été déposé le 20 février 2014. La composition et l'ordre du jour de ce groupe de travail sont présentés dans la fiche#53.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #55

Liste des droits d'opposition dont se sont prévaluées les municipalités reconstituées en 2013-2014. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée à la ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.

La Commission a reçu une demande des municipalités de Baie-D'Urfé, Beaconsfield, Côte-Saint-Luc, Dollard-Des-Ormeaux, Dorval, Île Dorval, Hampstead, Kirkland, Mont-Royal, Montréal-Est, Montréal-Ouest, Pointe-Claire, Senneville, Sainte-Anne-de-Bellevue et Westmount relative à leur opposition au Règlement RCG 13-021 adopté par la Ville de Montréal et autorisant un emprunt de 83 600 000 \$ pour le financement du réaménagement du domaine public et de l'acquisition de terrains à des fins de parcs et de places publiques dans le secteur de Griffintown.

Le 10 décembre 2013, les municipalités ont déposé une requête introductive d'instance en nullité à la Cour supérieure en vue de faire déclarer ultra vires le Règlement RCG 13-021. Dans ce contexte, la Commission municipale a suspendu le dossier jusqu'à ce qu'un jugement final soit rendu sur la requête en nullité.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #56

Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par le ministre en 2013-2014. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui seront versées.

Nomination	Mandat	Sommes impliquées
M. Jacques Lareau	Nomination d'un conciliateur dans ce dossier afin d'aider les parties à trouver un accord sur le partage des actifs et passifs relativement à l'annexion d'une partie du territoire de la Municipalité de Mille-Îles par la Ville de Saint-Sauveur.	Aucune

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #57

Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités, pour 2013-2014 et chacune des trois dernières années.

Les données représentent les intérêts à la charge des municipalités sur les dettes qui apparaissent dans leur rapport financier, auquel sont ajoutés les intérêts qui sont à la charge des municipalités mais dont les dettes apparaissent dans le rapport financier des autres organismes municipaux (MRC, régies, organismes publics de transport et communautés métropolitaines).

	ANNÉE MUNICIPALE ⁽¹⁾			
	2010	2011	2012	2013 ⁽¹⁾
Intérêts sur la dette à long terme à la charge des municipalités ⁽²⁾	766 849 463 \$	795 131 961 \$	774 873 645 \$	782 698 828 \$

(1) Pour les années 2010 à 2012, les données proviennent des documents « Rapport financier » et représentent la dépense réelle. Pour l'année 2013, les données proviennent des documents « Prévisions budgétaires » et représentent les dépenses estimées.

(2) Le montant des intérêts sur la dette à long terme à la charge des municipalités présenté concerne seulement la partie des intérêts à la charge de la municipalité. La partie des intérêts à la charge du gouvernement du Québec est présentée distinctement dans le rapport financier des municipalités.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #58

Pour les trois dernières années, dans le cadre de l'Évaluation (annuelle) de performance des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux, nombre et pourcentage des stations d'épuration et des ouvrages de surverse dont le respect des exigences de rejet est de moins de 85 %. Liste des correctifs qui ont été apportés en 2013-2014.

Voir Tableau 1 en annexe concernant l'évaluation annuelle de performance des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux.

Une liste exhaustive des travaux correctifs réalisés en 2013-2014 n'est pas disponible puisque ces renseignements ne se sont pas toujours communiqués au Ministère. En effet, aucune information n'est disponible sur les travaux réalisés par les municipalités sans aide financière gouvernementale. Les municipalités peuvent également utiliser les sommes disponibles du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ). Sur 1 107 programmations de travaux approuvées à ce jour dans le cadre de la TECQ 2010-2013, 485 prévoient des investissements visant leurs infrastructures d'assainissement des eaux usées pour un montant total de 306 M \$.

Dans ce contexte, le Ministère a développé un outil de suivi des recommandations résultant des visites de pérennité et dispose d'une liste des travaux réalisés pour l'année 2013, laquelle est jointe à la présente (Tableau 2).

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 1

Demande # 58

Pour les trois dernières années, dans le cadre de l'Évaluation (annuelle) de performance des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux, nombre et pourcentage des stations d'épuration et des ouvrages de surverse dont le respect des exigences de rejet est de moins de 85 %. Liste des correctifs qui ont été apportés en 2013-2014.

Statistiques sur les évaluations annuelles des années 2011 à 2013

Stations d'épuration - Note pour le respect des exigences de rejets de la station

Année	Nbre de stations évaluées	Nbre de stations où note exig. < 85 %	Pourcentage < 85 %
2013	811	138	17%

Stations d'épuration - Note pour le respect des exigences de rejets des ouvrages de surverse (OS)

Année	Nbre de stations avec OS	Nbre total OS	Nbre de stations avec note réseau < 85 %	Pourcentage < 85 %
2013	706	4457	121	17%

Ouvrages de surverse - Nombre d'ouvrages vs respect des exigences de rejets

Année	Nbre d'ouvrages	Exigence oui	Exigence non	Pourcentage non
2013	4457	3966	491	11%

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Tableau 2

Demande #58	Pour les trois dernières années, dans le cadre de l'Évaluation (annuelle) de performance des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux, nombre et pourcentage des stations d'épuration et des ouvrages de surverse dont le respect des exigences de rejet est de moins de 85 %. Liste des correctifs qui ont été apportés en 2013-2014.
-------------	---

Municipalité	Interventions et travaux correctifs demandés aux municipalités et réalisés en 2013
Ayer'S-Cliff (VI)	Enterrer la boîte de vanne du poste de pompage Numéro 12 (rue Main)
Baie-du-Febvre	Surveiller la conduite de sortie pour empêcher l'obstruction
Baie-du-Febvre	Entretenir les vannes qui ne sont pas utilisées pendant la vidange
Baie-du-Febvre	Maintenir les trappes d'accès propres après les vidanges
Baie-du-Fleuve	Nettoyer le poste de pompage Janelle après les événements de débordement
Beaumont	Remettre en place le déflecteur au poste de pompage Du Domaine et en installer un au poste Beau-Site
Beaumont	Augmenter la fréquence de nettoyage des puits et des flottes des postes de pompage
Beaumont	Nettoyer les regards d'entrée et de sortie de la station d'épuration
Boischatel - L'Ange-Gardien - Château-Richer	S'assurer que les repères de débordement sont bien installés au niveau du trop-plein
Brownsburg	Respecter le calendrier d'échantillonnage
Brownsburg	Procéder à l'étalonnage du débitmètre
Crabtree	Ajouter un déflecteur pour l'enlèvement des flottants au poste de pompage Numéro D
Crabtree	Augmenter la fréquence de nettoyage de la crépine de l'échantillonneur municipal
Fassett	Ajouter deux déflecteurs de matières flottantes sur les trop-pleins des postes de pompage Est et Principal
Fassett	Enlever les îlots flottants sur les parois des bassins
Fassett	Placer une équerre à la même hauteur que la conduite de trop-plein du poste de pompage Est
Fassett	Remplacer le réfrigérateur servant à préserver les échantillons
Fassett	Nettoyer fréquemment la chambre d'affluent afin d'éviter son encrassement
Ham-Nord	Hausser la conduite de sortie
Kingsey Falls	Réparer et entretenir l'oxymètre
Kingsey Falls	Remplacer l'enregistreur de débordement au poste de pompage Principal
Kingsey Falls	S'assurer que l'enregistreur de débit et de débordement répondent aux recommandations du ministère
Macamic	Entretenir ou remplacer les équipements et les accessoires corrodés du poste de pompage Hôpital
Martinville	Solidifier une des deux règles de mesure au regard R-13

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Tableau 2

Demande #58	Pour les trois dernières années, dans le cadre de l'Évaluation (annuelle) de performance des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux, nombre et pourcentage des stations d'épuration et des ouvrages de surverse dont le respect des exigences de rejet est de moins de 85 %. Liste des correctifs qui ont été apportés en 2013-2014.
-------------	---

Municipalité	Interventions et travaux correctifs demandés aux municipalités et réalisés en 2013
Martinville	S'assurer que les conduites de ventilation du poste de pompage Principal ne sont pas obstruées
Matane (Petit-Matane)	Ajouter des repères au poste de pompage Numéro 1
Matane (Petit-Matane)	Revoir l'installation des repères
Matane (Saint-Luc)	Procéder à l'étalonnage du débitmètre
Nicolet	Installer le pluviomètre à une distance acceptable de tout bâtiment ou obstacle et le ranger l'hiver
Nicolet	Ajouter un repère de débordement au trop-plein du poste de pompage Ball
Palmarolle	Remplacer le pHmètre défectueux
Palmarolle	S'assurer que l'échantillonneur automatique soit programmé pour prendre quatre échantillons à l'heure
Palmarolle	Mesurer l'oxygène dissous en amont du déversoir
Palmarolle	Changer les réactifs pour faire les analyses d'orthophosphates
Palmarolle	Réparer ou remplacer l'oxymètre défectueux
Palmarolle	Installer un repère de débordement dans tous les ouvrages de surverse
Palmarolle	Remplacer l'échelle d'accès en bois située dans le regard du trop-plein du poste de pompage Principal
Palmarolle	Ajouter un déflecteur de matières flottantes sur le trop-plein du poste de pompage Vieux-Moulin
Rigaud	Ajouter des repères
Rigaud	Procéder à l'entretien des talus
Saint-Alban	Installer une pompe de recirculation d'environ 1 L/s dans le bassin Numéro 3
Saint-Jean-Chrysostome	Ajouter des déflecteurs de matières flottantes aux deux ouvrages de surverse
Saint-Édouard-de-Maskinongé	Nettoyer les regards RD-8A et RD-9
Sainte-Marie-Salome	Procéder à l'entretien des talus
Saint-Jean-Sur-Richelieu	Verrouiller en tout temps les trappes des postes de pompage Numéro 1, Numéro 2 et Numéro 3
Saint-Jean-Sur-Richelieu	Ajuster le déclenchement de l'alarme des postes de pompage si le système de télémétrie n'est pas installé
Saint-Jean-Sur-Richelieu	Réparer la lumière d'alarme au poste de pompage Numéro 6 (Bouthillier)
Saint-Mathieu-d'Harricana	Augmenter la fréquence de nettoyage du regard à l'effluent de la station
Saint-Mathieu-d'Harricana	Procéder à l'évaluation des débits et charges
Saint-Narcisse	Procéder à l'entretien des talus (désherbage) et enlever la végétation qui pousse sur le rideau séparateur
Saint-Paul-de-la-Croix	Obstruer le trop-plein d'entrée de la station d'épuration
Saint-Roch-de-l'Achigan	Ajouter un déflecteur
Saint-Tite	Mettre à jour la liste des institutions et commerces
Saint-Valerien	Acheter un oxymètre avec sonde LDO (Luminescent Dissolved Oxygen)

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Tableau 2

Demande #58	Pour les trois dernières années, dans le cadre de l'Évaluation (annuelle) de performance des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux, nombre et pourcentage des stations d'épuration et des ouvrages de surverse dont le respect des exigences de rejet est de moins de 85 %. Liste des correctifs qui ont été apportés en 2013-2014.
-------------	---

Municipalité	Interventions et travaux correctifs demandés aux municipalités et réalisés en 2013
Saint-Vianney	Nettoyer la grille d'émissaire et débroussailler l'accès
Salaberry-de-Valleyfield	Réparer ou remplacer le doseur de polymère qui est défectueux
Salaberry-de-Valleyfield	Réparer ou remplacer les éléments défectueux des deux dessableurs aérés
Salaberry-de-Valleyfield	Réparer ou remplacer les onze pompes de brassage défectueuses des bassins d'aération
Salaberry-de-Valleyfield	Réparer ou remplacer les sondes d'oxygène dissous défectueuses pour permettre lecture en continu
Salaberry-de-Valleyfield	Réparer ou remplacer les racleurs à bras suceurs défectueux des décanteurs secondaires
Salaberry-de-Valleyfield	Réparer ou remplacer le supprimeur défectueux
Salaberry-de-Valleyfield	Réparer ou remplacer la vis d'Archimède défectueuse qui sert à la recirculation des boues
Salaberry-de-Valleyfield	Remettre en fonction l'épaississeur-flottateur à air dissous avec dosage de polymère
Salaberry-de-Valleyfield	Réparer ou remplacer le système de mesure du débit d'effluent relié au canal Palmer-Bowlus
Salaberry-de-Valleyfield	Programmer l'échantillonneur à l'effluent afin d'avoir des échantillons proportionnels au débit
Salaberry-de-Valleyfield	Fournir un relevé détaillé des débits, des charges et des fréquences des camions provenant d'industries
Salaberry-de-Valleyfield	Créer un programme d'entretien préventif de tous les équipements de l'usine d'épuration
Salaberry-de-Valleyfield	Fournir la localisation (coordonnées GPS) des ouvrages surverse et des émissaires
Taschereau	S'assurer que l'échantillonneur automatique soit programmé proportionnellement au temps
Taschereau	Nettoyer ou remplacer le boyau d'aspiration de l'échantillonneur automatique
Val-d'Or	Identifier la source d'hydrocarbures détectés au poste de pompage 3 ^e avenue ouest et l'éliminer
Val-d'Or	Repositionner le déflecteur de matières flottantes au poste de pompage Boivin
Varennnes	Vérifier la possibilité d'installer un système d'alarme aux postes de pompage principaux

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #59

État de situation de la problématique de l'augmentation des taxes à la suite de la hausse importante des évaluations foncières. Copie des analyses, rapports et procès-verbaux de rencontres produits par le MAMROT à ce sujet.

En 2013-2014, aucune analyse, aucun rapport et aucun procès-verbaux de rencontres n'ont été produits par le MAMOT à ce sujet.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #60

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2013-2014 : a) l'objet des consultations; b) le moyen utilisé; c) les dates des rencontres; d) les communautés et les personnes consultées; e) les résultats des consultations; f) les montants afférents.

La responsabilité des dossiers autochtones appartient maintenant au Sous-ministériat aux Politiques. Voici des informations relevées dans les directions régionales.

Objet des consultations et moyen utilisé	Dates des rencontres	Communautés et les personnes consultées	Résultats des consultations	Montants afférents
Création du parc régional de la rivière Mitis. * Communications écrites et verbales (résolution, délimitation du territoire)	17 mai 2013	MRC de La Mitis et Première Nation Malécite de Viger, Mme Anne Archambault	Aucun retour sur la consultation.	Aucun
Création du parc régional naturel de Portneuf (MRC de Portneuf). * Communication écrite (transmission du plan directeur provisoire d'aménagement et de gestion du parc régional de Portneuf) et d'une rencontre d'échanges relativement au contenu dudit plan.	22 octobre 2013	Nation huronne-wendat, représentants du MRN, de la MRC et du CLD de Portneuf, Corporation de gestion du Parc naturel régional de Portneuf	La Nation huronne-wendat a fait parvenir à la direction régionale de la Capitale-Nationale du MAMROT une série de demandes relativement au plan directeur. Une lettre réponse relativement à ces demandes a été expédiée à la Nation huronne-wendat le 21 mars 2014.	Aucun
Création du parc régional du Mont-Ham de la MRC des Sources. * Consultation écrite (envoi de documents électroniques) sur le projet de parc régional et son plan d'aménagement et de gestion.	1 ^{er} novembre 2013	Grand Conseil de la Nation Waban-Aki, Mme Suzie O'Bomsawin	Le Grand Conseil a donné son aval au projet.	Aucun

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #61

Liste et détails des mandats d'enquête réalisés par la Commission municipale du Québec en 2013-2014. Ventilation selon les mandats confiés par le ministre ou à la propre initiative de la CMQ.

En 2013-2014, la Commission municipale du Québec n'a réalisé aucun mandat d'enquête de sa propre initiative et aucun mandat ne lui a été confié par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #62

Tous les documents, notes, mémos, lettres ou états de situation relativement à l'abolition de la Société québécoise d'assainissement des eaux et le transfert de ses activités au MAMROT, ainsi que la ventilation des économies budgétaires projetées.

Liste des documents, notes, mémos et autres (2013-2014) :

1. Fiche de renseignements de la SQAE en juillet 2013
2. États financiers de la SQAE au 31 mars 2013
3. Attestation événements postérieurs à la date de clôture des états financiers du 31 mars 2013
4. Arrêté de désignation de la personne chargée de la liquidation de la SQAE

Toutes les opérations restantes de la SQAE ont été transférées au MAMROT en date de juillet 2011, date de l'abolition de la SQAE.

1-Fiche de renseignements de la SQAE en juillet 2013

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX DU QUÉBEC

PRÉSENTATION :

Créée en 1980, la Société québécoise d'assainissement des eaux (SQAE) est une société d'État au service des municipalités. La SQAE avait, entre autres, comme mandat de concevoir, de construire, d'améliorer, d'agrandir, de mettre en marche, de financer et d'exploiter des ouvrages d'assainissement des eaux pour les besoins des municipalités. Elle agissait également comme conseiller auprès des municipalités en matière de réalisation et d'exploitation d'ouvrages d'assainissement des eaux.

Au total, la SQAE a géré et, pour la plupart des projets, financé la réalisation de plus de 724 projets municipaux d'assainissement des eaux représentant des investissements de près de 3,8 milliards de dollars.

ÉTAT DE SITUATION :

La Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux (L.R.Q., chapitre S-18.2.1) est abrogée (L.Q., 2011, c.16). Les dispositions de cette Loi, entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2011, transfèrent les droits et obligations de la Société au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT). À cet égard, une entente a été conclue avec le ministère des Finances pour annuler, le 1^{er} avril 2011, tous les emprunts de la Société dus au Fonds de financement du Québec.

Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire agit à titre de liquidateur de la Société. Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire doit verser au Fonds consolidé du revenu le produit de la liquidation de la Société.

ACTIONS ENTREPRISES :

Le contrat de l'employé de la Société a été transféré au MAMROT.

La directrice des infrastructures stratégiques du MAMROT a été désignée liquidatrice de la Société en juillet 2011.

En date de mars 2013, tous les actifs et passifs de la Société ont été intégrés dans les comptes du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, à l'exception d'une dette obligataire de la Société qui se terminera le 31 juillet 2014. Un mandat a été confié au CSPQ pour examiner l'hébergement des serveurs de la Société au MAMROT et effectuer une mise à jour des systèmes informatiques de la Société. Ce mandat n'a pas encore été activé en date de ce jour.

Une compensation des dettes de la SQAE, envers le Fonds de financement, a été effectuée le 1^{er} avril 2011. Depuis cette date, seules les créances des municipalités demeureront à recevoir par le MAMROT lesquelles sont versées au Fonds consolidé du revenu. Le Fonds d'amortissement des municipalités sera versé au Fonds consolidé du revenu au fur et à mesure des échéances des anciens emprunts qui lui sont rattachés. Au 31 mars 2013, les créances à recevoir sont de 77,8 M\$ et la valeur du Fonds d'amortissement s'établit à 47,3 M\$.

Source : Direction générale des infrastructures

Date : 2013-07-25

2-États financiers de la SQAE au 31 mars 2013

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX
ÉTATS FINANCIERS
DE L'EXERCICE CLOS AU
31 MARS 2013

TABLE DES MATIÈRES

	Page
RAPPORT DE LA DIRECTION	1
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	2
Bilan	3 - 4
Notes complémentaires	5

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Société québécoise d'assainissement des eaux (Société) pour l'exercice clos au 31 mars 2013 ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

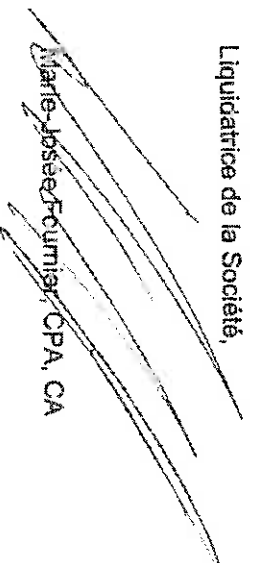
La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

La direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière.

Abolition de la Société québécoise d'assainissement des eaux

La note 1 des états financiers fait état de l'abolition de la Société québécoise d'assainissement des eaux et du transfert de ses activités au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, et au ministre des Finances du Québec.

Liquidatrice de la Société,



Marie-Josée Fournier, CPA, CA

Québec, le 6 juin 2013

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX
RÉSULTATS
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MARS 2013

	31 mars 2013 (12 mois)	31 mars 2012 (9 mois)
(en milliers de dollars)		
PRODUITS		
Honoraires de gestion	-	1
Produits financiers	5 100	3 818
Gouvernement du Québec (note 2)	-	-
Municipalités	-	-
Autres	-	-
	<u>5 100</u>	<u>3 818</u>
CHARGES		
Frais de fonctionnement	-	2
Frais financiers (note 2)	<u>5 100</u>	<u>3 818</u>
	<u>5 100</u>	<u>3 818</u>

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX
BILAN
AU 31 MARS 2013

	31 mars 2013	31 mars 2012
	(en milliers de dollars)	
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Débiteurs - Gouvernement du Québec (note 2)	824	836
Créance du gouvernement du Québec (note 2)	50 000	50 000
	<u>50 824</u>	<u>50 836</u>
PASSIF		
Intérêts courus (note 2)	824	836
Emprunt obligataire (note 2)	<u>50 000</u>	<u>50 000</u>
	<u>50 824</u>	<u>50 836</u>

~~LIQUIDATRICE DE LA SOCIÉTÉ~~
~~Martin Josée Fournier, CPA, CA~~

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2013

1. IDENTIFICATION ET FIN DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

La Société québécoise d'assainissement des eaux, personne morale au sens du Code civil et constituée par loi spéciale (L.R.Q., chapitre S-18.2.1) a été abolie en date du 1^{er} juillet 2011 (2011, chapitre 16). Les droits et obligations de la Société ont été transférés au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le 1^{er} juillet 2011, à l'exception des droits et obligations liés aux emprunts obligataires de la Société et aux emprunts contractés auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement. Le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire verse au fonds consolidé du revenu le produit de la liquidation de la Société.

En vertu de l'article 239 (2011, chapitre 16), l'avis de clôture de la liquidation de la Société ne peut être déposé tant que l'emprunt obligataire en cours demeure en vigueur.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

3. EMPRUNT OBLIGATAIRE

Le capital et les intérêts de l'emprunt obligataire de 50 000 000 \$, échéant le 31 juillet 2014 au taux d'intérêt annuel de 10,20 %, sont assumés et garantis par le gouvernement du Québec.

Selon l'article 237 (2011, chapitre 16), le ministre des Finances, à compter du 1^{er} juillet 2011, a la pleine administration de l'emprunt obligataire de la Société. Les sommes nécessaires aux fins de cet emprunt sont prises sur le Fonds consolidé du revenu.

4. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers et sont comptabilisées à la valeur d'échange.

3-Attestation Événements postérieurs à la date de clôture des États financiers du 31 mars 2013

ATTESTATION

Le 15 octobre 2013

Monsieur Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA
Contrôleur des finances
Aile St-Amable, 2^e étage
1058, rue Louis-Alexandre-Taschereau
Québec (Québec) G1R 5T2

Nom de l'entité : SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX

Événements postérieurs à la date de clôture des états financiers du 31 mars 2013

Monsieur,

- ☒ Nous attestons qu'entre la date de notre fin d'exercice au 31 mars 2012 et la date de la présente, il ne s'est produit aucun événement qui modifie de façon importante nos états financiers ou qui a des répercussions importantes sur nos activités futures ou celles du gouvernement.
- ☐ Les événements importants survenus entre la date de notre fin d'exercice et la date de la présente sont ceux mentionnés en annexe.

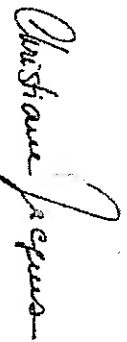
Autres informations

Nous attestons qu'en date de la présente, nous n'avons pas eu connaissance de cas effectifs ou potentiels de non-conformité aux lois, règlements et directives officielles du gouvernement qui justifieraient d'en présenter les incidences dans nos états financiers ou de modifier ces derniers.

Nous attestons qu'en date de la présente, nous n'avons pas eu connaissance de fraudes, avérées ou soupçonnées, impliquant des dirigeants. De plus, nous n'avons pas eu connaissance d'éléments qui pourraient avoir une incidence importante sur les données financières tels que des fraudes mettant en cause des employés ou d'autres personnes, des soupçons ou allégations de fraudes portés à notre connaissance par des employés, d'anciens employés, des analystes, des autorités de réglementation ou d'autres personnes, ainsi que des erreurs, qui justifieraient de modifier nos états financiers.

Nous nous engageons à vous informer de tout événement qui pourrait modifier de façon importante nos états financiers ou encore avoir des répercussions importantes sur nos activités futures ou sur celles du gouvernement, et ce, pour la période comprise entre la date de la présente et celle de la publication des états financiers consolidés du gouvernement du Québec.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Christiane Jacques
Directrice du Service des opérations financières
et du suivi de programmes

4-Arrêté de la désignation de la personne chargée de la liquidation de la
SQAE

**Arrêté du ministre des Affaires municipales, des Régions et de
l'Occupation du territoire en date du**

Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et mettant en oeuvre
le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des
dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains
fonds (2011, chapitre 16, a. 234 et 236)

**CONCERNANT la désignation de la personne chargée de la liquidation de
la Société québécoise d'assainissement des eaux:**

Conformément aux articles 234 et 236 de la Loi abolissant le ministère des
Services gouvernementaux et mettant en oeuvre le Plan d'action 2010-2014 du
gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en
restructurant certains organismes et certains fonds, je désigne
M^{me} Christiane Jacques, directrice du Service des opérations financières et du
suivi de programmes à la Direction générale des infrastructures, à compter de la
signature de ce document, pour agir à titre de liquidatrice de la Société
québécoise d'assainissement des eaux et pour assurer la gestion du fonds
d'amortissement ainsi que la perception des sommes à recevoir.

Le ministre des Affaires municipales, des
Régions et de l'Occupation du territoire

Par :



SYLVAIN BOUCHER
Sous-ministre

Québec, le 15 octobre 2013

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #63

Un état de situation quant au transfert d'actifs entre des municipalités (autres que Québec et Montréal) et le gouvernement du Québec concernant le remboursement du déficit actuariel des employés de municipalités autres que Québec et Montréal.

Il n'y a pas de municipalité autre que les villes de Québec et Montréal concernée par ce genre de transfert.

Le versement effectué en 2013-2014 pour le remboursement du déficit actuariel des régimes de retraite de l'ancienne Ville de Québec a été de 1 471 505 \$.

Le versement effectué en 2013-2014 pour le remboursement du déficit actuariel des régimes de retraite de l'ancienne Ville de Montréal a été de 21 909 114 \$.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #64

État de la mise aux normes des infrastructures en eau potable au Québec en 2013-2014. Fournir les prévisions pour 2014-2015.

Au Québec, près de 1 000 installations municipales de production d'eau potable desservent environ 86 % de la population. À la suite des événements de Walkerton, 90 municipalités aux prises avec un problème de contamination de l'eau potable ont été identifiées par le MDDELCC afin d'apporter des correctifs à leurs installations. En juin 2001, en raison de la révision du Règlement sur la qualité de l'eau potable, 200 municipalités supplémentaires ont été identifiées par le MDDELCC (voir le tableau synthèse à l'annexe 1).

Depuis 2001, plus de 1,0 G \$ d'aide financière ont été accordés pour le traitement et la mise aux normes d'installations de production d'eau potable.

En date de janvier 2014, la situation se résume de la façon suivante pour les 290 projets ciblés par le MDDELCC :

- Opération 90 : travaux complétés dans 85 réseaux. Il y a cinq réseaux non réglés (incluant un réseau dont les travaux sont complétés, mais en attente de l'avis de conformité et un autre dont les travaux sont en cours).
- Opération 200 : travaux complétés dans 150 réseaux. Il y a 50 réseaux non réglés (incluant cinq réseaux dont les travaux sont complétés, mais en attente de l'avis de conformité et dix autres dont les travaux sont en cours et seront terminés en 2014).

Le MAMOT prévoit maintenir son support financier aux municipalités pour la mise aux normes des installations de production d'eau potable. La mise aux normes de ces installations demeure une priorité du MAMOT. À cet effet, des investissements totaux de 141,6 M \$ sont prévus en 2014-2015 dont 67,7 M \$ du gouvernement du Québec.

Opération 90
Résumé de l'état d'avancement – janvier 2014

	Dossiers non réglés	Promesse d'aide financière	Sans aide
Recherche eau et technologie	2	0	2
Solutions identifiées (étapes subséquentes non complétées)	0	0	0
Plans et devis terminés (étapes subséquentes non complétées)	0	0	0
Demande d'autorisation déposée (étapes subséquentes non complétées)	1	0	1
Projets autorisés, (travaux non débutés)	0	0	0
Travaux en cours	1	1	0
Dossiers en attente de conformité	1	1	0
Total	5	2	3

Nombre de dossiers réglés dans l'opération 90 : 85

Opération 200 – Eau de surface
Résumé de l'état d'avancement – janvier 2014

	Dossiers non réglés	Promesse d'aide financière	Sans aide
Recherche eau et technologie	14	1	13
Solutions identifiées (étapes subséquentes non complétées)	17	9	8
Plans et devis terminés (étapes subséquentes non complétées)	0	0	0
Demande d'autorisation déposée (étapes subséquentes non complétées)	2	1	1
Projets autorisés, travaux non débutés	2	2	0
Travaux en cours	10	10	0
Dossiers en attente de conformité	5	5	0
Total	50	28	22

Nombre de dossiers réglés dans l'opération 200 : 150

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demandes #65

Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2013-2014.

Au cours de l'année financière 2013-2014, certains volets des programmes suivants étaient disponibles* :

- Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR) (Annexe 1)
- Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM) (Annexe 2)
- Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ) (Annexes 3.1 et 3.2)

* Les « programmes disponibles » sont ceux pour lesquels les municipalités bénéficiant d'une aide financière pouvaient poursuivre la réalisation de leur projet et ceux pour lesquels il était toujours possible d'accorder de l'aide financière pour de nouveaux projets.

FIMR
Projets en eaux potable

Annexe 1

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Sainte-Marie	Traitement de l'eau potable - Définition du projet (en lien avec 610153)	20 186 \$
Barraute	Alimentation en eau potable - Résidants route 397 Nord - Rang 2	- \$
Saint-Célestin	Prolongement des services d'aqueduc et d'égout sanitaire - Rue Marquis Nord	- \$
Grand-Saint-Esprit	Alimentation en eau potable - Mise aux normes	30 471 \$
Carignan	Mise aux normes et modifications de l'usine de filtration	67 674 \$
Deux-Montagnes	Mise aux normes de l'usine de filtration de Deux-Montagnes	- \$
Sainte-Justine	Traitement de l'eau potable	37 001 \$
Saint-Édouard-de-Maskinongé	Alimentation en eau potable - mise aux normes	- \$
Lac-Saint-Paul	Mise aux normes des installations de production d'eau potable	- \$
Sainte-Marie	Usine de production d'eau potable sur la rivière Chaudière (en lien avec 600050)	759 478 \$
Saint-Joseph-de-Lepage	Infrastructures d'aqueduc et d'égout domestique (en lien avec PIQM 556481)	- \$
Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	Projet de mise aux normes des ouvrages d'alimentation en eau potable, de distribution, de collecte et de réfection d'ouvrages d'assainissement des eaux	280 582 \$
Frelighsburg	Mise aux normes de l'approvisionnement en eau souterraine et assainissement des eaux usées	141 561 \$
Donnacona	Usine d'eau potable de Donnacona	- \$
La Tuque	Usine de traitement de l'eau potable La Tuque	232 895 \$
Mirabel	Mise aux normes du puits d'eau potable numéro 3, rang Sainte-Marguerite	- \$
Brownsburg-Chatham	Travaux d'augmentation de la capacité et de mise aux normes de l'usine de filtration	17 169 \$
Brownsburg-Chatham	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable du secteur Saint-Philippe	44 348 \$
Saint-Zotique	Mise aux normes de la station de production d'eau potable	43 026 \$
Saint-Jérôme	Ajout d'un système de désinfection par irradiation UV et agrandissement de la réserve d'eau potable	370 971 \$

FIMR
Projets en eaux potable

Annexe 1

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Frontenac	Réhabilitation du puits 4-A et construction d'un réservoir avec poste de surpression	27 602 \$
Fort-Coulonge	Travaux de mise aux normes de l'usine de filtration de l'eau potable	196 713 \$
Saint-Philémon	Mise aux normes des ouvrages d'alimentation en eau	- \$
Daveluyville	Mise aux normes de l'usine de filtration de l'eau potable	11 654 \$
Sutton	Secteur Montagne - Ajout d'une deuxième barrière de désinfection aux ultraviolets	- \$
L'Île-Perrot	Usine de filtration de l'Île-Perrot mise en conformité	34 695 \$
Vaudreuil-Dorion	Mise aux normes de l'usine de filtration	43 719 \$
Saint-Gervais	Traitement de l'eau potable (en lien avec 611111)	48 938 \$
Saint-Malachie	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable	- \$
Saint-Félix-de-Valois	Mise aux normes des équipements d'eau potable	- \$
Grosses-Roches	Mise aux normes de l'eau potable	55 089 \$
Sainte-Julienne	Construction de conduites d'eau potable au domaine du Lac Lemenn et au domaine du Lac Dufour	- \$
Gaspé	Mise aux normes de l'eau potable du secteur Anse-au-Griffon	86 268 \$
Saint-Zénon	Mise aux normes de l'eau potable	11 340 \$
Saint-Liboire	Mise aux normes de la station d'eau potable	36 620 \$
Rivière-au-Tonnerre	Mise aux normes de l'alimentation et distribution de l'eau potable (secteur Sheldrake)	192 500 \$
Potton	Mise aux normes des installations de captage et distribution d'eau potable - Secteur Owl's Head	31 793 \$
Notre-Dame-du-Portage	Mise aux normes des infrastructures d'eau potable et revitalisation des infrastructures du village	- \$
Saint-Gervais	Traitement de l'eau potable - Définition du projet (en lien avec 610632)	- \$
Magog	Usine de traitement d'eau potable	232 574 \$

FIMR
Projets en eaux potable

Annexe 1

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Rigaud	Mise en conformité de l'usine de filtration	43 870 \$
Stukely-Sud	Construction d'un nouveau puits	- \$
East Hereford	Construction d'un nouveau puits	10 986 \$
Bury	Mise aux normes des installations de captage et distribution d'eau potable - Phase 2	- \$
Rosemère	Mise aux normes des travaux de construction d'un poste auxiliaire de pompage d'eau brute	- \$
Beauharnois	Mise aux normes de l'usine de production d'eau potable Ville de Beauharnois - secteur Melocheville	- \$
Cowansville	Usine de filtration Système de dosage permanent de charbon activé	13 347 \$
Mont-Tremblant	Mise à niveau de l'usine de traitement d'eau potable de Mont-Tremblant - Secteur Village	- \$
Stratford	Mise aux normes des infrastructures municipales / Amélioration de l'approvisionnement et du traitement de l'eau potable	33 324 \$
Sainte-Hélène-de-Bagot	Alimentation en eau potable	30 976 \$
Saint-Marcellin	Mise aux normes des infrastructures d'alimentation en eau potable	- \$
Lac-Saint-Paul	Réalisation des travaux relatifs au captage et au traitement de l'eau	21 577 \$
Eastman	Usine de traitement d'eau potable d'Eastman	- \$
Saint-Bruno	Projet commun d'alimentation en eau Municipalités de Saint-Bruno, Hébertville-Station et Larouche (en lien avec PIQM 555054)	323 951 \$

¹ La présente liste contient tous les projets pour lesquels le Ministère a fait une promesse d'aide financière en 2013-2014. Par contre, certains de ces projets n'ont pas reçu de versement entre le 1^{er} avril 2013 et le 21 mars 2014.

PIQM
Projets en eau potable

Annexe 2

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Percé	Mise aux normes des installations de production d'eau potable	- \$
Grande-Rivière	Mise aux normes des installations de production d'eau potable	- \$
Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	Mise aux normes des infrastructures d'alimentation et de traitement de l'eau potable	- \$
Sainte-Anne-des-Monts	Mise en place de nouvelles conduites d'aqueduc pour les rues Bellevue et Belleville et leur raccordement au réseau municipal	15 648 \$
Caplan	Travaux de mise aux normes des installations de production d'eau potable	412 774 \$
Maria	Normalisation des équipements d'approvisionnement en eau potable	423 618 \$
Carleton-sur-Mer	Mise aux normes des infrastructures d'approvisionnement en eau potable	752 167 \$
Matapédia	Mise aux normes des installations d'approvisionnement en eau potable	476 974 \$
Saint-Alexis-de-Matapédia	Normalisation des installations de production d'eau potable (en lien avec # 800239)	- \$
Saint-François-d'Assise	Normalisation des installations de production d'eau potable	269 700 \$
Causapscal	Prolongement du service d'aqueduc route 132 Ouest	- \$
Saint-Alexandre-des-Lacs	Mise aux normes des installations d'eau potable	- \$
Saint-Tharcisius	Alimentation, traitement et distribution d'eau potable	273 526 \$
Val-Brillant	Mise aux normes d'eau potable	45 715 \$
Saint-Damase	Mise aux normes des installations en eau potable.	- \$
Les Méchins	Alimentation et traitement de l'eau potable	601 799 \$
Saint-Adelme	Mise aux normes de l'eau potable	321 581 \$
Métis-sur-Mer	Alimentation en eau potable	99 820 \$
Saint-Joseph-de-Lepage	Projet d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts et d'urbanisation de la route 132 (en lien avec FIMR 610197)	- \$
Rimouski	Mise aux normes d'eau potable - District de Sainte-Blandine (secteurs du Village et du Bois-Brûlé)	76 774 \$
Rimouski	Mise aux normes des installations de production d'eau potable - réseau de Rimouski	594 980 \$
Saint-Cyprien	Alimentation en eau	251 964 \$
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	Mise aux normes de l'Alimentation en eau potable	- \$
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	Mise aux normes de l'eau potable	456 153 \$
Saint-Modeste	Réseau Audet/Mise aux normes des ouvrages d'alimentation et distribution en eau	- \$
L'Isle-Verte	Mise aux normes des ouvrages d'alimentation en eau	- \$
Rivière-du-Loup	Mise aux normes de la station de purification de la Ville de Rivière-du-Loup	336 333 \$

PIQM
Projets en eau potable

Annexe 2

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Notre-Dame-du-Portage	Mise aux normes des infrastructures d'eau potable	- \$
Dégelis	Alimentation et production d'eau potable	719 133 \$
Rivière-Bleue	Alimentation et traitement de l'eau potable	- \$
Biencourt	Alimentation en eau potable	69 330 \$
Témiscouata-sur-le-Lac	Mise aux normes de l'eau potable	516 125 \$
Mont-Carmel	Mise aux normes des installations d'eau potable	43 587 \$
Saint-Pascal	Construction de nouvelles conduites d'alimentation en eau et travaux correctifs au réservoir	30 458 \$
Saint-André	Traitement de l'eau potable	- \$
Saint-Philippe-de-Néri	Alimentation et production d'eau	- \$
Rivière-Ouelle	Alimentation en eau potable (en lien avec le dossier 500297)	611 426 \$
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	Alimentation en eau potable du réseau d'aqueduc du 3 ^e rang Ouest et remplacement de conduites d'aqueduc sur le 3 ^e Rang Ouest	25 848 \$
Saint-Irénée	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable	294 444 \$
Saint-Siméon	Mise aux normes des installations d'eau potable	373 978 \$
Les Éboulements	Alimentation en eau potable : puits numéro 2, rang Saint-Marc	43 958 \$
Saint-Pamphile	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable	- \$
Tourville	Aménagement d'un puits d'alimentation d'eau potable et d'un système de protection virologique	95 369 \$
Saint-Just-de-Bretenières	Mise aux normes des installations d'eau potable	- \$
Lac-Frontière	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable	38 655 \$
Saint-Fabien-de-Panet	Mise aux normes des infrastructures d'eau potable	41 307 \$
Saint-Paul-de-Montminy	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable	368 775 \$
Saint-Malachie	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable - Secteur La Crapaudière	- \$
Saint-Nérée-de-Bellechasse	Mise aux normes des ouvrages d'alimentation en eau	12 257 \$
Saint-Henri	Mise aux normes de l'usine de filtration d'eau potable	254 961 \$
Saint-Charles-de-Bellechasse	Aménagement et raccordement de deux puits pour la mise aux normes des installations d'eau potable (en lien avec le dossier FCCQ 800217)	- \$
Saint-Joachim	Mise aux normes des ouvrages de captage d'eau potable	- \$
Beaupré	Mise aux normes de l'eau potable	781 725 \$
Fossambault-sur-le-Lac	Projet de mise aux normes du système de traitement d'eau potable	699 183 \$

PIQM
Projets en eau potable

Annexe 2

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Québec	Mise aux normes de l'eau potable - Arrondissement de Beauport	1 379 068 \$
Lévis	Raccordement du réseau d'aqueduc du secteur Breakeyville à celui du secteur Charny	124 417 \$
Lévis	Mise aux normes, modernisation et augmentation de la capacité de l'usine de traitement d'eau potable de Charny	377 596 \$
Sainte-Marguerite	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable	171 580 \$
Sainte-Hénédiène	Mise aux normes du système d'approvisionnement du réseau d'aqueduc	27 790 \$
Beauceville	Raccordement du réseau privé d'aqueduc - Développement Bolduc	- \$
Saint-Jules	Mise aux normes des installations d'approvisionnement en eau potable	- \$
Tring-Jonction	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable	248 585 \$
Tring-Jonction	Raccordement des sources au poste de traitement d'eau potable (en lien avec le dossier 550050)	- \$
Saint-Zacharie	Alimentation en eau potable (en lien avec le dossier 800223)	- \$
Saint-Zacharie	Alimentation en eau potable, distribution d'eau potable et collecte des eaux usées	- \$
Sainte-Aurélie	Mise en conformité des installations d'eau potable	32 936 \$
Saint-Prosper	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable (phase 1)	67 896 \$
Saint-Gédéon-de-Beauce	Aménagement et raccordement d'un nouveau puits et traitement de l'arsenic	125 915 \$
Saint-Martin	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable	210 086 \$
Mont-Saint-Pierre	Alimentation en eau, distribution d'eau potable, collecte, interception et traitement des eaux usées	618 219 \$
Petite-Rivière-Saint-François	Interception, traitement des eaux usées et distribution d'eau potable (en lien avec le dossier 501440)	- \$
Saint-Cyrille-de-Lessard	Alimentation en eau, aqueduc, égout et assainissement des eaux usées	- \$
Sainte-Sabine	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable, remplacement de conduites d'aqueduc, collecte et assainissement des eaux usées	255 079 \$
Leclercville	Assainissement des eaux et alimentation en eau potable	710 064 \$
Saint-Joseph-de-Coleraine	Mise aux normes des infrastructures d'alimentation en eau potable	80 795 \$
Adstock	Mise aux normes des infrastructures municipales - Amélioration de l'approvisionnement et du traitement de l'eau potable	- \$
Saint-Agapit	Aménagement et raccordement du puits Olivier II - Ajout de deux postes de chloration et d'un traitement pour l'enlèvement du manganèse et de la dureté	74 135 \$
Saint-Édouard-de-Lotbinière	Mise aux normes des infrastructures d'eau potable	43 439 \$
Saint-Apollinaire	Mise aux normes des ouvrages d'alimentation en eau potable	32 225 \$
Saint-Ubalde	Travaux de conformité au RQEP	- \$
Saint-Alban	Mise aux normes du réseau d'aqueduc de la rivière Blanche	29 790 \$

PIQM
Projets en eau potable

Annexe 2

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Saint-Léonard-de-Portneuf	Amélioration de l'approvisionnement en eau potable (Quantité et qualité) : Construction d'un puits et traitement de l'eau potable	28 246 \$
Trois-Rivières	Mise aux normes et modernisation de l'usine de traitement de l'eau potable	1 656 708 \$
Sainte-Anne-de-la-Pérade	Mise aux normes de l'approvisionnement en eau potable	75 998 \$
Champlain	Mises aux normes des sources d'eau potable	- \$
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Mise aux normes des sources d'eau potable et raccordement des réseaux d'aqueduc des secteurs nord et centre	81 833 \$
Saint-Stanislas	Alimentation et traitement de l'eau potable - Conformité à la nouvelle réglementation	- \$
Saint-Prosper-de-Champlain	Alimentation en eau potable (en lien avec les dossiers 800220 et 501241)	- \$
Chesterville	Mise aux normes des services d'eau potable	69 191 \$
Saint-Norbert-d'Arthabaska	Alimentation en eau potable- Mise aux normes	111 364 \$
Scotstown	Alimentation en eau souterraine	49 141 \$
Saint-Denis-de-Brompton	Traitement d'eau potable - Domaine Forest PGC-494-07	64 312 \$
Sherbrooke	Mise aux normes des infrastructures d'approvisionnement en eau potable	463 864 \$
Saint-Herménégilde	Reconstruction du réservoir d'eau potable	16 461 \$
Coaticook	Reconstruction du réservoir Cutting	- \$
Waterville	Traitement d'eau potable - Mise aux normes	- \$
Waterville	Traitement d'eau potable - Mise aux normes	- \$
Ayer's Cliff	Mise aux normes des infrastructures d'approvisionnement en eau potable	93 641 \$
North Hatley	Alimentation en eau potable- Mise aux normes	- \$
Hatley	Mise aux normes des infrastructures d'approvisionnement en eau potable	- \$
Eastman	Usine de traitement d'eau potable d'Eastman	- \$
Brigham	Mise à niveau du système d'alimentation en eau potable - Secteur Guay	- \$
Waterloo	Mise à niveau de l'alimentation en eau potable	33 658 \$
Waterloo	Mise aux normes de l'usine de filtration de l'eau potable	- \$
Warden	Mise aux normes du traitement de l'eau potable	- \$
Upton	Réhabilitation - Reconstruction des puits numéro 1 et 3	- \$
Saint-Paulin	Assainissement des eaux usées et alimentation en eau potable, secteur de Hunterstown	473 820 \$
Charette	Raccordement du réseau d'aqueduc de la Municipalité de Saint-Sévère à la Municipalité de Charette	37 995 \$

PIQM
Projets en eau potable

Annexe 2

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Sainte-Élisabeth	Construction d'un réservoir d'eau potable	- \$
Saint-Barthélemy	Mise aux normes des installations de production d'eau potable	50 966 \$
Saint-Césaire	Réaménagement des trois (3) puits d'alimentation et du réservoir d'eau potable	197 040 \$
Contrecoeur	Mise aux normes et augmentation de la capacité de l'usine de filtration	159 549 \$
Crabtree	Modernisation de la station de traitement d'eau potable	22 662 \$
Notre-Dame-de-Lourdes	Mise aux normes de la source de captage d'eau potable	17 621 \$
Saint-Jean-de-Matha	Construction d'un nouveau puit d'eau potable	- \$
Rawdon	Système de traitement d'eau potable et travaux connexes	- \$
Chertsey	Travaux de mise aux normes des équipements d'approvisionnement en eau potable	76 919 \$
Saint-Calixte	Mise aux normes de la station d'eau potable	- \$
Saint-Isidore	Implantation d'un nouvel ouvrage de captage d'eau potable	- \$
Ormstown	Mise aux normes de l'approvisionnement en eau potable	- \$
Rosemère	Mise en place d'un système de désinfection par rayonnements ultraviolets à l'usine de traitement de l'eau potable.	117 899 \$
Saint-Jérôme	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable - Secteurs Jolibourg et du Domaine Bertrand et réfection du poste de suppression De Martigny	16 338 \$
Sainte-Sophie	Travaux d'infrastructures d'aqueduc dans le domaine Pineault	17 647 \$
Prévost	Mise à niveau des ouvrages d'approvisionnement d'eau potable dans le secteur du Domaine Laurentien	- \$
Saint-Hippolyte	Mise aux normes des installations de production d'eau potable	43 267 \$
Lachute	Approvisionnement en eau potable	35 832 \$
Estérel	Mise aux normes - station de filtration Estérel	27 039 \$
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	Mise aux normes des équipements d'approvisionnement en eau potable	133 547 \$
Morin-Heights	Amélioration de l'approvisionnement et de la qualité de l'eau potable du réseau Bastien	11 245 \$
Morin-Heights	Amélioration de la qualité de l'eau potable du réseau Beaulieu	22 736 \$
Morin-Heights	Amélioration de la qualité de l'eau potable du réseau Alpino	11 061 \$
Morin-Heights	Amélioration de la qualité de l'eau potable du réseau Salzbouurg	14 133 \$
Saint-Adolphe-d'Howard	Mise aux normes des installations de production d'eau potable - Secteur les Terrasses	34 692 \$
Saint-Adolphe-d'Howard	Mise aux normes des équipements pour l'alimentation et le traitement de l'eau potable - secteur village	5 038 \$
Sainte-Agathe-des-Monts	Mise aux normes des installations de production de l'eau potable	475 519 \$

PIQM
Projets en eau potable

Annexe 2

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
La Conception	Mise aux normes de l'eau potable	117 457 \$
La Minerve	Approvisionnement en eau potable - Mise aux normes	108 225 \$
Notre-Dame-de-Pontmain	Approvisionnement en eau potable	- \$
Nominingue	Approvisionnement en eau potable par deux puits	64 447 \$
Rivière-Rouge	Mise aux normes du système d'alimentation en eau potable dans le secteur de Sainte-Véronique	85 881 \$
Lac-des-Écorces	Mise aux normes des installations de production d'eau potable	84 473 \$
Duhamel	Mise aux normes de l'usine de filtration d'eau potable	- \$
Pontiac	Construction d'une usine de filtration	- \$
Gracefield	Travaux d'amélioration du système d'approvisionnement et de traitement de l'eau potable existant	303 448 \$
Portage-du-Fort	Mise aux normes des installations d'approvisionnement en eau potable	- \$
Bryson	Mise aux normes de l'approvisionnement en eau potable	266 693 \$
Campbell's Bay	Installation d'un réservoir d'eau potable et le boudage sur la rue Lunam	61 472 \$
Fort-Coulonge	Construction d'une nouvelle prise d'eau	57 929 \$
L'Isle-aux-Allumettes	Travaux d'amélioration du système d'approvisionnement et de traitement de l'eau potable existant - Mise aux normes	146 564 \$
Témiscaming	Alimentation en eau potable	- \$
Saint-Édouard-de-Fabre	Approvisionnement en eau potable	42 158 \$
Laverlochère	Mise aux normes des installations d'eau potable	35 255 \$
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	Eau potable - Mise aux normes du système d'approvisionnement	167 228 \$
Saint-François-de-Sales	Eau potable - Modernisation du système d'approvisionnement	138 122 \$
Chambord	Aqueduc Laforest - Eau potable - Modernisation du système d'approvisionnement	15 746 \$
Péribonka	Eau potable - Modernisation du système d'approvisionnement	- \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	Modernisation du système d'approvisionnement en eau potable	180 001 \$
Saint-Eugène-d'Argentenay	Eau potable - Modernisation du système d'approvisionnement	- \$
Saint-Stanislas	Eau potable - Modernisation du système d'approvisionnement	- \$
Desbiens	Eau potable - Modernisation du système d'approvisionnement	163 546 \$
Saint-Bruno	Projet commun d'alimentation en eau - Municipalités de Saint-Bruno, Hébertville-Station et Larouche (en lien avec FIMR 613089)	169 562 \$
Saint-Nazaire	Amélioration aux installations de production d'eau potable	- \$

PIQM
Projets en eau potable

Annexe 2

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Saint-Henri-de-Taillon	Alimentation conjointe en eau souterraine des Municipalités de Saint-Henri-de-Taillon et de L'Ascension-de-Notre-Seigneur	84 573 \$
Sainte-Monique	Alimentation en eau potable	295 977 \$
Petit-Saguenay	Mise en place d'un système d'approvisionnement en eau souterraine	110 448 \$
L'Anse-Saint-Jean	Mise en place d'une source d'approvisionnement en eau souterraine	121 157 \$
Saint-Félix-d'Otis	Mise aux normes Approvisionnement en eau souterraine	- \$
Sainte-Rose-du-Nord	Mise aux normes du système d'approvisionnement en eau potable	107 996 \$
Saint-Fulgence	Mise aux normes du système d'approvisionnement en eau potable	506 604 \$
Saint-Ambroise	Raccordement du réseau d'aqueduc du Rang Double	- \$
Tadoussac	Mise aux normes de l'approvisionnement en eau potable	- \$
Longue-Rive	Alimentation en eau potable	694 879 \$
Forestville	Mise aux normes des installations d'approvisionnement d'eau potable	31 485 \$
Colombier	Mise aux normes de l'alimentation en eau - Secteurs Sainte-Thérèse-de-Colombier et Saint-Marc-de-Latour	251 397 \$
Sept-Îles	Mise aux normes des installations de production d'eau potable du secteur Gallix	- \$
Blanc-Sablon	Mise aux normes de l'alimentation et du traitement de l'eau potable	- \$
Bonne-Espérance	Alimentation et Traitement de l'eau potable Secteurs Vieux-Fort et Rivière-St-Paul	611 682 \$
Gros-Mécatina	Traitement d'eau potable à La Tabatière et nouveau réseau d'aqueduc à Baie-des-Moutons	- \$
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	Infrastructures d'approvisionnement et traitement de l'eau potable (Harrington Harbour)	- \$
Rivière-Saint-Jean	Amélioration du système de désinfection de l'eau potable	- \$
Chapais	Aménagement de puits d'eau souterraine et construction d'un réservoir d'eau potable	- \$
Chibougamau	Mise aux normes du système de traitement d'eau potable de Chibougamau - Variante 7 (double désinfection UV - Chloramine)	443 555 \$
Régie de l'eau de l'Île Perrot	Mise aux normes des ouvrages d'approvisionnement en eau potable	77 318 \$
Régie intermunicipale des eaux Massawippi	Construction d'une usine de filtration, d'un système de pompage et d'un réservoir d'eau potable.	- \$

¹ La présente liste contient tous les projets pour lesquels le Ministère a fait une promesse d'aide financière en 2013-2014. Par contre certains de ces projets n'ont pas reçu de versement entre le 1er avril 2013 et le 21 mars 2014.

FCCQ
Projets en eau potable

Annexe 3.1

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Thurso	Mise à niveau de l'usine de production d'eau potable	- \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	Mise à niveau de l'usine de filtration du secteur d'Iberville	221 205 \$
Coteau-du-Lac	Mise aux normes de l'usine de filtration	82 085 \$
Sainte-Marcelline-de-Kildare	Mise aux normes de l'approvisionnement en eau potable au secteur Lac Morin	32 655 \$
Régie intermunicipale d'aqueduc du Bas-Richelieu	Mise aux normes de l'usine de filtration	225 405 \$
Sainte-Lucie-des-Laurentides	Mise aux normes de l'approvisionnement en eau potable pour les secteurs du Village et du Lac Swell	38 026 \$
Westbury	Mise aux normes du réseau d'aqueduc sur les chemins Vincent et Dearden	- \$
Oka	Mise en conformité de l'usine de production d'eau potable	- \$
Notre-Dame-des-Prairies	Réseau d'eau potable sur la rue Hénault	- \$
Deschambault-Grondines	Prolongement du réseau de distribution d'eau potable, secteur Grondines	208 465 \$
Dupuy	Amélioration de la qualité de l'eau potable	- \$
Régie intermunicipale d'aqueduc et d'égout Lotbinière-Centre	Mise aux normes des ouvrages d'alimentation en eau	59 157 \$
Saint-Charles-de-Bellechasse	Mise aux normes des installations d'eau potable (en lien avec le dossier 555021)	- \$
Notre-Dame-du-Rosaire	Mise aux normes de l'eau potable, réfection du réseau d'aqueduc, égout et assainissement des eaux usées	381 081 \$
Saint-Jacques-de-Leeds	Eau potable et eaux usées	- \$
Saint-Prosper-de-Champlain	Traitement et distribution de l'eau potable, assainissement des eaux usées	- \$
Sainte-Brigitte-des-Saults	Mise en opération d'un nouveau puits, remplacement d'une partie du réseau d'aqueduc, construction d'un réseau d'égout	- \$
Saint-Tite	Alimentation et traitement de l'eau potable	- \$
Saint-Zacharie	Aqueduc, égout, voirie et travaux connexes	- \$
Chute-aux-Outardes	Mise aux normes des installations de production de l'eau potable - Chute-aux-Outardes	- \$
Franquelin	Mise aux normes des infrastructures d'aqueduc municipales	- \$
Grande-Rivière	Mise aux normes des installations de production d'eau potable	- \$
Saint-Alexis-de-Matapédia	Normalisation des installations de production d'eau potable (en lien avec #555144)	56 682 \$
Saint-Zénon	Construction d'une usine de traitement de l'eau potable	- \$
Saint-Félix-de-Valois	Nouveau système de captage et d'alimentation en eau au secteur Belleville	- \$
Granby	Renouvellement et prolongement d'infrastructures municipales sur la rue Robitaille	146 450 \$

¹ La présente liste contient tous les projets pour lesquels le Ministère a fait une promesse d'aide financière en 2013-2014. Par contre, certains de ces projets n'ont pas reçu de versement entre le 1^{er} avril 2013 et le 21 mars 2014.

FCCQ-GP
Projets en eau potable

Annexe 3.2

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Lévis	Usine de traitement de l'eau potable Lévis/Lauzon : mise aux normes et augmentation de la capacité	1 033 457 \$
Thetford Mines	Alimentation en eau et mise aux normes des infrastructures d'eau potable / Option eau de surface - Lac St-François	700 310 \$
Laval	Mise à niveau des stations de production d'eau potable	860 040 \$
Baie-Comeau	Mise aux normes des infrastructures de distribution et traitement de l'eau potable / Ville de Baie-Comeau	- \$

¹ La présente liste contient tous les projets pour lesquels le Ministère a fait une promesse d'aide financière en 2013-2014. Par contre, certains de ces projets n'ont pas reçu de versement entre le 1^{er} avril 2013 et le 21 mars 2014.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demandes #66

Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas de système de traitement de leurs eaux usées. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2013-2014.

Au cours de l'année financière 2013-2014, certains volets des programmes suivants étaient disponibles* :

- Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR) (Annexe 1)
- Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM) (Annexe 2)
- Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ) (Annexes 3.1 et 3.2)

Les « programmes disponibles » sont ceux pour lesquels les municipalités bénéficiant d'une aide financière pouvaient poursuivre la réalisation de leur projet et ceux pour lesquels il était toujours possible d'accorder de l'aide financière pour de nouveaux projets.

PIQM
Projet en eaux usées

Annexe 1

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Grosses-Roches	Assainissement des eaux usées	- \$
Saint-Jean-de-Dieu	Réfection d'aqueduc, d'égout domestique, d'interception et de traitement des eaux usées.	235 027 \$
L'Isle-Verte	Réfection des réseaux d'aqueduc et d'égout (Phase 2 de l'assainissement des eaux usées)	- \$
Saint-Eusèbe	Égout domestique et assainissement des eaux usées	184 789 \$
Auclair	Assainissement des eaux usées	94 979 \$
Saint-Bruno-de-Kamouraska	Assainissement des eaux	158 697 \$
Saint-Philippe-de-Néri	L'amélioration du système de traitement des eaux usées.	74 299 \$
Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	Collecte, interception et traitement des eaux usées et remplacement d'une conduite d'aqueduc	167 545 \$
Piopolis	Infrastructures d'eau potable et d'eaux usées	126 087 \$
Audet	Construction d'étangs aérés à parois verticales pour le traitement des eaux usées municipales en remplacement du système actuel du type fosse septique avec éléments épurateurs	82 590 \$
Saint-Édouard-de-Lotbinière	Mise en place d'un réseau de collecte et d'un traitement des eaux usées	270 402 \$
Lac-aux-Sables	Construction d'un système de traitement d'eaux usées	- \$
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	Collecte et traitement des eaux usées	- \$
Saint-Luc-de-Vincennes	Assainissement des eaux usées	- \$
Stanbridge East	Infrastructures de collecte et d'assainissement des eaux usées municipales	78 791 \$
Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	Projet de mise aux normes des ouvrages d'alimentation en eau potable, de distribution, de collecte et de réfection d'ouvrages d'assainissement des eaux	280 582 \$
Frelighsburg	Mise aux normes de l'approvisionnement en eau souterraine et assainissement des eaux usées	141 565 \$
Notre-Dame-de-Stanbridge	Collecte et assainissement des eaux usées	183 204 \$
Sainte-Angèle-de-Prémont	Assainissement des eaux usées	225 826 \$
Saint-Boniface	Assainissement des eaux usées - Secteurs village et Désaulniers	- \$
Saint-Louis	Assainissement des eaux	142 565 \$
Saint-Valentin	Infrastructures d'assainissement des eaux usées	- \$
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	Mise en place d'un réseau d'égouts sanitaire avec traitement des eaux usées.	274 457 \$
Saint-Blaise-sur-Richelieu	Implantation des infrastructures d'assainissement des eaux usées secteur Village	- \$
Saint-Damien	Assainissement des eaux usées du secteur Village	101 448 \$

PIQM
Projet en eaux usées

Annexe 1

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Léry	Assainissement des eaux usées et mise en place d'un réseau d'aqueduc dans le secteur des Parcs et du chemin Saint-Louis	129 892 \$
Sainte-Clotilde	Assainissement des eaux usées	275 341 \$
Franklin	Distribution d'eau potable et assainissement des eaux usées dans le secteur St-Antoine-Abbé	276 680 \$
Hinchinbrooke	Collecte, interception et traitement des eaux usées - Secteur Athelstan	66 826 \$
Saint-Urbain-Premier	Réseau d'égout et traitement des eaux usées	171 404 \$
Saint-Télesphore	Collecte et traitement des eaux usées - secteur Village	- \$
Hudson	Assainissement des eaux usées et d'alimentation en eau potable	- \$
Boisbriand	Mise à niveau de la station d'épuration des eaux usées	690 789 \$
Grenville-sur-la-Rouge	Assainissement des eaux - secteur Pointe-au-Chêne	- \$
Kiamika	Traitement des eaux usées	63 419 \$
Chelsea	Assainissement des eaux usées du secteur Farm Point	- \$
Lac-Sainte-Marie	Mise aux normes de la station de traitement des eaux usées existante	25 991 \$
Shawville	Travaux de modifications à la station de traitement des eaux usées	91 710 \$
Bryson	Assainissement des eaux usées.	124 369 \$
Lamarche	Assainissement des eaux usées	93 308 \$
Portneuf-sur-Mer	Assainissement des eaux usées - Municipalité de Portneuf-sur-Mer	427 528 \$

¹ La présente liste contient tous les projets pour lesquels le Ministère a fait une promesse d'aide financière en 2013-2014. Par contre certains de ces projets n'ont pas reçu de versement entre le 1^{er} avril 2012 et le 21 mars 2014.

PIQM
Projet en eaux usées

Annexe 2

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Cloridorme	Collecte et assainissement des eaux usées	243 912 \$
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	Assainissement des eaux usées	707 099 \$
New Richmond	Centre Pin Rouge - Infrastructures d'aqueduc et d'égout domestique	228 226 \$
Sainte-Marguerite-Marie	Construction de 2 réseaux d'égout domestique et travaux de traitement des eaux usées pour les secteurs ouest et centre	38 859 \$
Val-Brillant	Assainissement des eaux	- \$
Grosses-Roches	Assainissement des eaux usées	75 215 \$
Saint-René-de-Matane	Collecte et interception des eaux usées secteur ruisseau Gagnon et mise aux normes des eaux usées	145 909 \$
Saint-Ulric	Projet de traitement des eaux usées et d'amélioration des postes de pompage	115 395 \$
Baie-des-Sables	Alimentation en eau, distribution d'eau potable, collecte, interception et traitement des eaux usées	561 776 \$
Métis-sur-Mer	Traitement des eaux usées - Secteur de Les Boules	121 268 \$
La Trinité-des-Monts	Travaux correctifs à la station de traitement des eaux usées et remplacement d'un tronçon d'égout sous la Route 232	55 555 \$
Saint-Clément	Interception et assainissement des eaux usées	206 576 \$
Sainte-Françoise	Traitement des eaux usées	- \$
Saint-Simon	Collecte, interception et traitement des eaux usées / Distribution de l'eau potable	- \$
Saint-Simon	Collecte, interception et traitement des eaux usées / Distribution de l'eau potable	340 457 \$
Saint-Antonin	Traitement d'eau potable et augmentation de la capacité de la station d'épuration	175 529 \$
Saint-François-Xavier-de-Viger	Assainissement des eaux usées	- \$
Cacouna	Route 132 - Prolongement des services d'eau potable et d'égout et assainissement	332 376 \$
Biencourt	Interception et assainissement des eaux usées	- \$
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	Collecte, interception et traitement des eaux usées	183 685 \$
Saint-Honoré-de-Témiscouata	Collecte, interception et traitement des eaux usées	269 744 \$
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	Réfection de la station d'épuration des eaux usées	390 134 \$
Saint-André	Collecte, interception et traitement des eaux usées	261 209 \$
Saint-Germain	Collecte et traitement des eaux usées	- \$

PIQM
Projet en eaux usées

Annexe 2

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Rivière-Ouelle	Mise en place de conduites d'aqueduc et d'égout domestique et assainissement des eaux usées (en lien avec le dossier 501134)	982 724 \$
L'Isle-aux-Coudres	Alimentation et distribution d'eau potable, collecte et traitement des eaux usées des secteurs de Saint-Bernard et de Saint-Louis	2 694 245 \$
Saint-Damase-de-L'Islet	Collecte, interception et traitement des eaux usées	- \$
Saint-Roch-des-Aulnaies	Alimentation en eau potable / Mise en place de réseaux d'aqueduc et d'égout sanitaire / Construction d'un système traitement des eaux usées	- \$
Saint-Paul-de-Montminy	Mise aux normes du système de collecte, interception et traitement des eaux usées	- \$
Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	Assainissement des eaux usées	- \$
Saint-Nazaire-de-Dorchester	Remplacement des réacteurs biologiques rotatifs	34 533 \$
La Durantaye	Construction d'une station d'épuration des eaux usées	141 012 \$
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	Collecte et traitement des eaux usées	92 909 \$
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	Assainissement des eaux	- \$
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	Infrastructures d'aqueduc et d'égout - Station écotouristique Duchesnay, École de foresterie et Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	232 887 \$
Saint-Séverin	Collecte, interception et traitement des eaux usées	126 052 \$
Saint-René	Assainissement des eaux usées	- \$
Saint-Benoît-Labre	Interception et traitement des eaux usées (en lien avec les dossiers 400226 et 400227 du TICQ 2000)	157 537 \$
Sainte-Cécile-de-Whitton	Mise à niveau de la station d'épuration existante	- \$
Saint-Pierre-de-Broughton	Collecte, interception et traitement des eaux usées, approvisionnement et distribution de l'eau potable	- \$
Saint-Gilles	Alimentation en eau potable et mise en place de réseaux d'aqueduc et d'égout avec traitement des eaux usées	315 469 \$
Val-Alain	Assainissement des eaux usées de la municipalité de Val-Alain.	306 985 \$
Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	Assainissement des eaux usées	- \$
Saint-Thuribe	Assainissement des eaux usées	- \$
Saint-Thuribe	Collecte et assainissement des eaux usées	242 686 \$
Sainte-Christine-d'Auvergne	Assainissement des eaux usées	48 294 \$
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	Collecte et traitement des eaux usées	621 022 \$
Saint-Luc-de-Vincennes	Assainissement des eaux usées	- \$

PIQM
Projet en eaux usées

Annexe 2

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Saints-Martyrs-Canadiens	Collecte, interception et traitement des eaux usées	152 744 \$
Chartierville	Collecte, interception et traitement des eaux usées	174 611 \$
Ascot Corner	Mise en conformité de la station d'épuration et du poste de pompage Blouin	- \$
Kingsbury	Assainissement des eaux usées	- \$
Saint-Malo	Égout domestique, interception et traitement des eaux usées	207 301 \$
Dixville	Assainissement des eaux usées	334 695 \$
Saint-Benoît-du-Lac	Traitement des eaux usées de l'Abbaye et des eaux industrielles de lavage de la fromagerie.	- \$
Orford	Mise à niveau de la station d'épuration des eaux usées	491 583 \$
Saint-Barnabé	Assainissement des eaux usées et travaux municipaux connexes	360 328 \$
Saint-Mathieu-du-Parc	Assainissement St-Mathieu (secteur de la montagne)	- \$
Yamaska	Collecte, interception et traitement des eaux usées de la municipalité et remplacement du réseau d'aqueduc en certains secteurs	902 394 \$
Saint-Valérien-de-Milton	Traitement des eaux usées : Implantation d'un traitement de type réacteur biologique séquentiel (RBS)	141 493 \$
Noyan	Traitement des eaux usées - Domaine Beaver	292 743 \$
Noyan	Assainissement des eaux usées dans le secteur de la rue Chez-Soi	- \$
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	Travaux d'égout sanitaire sous vide - Phase II	- \$
Sainte-Anne-de-Sabrevois	Alimentation en eau potable, collecte et interception des eaux usées	630 240 \$
Saint-Blaise-sur-Richelieu	Assainissement des eaux usées Secteur Village	- \$
Carignan	Agrandissement des étangs aérés et du poste de pompage no 4	- \$
Saint-Mathieu-de-Beloeil	Projet d'interception et d'assainissement d'eaux usées	32 076 \$
Saint-Marc-sur-Richelieu	Assainissement des eaux usées	236 270 \$
Saint-Charles-sur-Richelieu	Assainissement des eaux usées et réfection de conduites d'aqueduc	466 446 \$
Saint-Denis-sur-Richelieu	Infrastructures d'aqueduc, d'égout et de traitement des eaux usées	1 513 030 \$
Saint-Antoine-sur-Richelieu	Infrastructures de traitement des eaux usées	153 053 \$
Saint-Amable	Égout sanitaire - Phase 6	232 383 \$

PIQM
Projet en eaux usées

Annexe 2

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Saint-Paul	Mise aux normes des infrastructures d'eau potable et des eaux usées du secteur Place Morin	- \$
Saint-Donat	Construction d'un deuxième lit filtrant et d'un système de déphosphatation chimique à la station d'épuration existante	- \$
Saint-Lin--Laurentides	Assainissement des eaux usées domestiques provenant de cinq (5) secteurs résidentiels de la ville	195 549 \$
Saint-Jacques-le-Mineur	Approvisionnement en eau potable et assainissement des eaux usées.	- \$
Saint-Édouard	Interception et traitement des eaux usées	181 084 \$
Sainte-Barbe	Assainissement des eaux et approvisionnement en eau potable	- \$
Mont-Saint-Pierre	Alimentation en eau, distribution d'eau potable, collecte, interception et traitement des eaux usées	618 219 \$
Petite-Rivière-Saint-François	Interception, traitement des eaux usées et distribution d'eau potable (en lien avec le dossier 501440)	- \$
Saint-Cyrille-de-Lessard	Alimentation en eau, aqueduc, égout et assainissement des eaux usées	- \$
Sainte-Sabine	Mise aux normes l'alimentation en eau potable, remplacement de conduites d'aqueduc, collecte et assainissement des eaux usées	255 079 \$
Leclercville	Assainissement des eaux et alimentation en eau potable	710 064 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	Mise en place d'un réseau d'égouts sanitaires sur la rue Sainte-Marie	72 552 \$
Salaberry-de-Valleyfield	Mise aux normes et réfection de la station d'épuration des eaux usées La Seigneurie	- \$
Saint-Télesphore	Collecte et traitement des eaux usées du secteur Village	191 227 \$
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	Prolongement de l'émissaire de la station d'épuration	66 707 \$
Pincourt	Installation d'un système de désinfection UV à la station d'épuration et réfection du poste de pompage no 3	- \$
Vaudreuil-Dorion	Installation d'un système de désinfection des eaux usées par rayonnement ultraviolet	- \$
Sainte-Adèle	Remise aux normes du réseau et du système de traitement des eaux usées	83 450 \$
Mont-Tremblant	Amélioration et augmentation de la capacité de traitement - Usine d'épuration des eaux usées - Secteur Saint-Jovite	97 707 \$
La Conception	Remplacement du système d'épuration des eaux usées	59 818 \$
Lac-des-Écorces	Réhabilitation de la station d'épuration des eaux usées du secteur Val-Barrette.	- \$
Gatineau	Réfection de la station d'épuration et de postes de pompage de la Ville de Gatineau	- \$
Val-des-Monts	Collecte, interception et traitement des eaux usées des rues Lesage et Rock	87 974 \$
Déléage	Interception des eaux usées	52 472 \$

PIQM
Projet en eaux usées

Annexe 2

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Rouyn-Noranda	Interception et traitement des eaux usées du secteur Arntfield	47 038 \$
Rouyn-Noranda	Assainissement des eaux Quartier Cadillac	- \$
Landrienne	Assainissement des eaux usées	302 680 \$
Saint-Marc-de-Figuery	Assainissement des eaux usées	- \$
Saint-Dominique-du-Rosaire	Collecte et assainissement des eaux usées et eau potable (sans protection incendie)	- \$
Val-d'Or	Collecte, interception et traitement des eaux usées - secteur Louvicourt	135 196 \$
Val-d'Or	Collecte, interception et traitement des eaux usées de 17 résidences du chemin Siscoe et de la rue de la Plage	26 568 \$
Bégin	Assainissement des eaux usées	- \$

¹ La présente liste contient tous les projets pour lesquels le Ministère a fait une promesse d'aide financière en 2013-2014. Par contre certains de ces projets n'ont pas reçu de versement entre le 1^{er} avril 2012 et le 21 mars 2014.

FCCQ
Projet en eaux usées

Annexe 3.1

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Percé	Assainissement des eaux usées (secteur Val d'Espoir)	- \$
Cap-Chat	Assainissement des eaux usées	- \$
Albertville	Traitement des eaux usées - Municipalité d'Albertville	29 532 \$
La Rédemption	Assainissement des eaux usées	60 065 \$
Saint-Marc-du-Lac-Long	Alimentation et traitement de l'eau potable et assainissement d'eaux usées	197 899 \$
Saint-Damase-de-L'Islet	Collecte et assainissement des eaux	- \$
Saint-Roch-des-Aulnaies	Alimentation en eau potable / Mise en place de réseaux d'aqueduc et d'égouts sanitaire et pluvial / Construction d'un système traitement des eaux usées	- \$
Sainte-Apolline-de-Patton	Collecte et assainissement des eaux usées	101 147 \$
Saint-Jules	Traitement des eaux usées	- \$
Saint-Louis-de-Gonzague	Collecte et assainissement des eaux usées	- \$
Sainte-Cécile-de-Whitton	Collecte et traitement des eaux usées du secteur Saint-Samuel-Station	- \$
Sherbrooke	Travaux de rénovation de trois stations d'épuration, de réduction des débordements d'eaux usées et de réfection des réseaux de conduites.	- \$
Notre-Dame-du-Rosaire	Mise aux normes de l'eau potable, réfection du réseau d'aqueduc, égout et assainissement des eaux usées	381 081 \$
Saint-Jacques-de-Leeds	Eau potable et eaux usées	- \$
Saint-Prosper-de-Champlain	Traitement et distribution de l'eau potable, assainissement des eaux usées	- \$
Sainte-Brigitte-des-Saults	Mise en opération d'un nouveau puits, remplacement d'une partie du réseau d'aqueduc, construction d'un réseau d'égout	- \$
Shefford	Interception et traitement des eaux usées du secteur de la rue Sylvie	53 914 \$
Sainte-Ursule	Assainissement du Secteur Petit-Poste	76 331 \$
Saint-Cuthbert	Assainissement des eaux usées	171 676 \$
Saint-David	Assainissement des eaux usées	- \$
Sainte-Victoire-de-Sorel	Assainissement des eaux usées	- \$
Saint-Barnabé-Sud	Assainissement des eaux usées	- \$
Saint-Barnabé-Sud	Assainissement des eaux usées	- \$
Saint-Bernard-de-Michaudville	Assainissement des eaux usées	- \$
Saint-Marcel-de-Richelieu	Assainissement des eaux usées	- \$

FCCQ
Projet en eaux usées

Annexe 3.1

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Mariville	Mise aux normes de la station d'épuration des eaux usées	- \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	Mise en place d'égouts sanitaires et d'aqueduc dans le secteur Fleur de Lys	- \$
Saint-Ambroise-de-Kildare	Assainissement des eaux usées de la 30e avenue	- \$
Saint-Alphonse-Rodriguez	Mise aux normes des infrastructures du secteur village	- \$
Montréal	Construction d'une usine de production d'oxygène à la station de traitement des eaux usées	- \$
Senneville	Collecte d'eaux usées dans le secteur Crevierville	- \$
Léry	Implantation de réseaux d'aqueduc et d'égout sanitaire dans le secteur des Parcs et sur diverses rues	328 497 \$
Saint-Jacques-le-Mineur	Assainissement des eaux usées du secteur du parc Landry	- \$
Saint-Michel	Infrastructures d'assainissement des eaux usées	- \$
Rivière-Beaudette	Assainissement des eaux usées du secteur Pointe-Lalonde	- \$
Saint-Eustache	Modifications à la station d'épuration des eaux usées	- \$
Saint-Placide	Mise aux normes du système de traitement des eaux usées	- \$
Saint-Adolphe-d'Howard	Prolongement réseaux égout et aqueduc, secteur Village.	- \$
Sainte-Agathe-des-Monts	Mise à niveau de la station d'épuration des eaux usées et des ouvrages de surverse	164 636 \$
Gatineau	Désinfection des eaux usées à la station d'épuration du secteur Gatineau	- \$
Chelsea	Assainissement des eaux usées du secteur Centre	- \$
Saint-Lambert	Assainissement des eaux usées	71 720 \$
Saint-Dominique-du-Rosaire	Collecte et assainissement des eaux usées et eau potable (sans protection incendie)	- \$
Longue-Rive	Projet de distribution d'eau potable et d'évacuation et de traitement des eaux usées	- \$
Fermont	Traitement des eaux usées	321 631 \$
Régie d'ass. des eaux du bassin de La Prairie	Travaux de réfection à la station d'épuration	- \$

¹ La présente liste contient tous les projets pour lesquels le Ministère a fait une promesse d'aide financière en 2013-2014. Par contre certains de ces projets n'ont pas reçu de versement entre le 1er avril 2012 et le 21 mars 2014.

FCCQ-GP
Projet en eaux usées

Annexe 3.2

Demandeur	Titre du projet	Sommes versées provincial ¹
Montréal	Désinfection de l'effluent de la station d'épuration Jean-R.-Marcotte	- \$

¹ La présente liste contient tous les projets pour lesquels le Ministère a fait une promesse d'aide financière en 2013-2014. Par contre certains de ces projets n'ont pas reçu de versement entre le 1er avril 2012 et le 21 mars 2014.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #67

État de situation entourant le litige du droit de vote aux élections municipales des Autochtones domiciliés dans les réserves ou établissements indiens situés à l'intérieur des municipalités du Québec.

En 2013-2014, il n'y a pas eu de litige concernant le droit de vote aux élections municipales des Autochtones domiciliés dans les réserves ou établissements indiens situés à l'intérieur des municipalités du Québec.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #68

État d'avancement et ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2014-2015, et les sommes projetées jusqu'en 2024, pour la Politique nationale de la ruralité 2014-2024.

La Politique nationale de la ruralité 2014-2024, approuvée le 6 novembre 2013, prévoit une enveloppe de 38 876,2 k\$ pour 2014-2015. Cette enveloppe est répartie au Budget de dépenses 2014-2015 entre le portefeuille « Affaires municipales et Occupation du territoire » où nous retrouvons un montant de 36 912,1 k\$ et le portefeuille « Travail » où nous retrouvons un montant de 1 964,1 k\$ au Secrétariat à la Capitale-Nationale pour la région de la Capitale-Nationale.

La Politique nationale de la ruralité 2014-2024 est assortie d'une enveloppe de 470 millions de dollars sur 10 ans.

- 340 millions de dollars sur 10 ans pour le renouvellement des pactes ruraux avec les MRC et territoires équivalents en milieu rural;
- 63,5 millions de dollars sur 10 ans pour des « pactes plus » affectés à la mise en oeuvre, à l'échelle de chaque MRC en territoire rural, de projets nouveaux et structurants qui s'inscrivent dans la foulée d'expériences positives menées par les laboratoires ruraux et les groupes de travail de la précédente politique;
- 49 millions de dollars pour le renforcement du réseau des agents de développement rural dont le nombre passera de 136 à quelque 155, qui comprendra une brigade particulière d'agents de développement affectés aux milieux à revitaliser;
- 8,5 millions de dollars pour assurer le financement de Solidarité rurale du Québec;
- 7,2 millions pour des outils mis à la disposition des milieux : une nouvelle plateforme numérique d'échanges, le développement et le transfert de connaissances, un outil remis à chaque communauté pour mesurer sa vitalité sociale et agir pour la stimuler.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande # 69

Ventilation des montants alloués pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à l'organisme Solidarité rurale du Québec.

Le budget alloué pour 2013-2014 s'élève à 766 000 \$.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #70

État d'avancement et ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2014-2015 pour le Programme d'infrastructures en entrepreneuriat collectif.

L'information demandée relève du ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #71	Ventilation des sommes provisionnées dans le plan budgétaire 2014-2015 en vue de la signature d'une entente Québec-Municipalités.
-------------	---

NOM DE LA MESURE	MONTANT (Millions \$)	COMMENTAIRES
Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics	166,5	Montant prévu au livre des crédits à l'élément 3 du programme 3 du portefeuille « Affaires municipales et Occupation du territoire »
Péréquation	60,0	Montant prévu au livre des crédits à l'élément 3 du programme 3 du portefeuille « Affaires municipales et Occupation du territoire »
Compensation tenant lieu de taxes pour les terres publiques	20,7	Montant prévu au livre des crédits à l'élément 3 du programme 3 d du portefeuille « Affaires municipales et Occupation du territoire »
Subvention tenant lieu d'un accès aux redevances sur les ressources naturelles	10,2	Montant prévu au livre des crédits à l'élément 3 du programme 3 du portefeuille « Affaires municipales et Occupation du territoire »
Aide aux équipements métropolitains désignés sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal	13,3	Montant prévu au livre des crédits à l'élément 3 du programme 3 du portefeuille « Affaires municipales et Occupation du territoire »
Aide aux MRC	9,2	3,2 M\$: Montant prévu au livre des crédits à l'élément 3 du programme 3 du portefeuille « Affaires municipales et Occupation du territoire » 6,0 M\$: Montant prévu au livre des crédits à l'élément 2 du programme 3 du portefeuille « Affaires municipales et Occupation du territoire »
Aide à la Capitale-Nationale	7,8	Montant prévu au Secrétariat à la Capitale-Nationale à l'élément 1 du programme 2 du portefeuille « Travail »
Remboursement de la TVQ	481,7	Cette mesure est gérée par Revenu Québec à même les recettes de la TVQ. Le montant de 481,7 M\$, qui correspond à celui de 472,0 M\$ alloué en 2013, ajusté selon l'évolution prévue des dépenses taxables, est un estimé.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #72

Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 pour évaluer la possibilité de modifier les pouvoirs et les responsabilités des municipalités régionales de comté, des centres locaux de développement et des conférences régionales des élus. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études.

Aucune étude n'a été réalisée.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #73

Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 sur les conditions de base essentielles ou prioritaires en région. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études.

Aucune étude n'a été réalisée en 2013-2014.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande # 74

Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 sur la décentralisation, la régionalisation ou la déconcentration des ressources. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études. Dépôt des comptes rendus des ministères et organismes relatant leurs efforts en matière de décentralisation et de mesures favorisant l'occupation dynamique du territoire.

M. Marc-Urbain Proulx, sous-ministre aux Régions, a tenu plusieurs discussions avec les partenaires.

Actions du ministère en matière de décentralisation :

Rencontrer des partenaires pour discuter des différentes possibilités de décentralisation

- UMQ
- FQM
- Préfets de MRC
- Table gouvernementale des affaires territoriales (sous-ministres adjoints responsables de bureaux régionaux)
- Table Québec-Régions
- Solidarité rurale du Québec
- Conférences administratives régionales (Côte-Nord et Centre-du-Québec, notamment)

Documenter des initiatives et projets-pilotes en décentralisation avec les ministères et organismes concernés :

Initiatives :

- Transports collectifs
- Forêts de proximité
- Terres publiques

Projet-pilote :

- CAR spéciale du Saguenay-Lac-Saint-Jean (afin que la CAR se dote d'un plan d'actions). Voir l'annexe 1 à la réponse de la question 3 de la demande de renseignements particuliers.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #75

Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 pour évaluer la possibilité d'utiliser les nouvelles technologies permettant le travail à distance hors des grands centres. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études.

Le MAMROT n'a pas demandé d'étude pour évaluer la possibilité d'utiliser les nouvelles technologies permettant le travail à distance hors des grands centres.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #76

Liste de toutes les études ayant été réalisées depuis 2008 traitant des avantages et des inconvénients relativement à la modulation des programmes d'aide gouvernementaux applicables aux municipalités. Dépôt des rapports et ventilation des coûts reliés aux études.

Aucune étude n'a été réalisée.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #77

Outre la Politique nationale de la ruralité 2014-2024, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec à mis en place afin d'appuyer les intervenants des milieux ruraux. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques.

Programmes du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Dépenses 2013-2014
Fonds de soutien aux territoires en difficulté	1 198,9 k\$
Communautés rurales branchées	3 335,3 k\$
Fonds conjoncturel de développement *	3 072,1 k\$
Fonds de développement régional * (incluant l'entente de financement global de l'ARK)	46 079,0 k\$

* Ces programmes ne sont pas uniquement destinés à des interventions en milieu rural.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande # 78	Pour la Direction de la métropole du MAMROT : le budget de fonctionnement de cette direction en 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015; le nombre d'employés; les réalisations et les dossiers en cours; la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et les noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.
--------------	--

Pour la direction des affaires métropolitaines du Ministère, voici l'information demandée :		
Direction des affaires métropolitaines	2013-2014	Prévisions 2014-2015
Budget de fonctionnement	10 372 \$	13 218 \$
Nombre d'employés	7	7
Direction des affaires métropolitaines	Synthèse des principales réalisations 2013-2014	Dossiers en cours
	Informar et soutenir les 82 municipalités et les 14 MRC et agglomérations du territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) pour les questions d'aménagement et d'affaires municipales AMÉNAGEMENT <u>Suivi de l'adoption et de la mise en œuvre du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de la CMM :</u> • rédaction des avis gouvernementaux et des avis sectoriels sur la modification des schémas d'aménagement des MRC dont la mise en concordance de ces schémas au PMAD de la CMM (environ 100 dossiers) • rédaction des avis sectoriels sur les modifications des SADR des MRC péri-métropolitaines (environ 40 dossiers) • analyse de l'implantation d'un pôle logistique en Montérégie • accompagnement de MRC dans l'élaboration de leur plan de développement de la zone agricole (PDZA)	AMÉNAGEMENT Élaboration des PDZA des MRC métropolitaines Réalisation de projets de développement urbain axés sur l'utilisation du transport en commun (programme TOD de la CMM) Implantation d'un pôle logistique en Montérégie Suivi des concordances au PMAD de la CMM Participation à la mise en œuvre de l'orientation no. 10 Participation au comité métropolitain sur la sécurité du transport ferroviaire

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande # 78	Pour la Direction de la métropole du MAMROT : le budget de fonctionnement de cette direction en 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015; le nombre d'employés; les réalisations et les dossiers en cours; la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et les noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.
--------------	--

Direction des affaires métropolitaines (suite)	Suivi de la concordance des schémas d'aménagement des MRC métropolitaines au PMAD de la CMM. Participation au comité métropolitain sur la sécurité du transport ferroviaire AFFAIRES MUNICIPALES Traitement des demandes de renseignements portant sur la gestion municipale (environ 700 demandes) Traitement des plaintes portant sur de prétendues irrégularités aux lois municipales (environ 30 dossiers) Traitement de diverses demandes du milieu municipal, y compris des demandes de regroupement, d'annexion et de redressement (environ 100 mandats) Accompagnement d'administrations municipales en difficulté Suivi auprès des organismes municipaux concernant les déclarations d'intérêts pécuniaires, l'adoption des codes d'éthique et des politiques de gestion contractuelle (environ 150 dossiers). Rédaction de fiches d'information en lien avec l'actualité Participation aux deux ORSC de la région métropolitaine (Organisation régionale de sécurité civile)	AFFAIRES MUNICIPALES Quatre dossiers de redressement des limites territoriales en traitement (Montréal, Saint-Lambert, Saint-Bruno, Sainte-Thérèse) Traitement de plaintes reçues au Bureau du commissaire aux plaintes concernant les municipalités du territoire métropolitain Trois dossiers d'annexion en traitement (Charlemagne, Repentigny, L'Assomption) Participation aux travaux d'élaboration du plan stratégique des ORSC de la région métropolitaine Un dossier de changement de nom de la municipalité de Calixa-Lavallée Un dossier de conciliation entre les municipalités de Carignan et de Saint-Bruno-de-Montarville Participation au comité métropolitain sur l'agrite du frêne Un dossier d'annexion entre les municipalités de Carignan et de Saint-Bruno-de-Montarville
---	---	--

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande # 78	Pour la Direction de la métropole du MAMROT : le budget de fonctionnement de cette direction en 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015; le nombre d'employés; les réalisations et les dossiers en cours; la liste des contrats externes accordés par cette direction du ministère, les sommes accordées et les noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats.
--------------	--

Direction des affaires métropolitaines (suite)	ADMINISTRATION DES PROGRAMMES D'AIDE Traitement des demandes d'aide de soutien financier provenant des MRC dans le cadre du programme d'aide financière aux MRC Analyse et recommandation des projets déposés dans le cadre du Fonds municipal vert de la Fédération canadienne des municipalités Analyse et recommandation des projets déposés dans le cadre du programme PIEC en économie sociale	ADMINISTRATION DES PROGRAMMES D'AIDE Analyse des demandes de financement des municipalités dans le cadre du Fonds municipal vert Analyse et suivi des demandes de financement des MRC
<u>Liste des contrats externes accordés par cette direction, sommes accordées et noms des entreprises et organismes qui ont obtenu des contrats</u>		
Aucun		

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

La liste ci-jointe présente les plaintes traitées en 2013-2014. Elle regroupe les plaintes fermées dans l'année financière 2013-2014 et en suivi au 31 mars 2014.

Procédures de suivi par le Ministère pour les plaintes considérées comme fondées. Deux situations peuvent se présenter :

- Une lettre du commissaire aux plaintes est transmise : recommandation(s) sur un ou des aspect(s) de la gestion d'une municipalité où le Ministère a constaté une infraction à une loi qui relève de sa juridiction. Le commissaire mandate la direction régionale qui couvre le territoire de la municipalité afin de s'assurer que celle-ci pose une action appropriée, dans le délai prescrit, afin d'éviter que la situation ne se reproduise à nouveau;
- Une lettre du sous-ministre: en plus de la recommandation énoncé ci-dessus, le sous-ministre exige que la municipalité publie sa lettre, et ce, de la même manière qu'elle publie ses avis publics. La lettre du sous-ministre doit être lue en séance du conseil municipal et doit être publiée sur le site Web du Ministère.

Pour l'année financière 2013-2014, 76 dossiers de plainte se sont avérés fondés et 13 étaient en suivi au 31 mars 2014. Sans reprendre toutes les actions entreprises par le Ministère dans chacun de ces dossiers, nous pouvons affirmer que dans tous les dossiers de plainte fondées le Ministère est intervenu auprès des municipalités afin de les informer de la ou des contravention(s) aux lois constatées, de formuler des recommandations ou encore d'exiger des correctifs à apporter. Les plaintes sont fermées lorsque les actions posées par les municipalités s'avèrent suffisantes.

Les plaintes dites « admissibles » contiennent des éléments sur lesquels le Ministère a la compétence d'intervenir, tel que prévu à la Politique de traitement des plaintes relatives aux municipalités. Il s'agit de présumés manquements aux lois qui relèvent de la responsabilité du Ministre. Nous disons alors que de telles plaintes sont admissibles en vertu de notre politique.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Abercorn	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Admissible	Non fondée
Alleyn-et-Cawood	Gestion financière de la Municipalité - Autres	Admissible	Non fondée
Alleyn-et-Cawood	Séances du conseil	Admissible	Non fondée
Ange-Gardien	Adjudication de contrats, aliénation et location de biens - Autres	Admissible	Fondée
Armagh	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Armagh	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Asbestos	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Aumond	Commission d'accès à l'information	Non admissible	Non fondée
Baie-Comeau	Adjudication de contrats sans résolution	Admissible	Fondée
Baie-Trinité	Commission d'accès à l'information	Non admissible	Non fondée
Beauceville	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Beauharnois	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Beauharnois	Adoption et modification des règlements d'urbanisme	Admissible	Non fondée
Beaumont	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Beaumont	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Beaumont	Vente de biens	Admissible	Non fondée
Bellechasse	Adjudication de contrats, aliénation et location de biens - Autres	Non admissible	Non fondée
Beloeil	Règlements d'emprunt	Admissible	Non fondée
Beloeil	Engagement de crédit	Non admissible	Non fondée
Berry	Qualité de l'environnement (MDDEP)	Non admissible	Non fondée
Blainville	Sujet porté à l'attention du tribunal	Non admissible	Non fondée
Blainville	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Blue Sea	Inéligibilité de l' élu	Admissible	Non fondée
Boischatel	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Bolton-Est	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Bolton-Ouest	Adoption et modification des règlements d'urbanisme	Admissible	Non fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Brome	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Brossard	Remboursement de frais aux élus	Non admissible	Non fondée
Brownsburg-Chatham	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Cantley	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Caplan	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Caplan	Mode d'octroi du contrat (de gré à gré ou par appel d'offres)	Non admissible	Non fondée
Cap-Saint-Ignace	Adoption et modification des règlements d'urbanisme	Non admissible	Non fondée
Cayamant	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Chambord	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Chambord	Adjudication de contrats, aliénation et location de biens - Autres	Admissible	Fondée
Charlemagne	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Charlemagne	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Château-Richer	Subvention municipale	Admissible	Non fondée
Chelsea	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Chelsea	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Admissible	Non fondée
Chelsea	Adoption et modification des règlements d'urbanisme	Non admissible	Non fondée
Chelsea	Adjudication de contrats, aliénation et location de biens - Autres	Non admissible	Non fondée
Chute-Saint-Philippe	Litiges privés	Non admissible	Non fondée
Clermont	Mode d'octroi du contrat (de gré à gré ou par appel d'offres)	Admissible	Non fondée
Coaticook	Soumission non-conforme	Admissible	Non fondée
Contrecoeur	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Denholm	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Denholm	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Denholm	Vente de biens	Non admissible	Non fondée
Denholm	Adjudication de contrats, aliénation et location de biens - Autres	Admissible	Non fondée
Deux-Montagnes	Règlements d'emprunt	Admissible	Fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Deux-Montagnes	Vente de biens	Non admissible	Non fondée
Dollard-Des Ormeaux	Adoption et modification des règlements d'urbanisme	Admissible	Non fondée
Drummondville	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Drummondville	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Dudswell	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Dunham	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Eastman	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Entrelacs	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Non admissible	Non fondée
Esprit-Saint	Sujet porté à l'attention du tribunal	Non admissible	Non fondée
Farnham	Sujet porté à l'attention du tribunal	Non admissible	Non fondée
Farnham	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Farnham	Tarification	Admissible	Non fondée
Ferme-Neuve	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Non admissible	Non fondée
Fossambault-sur-le-Lac	Lois et règlements en urbanisme - Autres	Non admissible	Non fondée
Frontenac	Malversation, abus de confiance ou autres inconduites	Non admissible	Non fondée
Gatineau	Sécurité (MSP)	Non admissible	Non fondée
Granby	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Granby	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Granby	Subvention municipale	Admissible	Fondée
Granby	Appel d'offres dirigé	Admissible	Non fondée
Granby	Adjudication de contrats, aliénation et location de biens - Autres	Admissible	Non fondée
Grandes-Piles	Utilisation de biens ou services publics à des fins privées	Admissible	Non fondée
Grenville	Adjudication de contrats, aliénation et location de biens - Autres	Admissible	Non fondée
Grenville-sur-la-Rouge	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Non admissible	Non fondée
Grenville-sur-la-Rouge	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Non admissible	Non fondée
Grenville-sur-la-Rouge	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Non admissible	Non fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Hampden	Gestion financière de la Municipalité - Autres	Admissible	Non fondée
Hampden	Appel d'offres dirigé	Admissible	Fondée
Havelock	Mode d'octroi du contrat (de gré à gré ou par appel d'offres)	Admissible	Fondée
Huntingdon	Gestion financière de la Municipalité - Autres	Non admissible	Non fondée
Joliette	Adoption et modification des règlements d'urbanisme	Admissible	Non fondée
La Bostonnais	Litiges privés	Non admissible	Non fondée
La Guadeloupe	Appel d'offres dirigé	Non admissible	Non fondée
La Minerve	Séances du conseil	Non admissible	Non fondée
La Nouvelle-Beauce	Lois et règlements en urbanisme - Autres	Admissible	Non fondée
La Vallée-du-Richelieu	Adoption et modification des règlements d'urbanisme	Admissible	Fondée
La Visitation-de-l'Île-Dupas	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Labrecque	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Lac-Bouchette	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Admissible	Non fondée
Lac-Brome	Mode d'octroi du contrat (de gré à gré ou par appel d'offres)	Admissible	Fondée
Lac-du-Cerf	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Lac-du-Cerf	Référendums municipaux	Admissible	Non fondée
Lacolle	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Lacolle	Règlement de régie interne et période de questions	Non admissible	Non fondée
Lac-Saint-Jean-Est	Appel d'offres dirigé	Admissible	Non fondée
Lac-Simon	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Non admissible	Non fondée
Lamarche	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Admissible	Non fondée
Lamarche	Intérêt dans un contrat avec la Municipalité	Admissible	Non fondée
L'Ancienne-Lorette	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Admissible	Non fondée
L'Ancienne-Lorette	Appel d'offres dirigé	Non admissible	Non fondée
L'Ancienne-Lorette	Adjudication de contrats, aliénation et location de biens - Autres	Non admissible	Non fondée
L'Ange-Gardien	Inéligibilité de l' élu	Non admissible	Non fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Lantier	Utilisation de biens ou services publics à des fins privées	Admissible	Non fondée
L'Assomption	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
L'Assomption	Mode d'octroi du contrat (de gré à gré ou par appel d'offres)	Admissible	Non fondée
Launay	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Launay	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Non admissible	Non fondée
Laval	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Laval	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Laval	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Laval	Commission d'accès à l'information	Non admissible	Non fondée
Laval	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Laval	Rôle de l'évaluation foncière	Non admissible	Non fondée
Laval	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Laval	Règlements d'emprunt	Admissible	Non fondée
Laval	Déroulement des élections municipales	Non admissible	Non fondée
Laval	Soumission non-conforme	Non admissible	Non fondée
Le Domaine-du-Roy	Séances du conseil	Admissible	Non fondée
Le Haut-Saint-François	Tarifcation	Non admissible	Non fondée
Le Haut-Saint-François	Tarifcation	Admissible	Fondée
Le Haut-Saint-Laurent	Lois et règlements en urbanisme - Autres	Admissible	Non fondée
Le Haut-Saint-Laurent	Autres	Admissible	Fondée
Le Haut-Saint-Laurent	Adjudication de contrats sans résolution	Admissible	Fondée
Le Haut-Saint-Laurent	Autres	Admissible	Fondée
Les Laurentides	Rôle de l'évaluation foncière	Admissible	Non fondée
Les Laurentides	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Les Pays-d'en-Haut	Adjudication de contrats, aliénation et location de biens - Autres	Admissible	Fondée
Lévis	Taxes	Non admissible	Non fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Lévis	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Lévis	Déroulement des élections municipales	Non admissible	Non fondée
Lévis	Mode d'octroi du contrat (de gré à gré ou par appel d'offres)	Non admissible	Non fondée
L'Isle-Verte	Séances du conseil	Admissible	Fondée
Lochaber-Partie-Ouest	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Lochaber-Partie-Ouest	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Lochaber-Partie-Ouest	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Lochaber-Partie-Ouest	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Admissible	Fondée
Lochaber-Partie-Ouest	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Admissible	Non fondée
Lochaber-Partie-Ouest	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Non admissible	Non fondée
Lochaber-Partie-Ouest	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Non admissible	Non fondée
Lochaber-Partie-Ouest	Règlement de régie interne et période de questions	Admissible	Non fondée
Lochaber-Partie-Ouest	Adoption de résolutions ou de règlements	Admissible	Non fondée
Lochaber-Partie-Ouest	Déroulement des élections municipales	Non admissible	Non fondée
Lochaber-Partie-Ouest	Déroulement des élections municipales	Non admissible	Non fondée
Lochaber-Partie-Ouest	Modifications au contrat	Admissible	Non fondée
Lorraine	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Lotbinière	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Magog	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Maniwaki	Subvention municipale	Admissible	Fondée
Mansfield-et-Pontefract	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Maskinongé	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Matane	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Matawinie	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Mille-Isles	Référendums municipaux	Admissible	Non fondée
Mille-Isles	Vente de biens	Admissible	Non fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Montcalm	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Mont-Laurier	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Mont-Laurier	Transport	Non admissible	Non fondée
Montréal	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Montréal	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Montréal	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Montréal	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Admissible	Fondée
Montréal	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Montréal	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Montréal	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Montréal	Qualité de l'environnement (MDDEP)	Non admissible	Non fondée
Montréal	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Montréal	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Montréal	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Montréal	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Montréal	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Montréal	Soumission non-conforme	Admissible	Non fondée
Montréal-Est	Sujet porté à l'attention du tribunal	Non admissible	Non fondée
Mont-Royal	Commission d'accès à l'information	Non admissible	Non fondée
Mont-Saint-Grégoire	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Mont-Saint-Hilaire	Opportunité d'une décision locale	Admissible	Fondée
Mont-Saint-Hilaire	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Mont-Saint-Hilaire	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Mont-Saint-Pierre	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Morin-Heights	Appel d'offres dirigé	Admissible	Non fondée
New Carlisle	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
New Richmond	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Normétal	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Normétal	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Admissible	Non fondée
Notre-Dame-de-Lourdes	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Ormstown	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Ormstown	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Ormstown	Subvention municipale	Admissible	Fondée
Ormstown	Subvention municipale	Admissible	Fondée
Ormstown	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Admissible	Non fondée
Ormstown	Lois et règlements en urbanisme - Autres	Non admissible	Non fondée
Percé	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Percé	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Percé	Gestion financière de la Municipalité - Autres	Non admissible	Non fondée
Percé	Gestion financière de la Municipalité - Autres	Non admissible	Non fondée
Percé	Remboursement de frais aux élus	Admissible	Non fondée
Percé	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Non admissible	Non fondée
Piedmont	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Pierre-De Saurel	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Pincourt	Engagement de crédit	Admissible	Non fondée
Pointe-Claire	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Pointe-des-Cascades	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Pontiac	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Pontiac	Adjudication de contrats, aliénation et location de biens - Autres	Admissible	Non fondée
Port-Daniel-Gascons	Lois et règlements en urbanisme - Autres	Admissible	Non fondée
Port-Daniel-Gascons	Lois et règlements en urbanisme - Autres	Non admissible	Non fondée
Portneuf	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Portneuf	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Potton	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Admissible	Fondée
Preissac	Inéligibilité de l'élu	Non admissible	Non fondée
Québec	Taxes	Admissible	Non fondée
Québec	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Québec	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Québec	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Québec	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Québec	Gestion financière de la Municipalité - Autres	Admissible	Non fondée
Québec	Adjudication de contrats, aliénation et location de biens - Autres	Non admissible	Non fondée
Québec	Adjudication de contrats, aliénation et location de biens - Autres	Non admissible	Non fondée
Rawdon	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Admissible	Fondée
Rawdon	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l'élu - Autres	Admissible	Fondée
Rawdon	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l'élu - Autres	Admissible	Fondée
Rawdon	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l'élu - Autres	Admissible	Non fondée
Rawdon	Adjudication de contrats, aliénation et location de biens - Autres	Admissible	Fondée
Régie intermunicipale Argenteuil-Deux-Montagnes	Sujet porté à l'attention du tribunal	Admissible	Non fondée
Régie intermunicipale des Trois-Lacs	Séances du conseil	Admissible	Fondée
Repentigny	Déroulement des élections municipales	Non admissible	Non fondée
Richelieu	Litiges privés	Non admissible	Non fondée
Rigaud	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Rigaud	Budget et états financiers	Admissible	Non fondée
Ripon	Sujet porté à l'attention du tribunal	Non admissible	Non fondée
Ripon	Taxes	Non admissible	Non fondée
Rivière-à-Pierre	Sujet porté à l'attention du tribunal	Non admissible	Non fondée
Rivière-Beaudette	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l'élu - Autres	Admissible	Non fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Rivière-du-Loup	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Rouyn-Noranda	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Saguenay	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saguenay	Budget et états financiers	Admissible	Fondée
Saguenay	Budget et états financiers	Admissible	Fondée
Saguenay	Budget et états financiers	Admissible	Fondée
Saguenay	Gestion financière de la Municipalité - Autres	Non admissible	Non fondée
Saguenay	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Admissible	Fondée
Saguenay	Malversation, abus de confiance ou autres inconduites	Admissible	Non fondée
Saguenay	Mode d'octroi du contrat (de gré à gré ou par appel d'offres)	Non admissible	Non fondée
Saguenay	Appel d'offres dirigé	Admissible	Non fondée
Saint-Adolphe-d'Howard	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Saint-Adolphe-d'Howard	Dépassement de coûts	Admissible	Non fondée
Saint-Adrien-d'Irlande	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Non admissible	Non fondée
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	Appel d'offres dirigé	Admissible	Non fondée
Saint-Alphonse-Rodriguez	Non respect des clauses d'un contrat	Admissible	Non fondée
Saint-Anicet	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Saint-Antoine-de-Tilly	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Saint-Antoine-de-Tilly	Subvention municipale	Admissible	Fondée
Saint-Antoine-sur-Richelieu	Règlements d'emprunt	Admissible	Fondée
Saint-Antoine-sur-Richelieu	Adoption de résolutions ou de règlements	Non admissible	Non fondée
Saint-Apollinaire	Fractionnement d'un contrat	Admissible	Non fondée
Saint-Arsène	Adoption de résolutions ou de règlements	Admissible	Non fondée
Saint-Augustin-de-Desmaures	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Bernard	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Non admissible	Non fondée
Saint-Bernard-de-Lacolle	Sujet porté à l'attention du tribunal	Non admissible	Non fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Saint-Bernard-de-Lacolle	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Saint-Boniface	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Bruno-de-Montarville	Lois et règlements en urbanisme - Autres	Non admissible	Non fondée
Saint-Charles-Borromée	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Charles-de-Bourget	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Charles-de-Bourget	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Admissible	Non fondée
Saint-Chrysostome	Opportunité d'une décision locale	Admissible	Fondée
Saint-Colomban	Litiges privés	Admissible	Fondée
Saint-Colomban	Litiges privés	Non admissible	Non fondée
Saint-Colomban	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Saint-Colomban	Malversation, abus de confiance ou autres inconduites	Admissible	Non fondée
Saint-Constant	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Constant	Taxes	Non admissible	Non fondée
Saint-Constant	Transport	Non admissible	Non fondée
Saint-Constant	Bail emphytéotique	Admissible	Fondée
Saint-Damien	Appel d'offres dirigé	Admissible	Non fondée
Saint-David-de-Falardeau	Référendums municipaux	Non admissible	Non fondée
Saint-Denis-de-Brompton	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Admissible	Fondée
Saint-Didace	Inéligibilité de l' élu	Admissible	Non fondée
Saint-Donat	Règlements d'emprunt	Admissible	Fondée
Saint-Donat	Utilisation de biens ou services publics à des fins privées	Admissible	Non fondée
Sainte-Adèle	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Sainte-Angèle-de-Monnoir	Mode d'octroi du contrat (de gré à gré ou par appel d'offres)	Admissible	Fondée
Sainte-Angèle-de-Monnoir	Appel d'offres dirigé	Admissible	Fondée
Sainte-Anne-de-Bellevue	Lois et règlements en urbanisme - Autres	Admissible	Non fondée
Sainte-Anne-de-Bellevue	Modifications au contrat	Admissible	Non fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	Traitement des élus municipaux	Non admissible	Non fondée
Sainte-Anne-de-Sabrevois	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Sainte-Anne-de-Sabrevois	Lois et règlements en urbanisme - Autres	Admissible	Non fondée
Sainte-Anne-de-Sabrevois	Séances du conseil	Admissible	Fondée
Sainte-Anne-de-Sabrevois	Adjudication de contrats sans résolution	Admissible	Fondée
Sainte-Anne-des-Lacs	Lois et règlements en urbanisme - Autres	Admissible	Non fondée
Sainte-Brigide-d'Iberville	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Sainte-Brigide-d'Iberville	Tarification	Admissible	Fondée
Sainte-Brigitte-de-Laval	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Sainte-Brigitte-de-Laval	Sécurité (MSP)	Non admissible	Non fondée
Sainte-Brigitte-de-Laval	Commission d'accès à l'information	Non admissible	Non fondée
Sainte-Brigitte-de-Laval	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Sainte-Brigitte-de-Laval	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Admissible	Fondée
Sainte-Brigitte-de-Laval	Modifications au contrat	Admissible	Fondée
Sainte-Brigitte-de-Laval	Soumission non-conforme	Non admissible	Non fondée
Sainte-Christine-d'Auvergne	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Sainte-Christine-d'Auvergne	Adjudication de contrats sans résolution	Non admissible	Non fondée
Sainte-Clotilde	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Admissible	Fondée
Saint-Édouard-de-Fabre	Inéligibilité de l' élu	Admissible	Fondée
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Sainte-Famille	Qualité de l'environnement (MDDEP)	Non admissible	Non fondée
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	Inéligibilité de l' élu	Admissible	Fondée
Sainte-Julienne	Règlements d'emprunt	Admissible	Non fondée
Sainte-Julienne	Règlement de régie interne et période de questions	Admissible	Non fondée
Sainte-Julienne	Vente de biens	Admissible	Fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Sainte-Justine-de-Newton	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	Fractionnement d'un contrat	Admissible	Non fondée
Sainte-Marie-Madeleine	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Admissible	Fondée
Sainte-Marie-Madeleine	Lois et règlements en urbanisme - Autres	Admissible	Fondée
Saint-Émile-de-Suffolk	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Non admissible	Non fondée
Saint-Éphrem-de-Beauce	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Saint-Épiphanie	Traitement des élus municipaux	Admissible	Non fondée
Sainte-Séraphine	Sujet porté à l'attention du tribunal	Non admissible	Non fondée
Sainte-Sophie	Budget et états financiers	Admissible	Fondée
Sainte-Sophie	Déroulement des élections municipales	Non admissible	Non fondée
Sainte-Sophie	Déroulement des élections municipales	Non admissible	Non fondée
Sainte-Sophie-de-Lévrard	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Sainte-Sophie-d'Halifax	Intérêt dans un contrat avec la Municipalité	Admissible	Fondée
Saint-Esprit	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Admissible	Fondée
Saint-Étienne-de-Bolton	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Eustache	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Eustache	Règlements d'emprunt	Admissible	Non fondée
Saint-Faustin--Lac-Carré	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Faustin--Lac-Carré	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Admissible	Non fondée
Saint-Fortunat	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Saint-François-Xavier-de-Viger	Sécurité (MSP)	Non admissible	Non fondée
Saint-François-Xavier-de-Viger	Sécurité (MSP)	Non admissible	Non fondée
Saint-Gabriel-Lalemant	Application d'un règlement municipal	Admissible	Non fondée
Saint-Gédéon-de-Beauce	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Saint-Georges	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Georges	Subvention municipale	Admissible	Fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Saint-Georges-de-Clarenceville	Dérogation mineure	Admissible	Non fondée
Saint-Hilarion	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Saint-Hilarion	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Non admissible	Non fondée
Saint-Hippolyte	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Hyacinthe	Adjudication de contrats, aliénation et location de biens - Autres	Non admissible	Non fondée
Saint-Hyacinthe	Adjudication de contrats, aliénation et location de biens - Autres	Non admissible	Non fondée
Saint-Ignace-de-Loyola	Traitement des élus municipaux	Admissible	Fondée
Saint-Irénée	Mode d'octroi du contrat (de gré à gré ou par appel d'offres)	Admissible	Fondée
Saint-Jacques-le-Mineur	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Jean-Baptiste	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Non admissible	Non fondée
Saint-Jean-de-Matha	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Saint-Jean-sur-Richelieu	Qualité de l'environnement (MDDEP)	Non admissible	Non fondée
Saint-Jean-sur-Richelieu	Tarification	Admissible	Fondée
Saint-Jean-sur-Richelieu	Engagement de crédit	Admissible	Non fondée
Saint-Jean-sur-Richelieu	Cautionnement	Admissible	Non fondée
Saint-Jean-sur-Richelieu	Lois et règlements en urbanisme - Autres	Non admissible	Non fondée
Saint-Jean-sur-Richelieu	Adoption de résolutions ou de règlements	Admissible	Non fondée
Saint-Jérôme	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Jérôme	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Jérôme	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Saint-Jérôme	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Saint-Jérôme	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Saint-Jérôme	Autres instances gouvernementales	Admissible	Fondée
Saint-Jérôme	Règlements d'emprunt	Admissible	Non fondée
Saint-Jérôme	Malversation, abus de confiance ou autres inconduites	Admissible	Non fondée
Saint-Joseph-des-Érables	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Non admissible	Non fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Saint-Joseph-du-Lac	Budget et états financiers	Admissible	Fondée
Saint-Joseph-du-Lac	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Admissible	Non fondée
Saint-Julien	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Saint-Lambert	Opportunité d'une décision locale	Admissible	Fondée
Saint-Lambert	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Saint-Lambert	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Saint-Lambert	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Non admissible	Non fondée
Saint-Léonard-d'Aston	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Admissible	Non fondée
Saint-Lin-Laurentides	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Lin-Laurentides	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Saint-Louis	Adoption de résolutions ou de règlements	Admissible	Fondée
Saint-Ludger-de-Milot	Intérêt dans un contrat avec la Municipalité	Admissible	Fondée
Saint-Majorique-de-Grantham	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Majorique-de-Grantham	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Mathias-sur-Richelieu	Litiges privés	Non admissible	Non fondée
Saint-Mathieu	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Saint-Mathieu-de-Beloeil	Règlements d'emprunt	Admissible	Non fondée
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	Litiges privés	Non admissible	Non fondée
Saint-Médard	Lois et règlements en urbanisme - Autres	Non admissible	Non fondée
Saint-Onésime-d'Ixworth	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Saint-Paul-de-Montminy	Lois et règlements en urbanisme - Autres	Admissible	Non fondée
Saint-Pie	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Saint-Pie	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Saint-Pierre-Baptiste	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Admissible	Fondée
Saint-Pierre-Baptiste	Mode d'octroi du contrat (de gré à gré ou par appel d'offres)	Admissible	Fondée
Saint-Placide	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Non admissible	Non fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Saint-Prosper-de-Champlain	Qualité de l'environnement (MDDEP)	Admissible	Non fondée
Saint-Rémi	Mode d'octroi du contrat (de gré à gré ou par appel d'offres)	Admissible	Non fondée
Saint-Rémi-de-Tingwick	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Robert	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Rosaire	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Admissible	Non fondée
Saint-Sauveur	Dépassement de coûts	Non admissible	Non fondée
Saint-Séverin	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Séverin	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Non admissible	Non fondée
Saint-Siméon	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Saint-Siméon	Lois et règlements en urbanisme - Autres	Non admissible	Non fondée
Saints-Martyrs-Canadiens	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Admissible	Non fondée
Saint-Stanislas	Sujet porté à l'attention du tribunal	Non admissible	Non fondée
Saint-Stanislas	Sujet porté à l'attention du tribunal	Non admissible	Non fondée
Saint-Stanislas-de-Kostka	Adoption de résolutions ou de règlements	Admissible	Fondée
Saint-Thomas-Didyme	Modifications au contrat	Admissible	Non fondée
Saint-Victor	Subvention municipale	Admissible	Non fondée
Salaberry-de-Valleyfield	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Salaberry-de-Valleyfield	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Salaberry-de-Valleyfield	Subvention municipale	Admissible	Non fondée
Salaberry-de-Valleyfield	Règlements d'emprunt	Admissible	Non fondée
Scotstown	Adjudication de contrats, aliénation et location de biens - Autres	Admissible	Non fondée
Senneville	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Shawinigan	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée
Shawinigan	Dérogation mineure	Admissible	Non fondée
Shefford	Tarification	Non admissible	Non fondée
Sherbrooke	Comportement, éthique et conditions d'un fonctionnaire municipal	Non admissible	Non fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Sherbrooke	Transport	Non admissible	Non fondée
Sherbrooke	Budget et états financiers	Non admissible	Non fondée
Sherbrooke	Gestion financière de la Municipalité - Autres	Admissible	Fondée
Sherbrooke	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Non admissible	Non fondée
Sherbrooke	Appel d'offres dirigé	Admissible	Non fondée
Sorel-Tracy	Application d'un règlement municipal	Non admissible	Non fondée
Sorel-Tracy	Subvention municipale	Admissible	Non fondée
Témiscamingue	Intérêt dans un contrat avec la Municipalité	Admissible	Non fondée
Témiscouata	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Terrebonne	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Thetford Mines	Évaluation foncière et taxes municipales - Autres	Non admissible	Non fondée
Tourville	Litiges privés	Non admissible	Non fondée
Très-Saint-Rédempteur	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Admissible	Fondée
Très-Saint-Rédempteur	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Admissible	Non fondée
Trois-Rivières	Règlements d'emprunt	Non admissible	Non fondée
Trois-Rivières	Remboursement de frais aux élus	Admissible	Non fondée
Trois-Rivières	Comportement, inéligibilité et inhabilité de l' élu - Autres	Admissible	Non fondée
Valcourt	Litiges privés	Non admissible	Non fondée
Val-David	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Val-David	Autres instances gouvernementales	Non admissible	Non fondée
Val-David	Dérogation mineure	Admissible	Fondée
Val-David	Adjudication de contrats sans résolution	Admissible	Fondée
Val-des-Lacs	Déroulement des élections municipales	Admissible	Fondée
Val-des-Lacs	Appel d'offres dirigé	Admissible	Non fondée
Vallée-Jonction	Mode d'octroi du contrat (de gré à gré ou par appel d'offres)	Admissible	Fondée
Vallée-Jonction	Mode d'octroi du contrat (de gré à gré ou par appel d'offres)	Admissible	Fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #79

La liste des plaintes relatives aux municipalités traitées depuis 2004. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, manque de transparence, inefficacité administrative etc.), le caractère fondé ou non fondé des différentes plaintes et les suites qui ont été données par le ministère aux plaintes considérées comme fondées.

Municipalité	Motifs	Admissibilité de la plainte	Fondement de la plainte
Vaudreuil-Dorion	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Vaudreuil-Dorion	Transport	Non admissible	Non fondée
Vaudreuil-Dorion	Soumission non-conforme	Admissible	Non fondée
Venise-en-Québec	Intérêt dans une décision de la Municipalité	Admissible	Fondée
Warden	Opportunité d'une décision locale	Non admissible	Non fondée
Waterloo	Litiges privés	Non admissible	Non fondée
Waterloo	Référendums municipaux	Admissible	Fondée
Westmount	Mode d'octroi du contrat (de gré à gré ou par appel d'offres)	Admissible	Fondée

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Question #80

La liste des demandes d'examen préalable en matière de déontologie et d'éthique au niveau municipal traitées depuis 2010. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, règles d'après-mandat, corruption, etc.), le caractère vexatoire ou non vexatoire, fondé ou non fondé des différentes demandes et les suites qui ont été données par le ministère, la Commission municipale et le Directeur des poursuites criminelles et pénales aux demandes considérées comme fondées.

La liste des demandes d'enquête concernant des manquements aux codes d'éthique et de déontologie applicables aux élus municipaux et leur examen préalable fait conformément à l'article 20 de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (LEDMM) est contenue dans un fichier de renseignements personnels. Ce fichier ou registre dont les renseignements sont protégés et donc confidentiels en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (LAI), ne peut être communiqué.

Les informations qui peuvent être rendues publiques concernant ces dossiers soumis à un examen préalable par le Ministère et, le cas échéant, à une enquête de la CMQ sont principalement tirées du Rapport 2013 sur la mise en œuvre de la LEDMM et mises à jour au 31 mars 2014:

- **Depuis la sanction de la LEDMM, le 2 décembre 2010 et jusqu'au 31 mars 2014, le Ministère a traité 210 demandes d'enquête.** De ce nombre, 55 demandes ont été transmises à la CMQ pour enquête. Le Ministère a donc rejeté 155 demandes à l'étape de l'examen préalable, et ce, en invoquant l'un des motifs fixés par la LEDMM (demande incomplète, manifestement mal fondée, frivole ou vexatoire). Pour l'exercice financier 2013-2014 soit du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014, 107 demandes ont été examinées, 26 ont été transmises à la CMQ pour enquête et 81 ont fait l'objet d'un rejet.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Question #80

La liste des demandes d'examen préalable en matière de déontologie et d'éthique au niveau municipal traitées depuis 2010. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, règles d'après-mandat, corruption, etc.), le caractère vexatoire ou non vexatoire, fondé ou non fondé des différentes demandes et les suites qui ont été données par le ministère, la Commission municipale et le Directeur des poursuites criminelles et pénales aux demandes considérées comme fondées.

Données provenant de la CMQ et couvrant la période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 :

- La Commission municipale du Québec a reçu 26 demandes d'enquête du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire concernant l'éthique et la déontologie en matière municipale pour lesquels elle a ouvert 33 dossiers. La différence entre le nombre de demandes transmises par le MAMROT et le nombre de dossiers ouverts par la Commission s'explique par le fait qu'une demande d'enquête peut viser plusieurs élus et que dans ces circonstances, la Commission ouvre un dossier pour chaque élu visé.
- Elle a rendu 16 décisions¹ concernant 23 demandes.
- Pour les 16 décisions rendues (représentant 23 demandes) :
 - Aucun manquement pour 7 décisions (représentant 10 demandes)
 - Manquement pour 5 des décisions (représentant 7 demandes)
 - Retrait de la demande d'enquête pour 2 décisions (représentant 3 demandes)
 - Arrêt des procédures pour une décision (représentant une demande) en raison du décès de l'élu
 - Une décision interlocutoire (représentant 2 demandes)
- 31 demandes sont en traitement

¹ Une décision peut comporter plusieurs demandes visant le même élu ou la même municipalité

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #31
SHQ

Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement par le biais du discrétionnaire du ministre depuis le 23 avril 2014, ainsi que le montant qu'ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé l'organisme.

En date du 12 juin 2014, aucun financement n'a été versé par le biais du budget discrétionnaire du ministre.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande # 32
SHQ

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2014-2015. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du trésor auprès du ministère ou de l'un de ses organismes.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 